

Ordonnance instituant des mesures en lien avec la situation en Ukraine

du 4 mars 2022 (État le 1^{er} février 2024)

Le Conseil fédéral suisse,

vu l'art. 184, al. 3, de la Constitution¹,

vu l'art. 2 de la loi du 22 mars 2002 sur les embargos (LEmb)²,

arrête:

Section 1 Définitions

Art. 1

Au sens de la présente ordonnance, on entend par:

- a. *avoirs*: les actifs financiers, y compris le numéraire, les chèques, les créances monétaires, les lettres de change, les mandats ou autres moyens de paiement, les dépôts, les dettes et reconnaissances de dette, les titres et titres de dette, les certificats de titres, les obligations, les titres de créances, les options, les lettres de gage, les dérivés; les recettes d'intérêts, les dividendes ou autres revenus ou plus-values engendrés par des biens en capital; les crédits, les droits à des compensations, les cautions, les garanties d'exécution de contrats ou autres engagements financiers; les droits-valeurs, les cryptoactifs, les accreditifs, les connaissements, les transferts de propriété à fin de garantie, les documents de titrisation de parts à des fonds ou à d'autres ressources financières et tout autre instrument de financement des exportations;
- b. *gel des avoirs*: le fait d'empêcher toute action permettant la gestion ou l'utilisation des avoirs, à l'exception des actions administratives normales effectuées par des instituts financiers;
- c. *ressources économiques*: les valeurs de quelque nature que ce soit, corporelles ou incorporelles, mobilières ou immobilières, en particulier les immeubles et les biens de luxe, à l'exception des avoirs au sens de la let. a;
- d. *gel des ressources économiques*: toute action visant à empêcher l'utilisation de ressources économiques afin d'obtenir des avoirs, des biens ou des services, y compris par leur vente, leur location ou leur hypothèque;
- e. *dispositifs de communication grand public*: les dispositifs utilisés par des particuliers, tels que les ordinateurs personnels et les périphériques (y compris les disques durs et les imprimantes), les téléphones mobiles, les téléviseurs

RO 2022 151

¹ RS 101

² RS 946.231

intelligents, les dispositifs de mémoire (y compris clés USB) et les logiciels grand public pour tous ces articles;

- f.³ *partenaires*: les pays appliquant des mesures substantiellement équivalentes à celles énoncées dans la présente ordonnance, comme l’Australie, le Canada, la Corée du Sud, les États-Unis, le Japon, la Norvège, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni;
- g.⁴ *valeurs mobilières*: les catégories suivantes de titres, de droits-valeurs (en particulier les droits-valeurs simples et les droits-valeurs inscrits), de dérivés et de titres intermédiés négociables sur le marché des capitaux, à l’exception des instruments de paiement:
1. les actions de sociétés et les autres titres, droits-valeurs, dérivés et titres intermédiés équivalents à des actions et parts de sociétés, de sociétés de type *partnership* ou d’autres entités ainsi que les certificats de titres en dépôt représentatifs d’actions,
 2. les obligations et les autres types de créance, y compris les certificats d’actions concernant de tels titres,
 3. les autres valeurs, droits-valeurs, dérivés et titres intermédiés donnant le droit d’acquérir ou de vendre de telles valeurs mobilières ou donnant lieu à un règlement en espèces, fixé par référence à des valeurs mobilières;
- h. *instruments du marché monétaire*: les catégories d’instruments habituellement négociées sur le marché monétaire, telles que les bons du Trésor, les certificats de dépôt et les effets de commerce à l’exclusion des instruments de paiement;
- i. *services d’investissement*: les services et activités suivants:
1. la réception et la transmission d’ordres portant sur un ou plusieurs instruments financiers,
 2. l’exécution d’ordres pour le compte de clients,
 3. la négociation pour compte propre,
 4. la gestion de portefeuille,
 5. le conseil en investissement,
 6. la prise ferme d’instruments financiers ou le placement d’instruments financiers avec engagement ferme,
 7. le placement d’instruments financiers sans engagement ferme,
 8. tout service en liaison avec l’admission à la négociation sur un marché réglementé ou la négociation dans un système multilatéral de négociation;

³ Nouvelle teneur selon le ch. I de l’O du 29 mars 2023, en vigueur depuis le 29 mars 2023 à 20 heures (RO 2023 168).

⁴ Nouvelle teneur selon le ch. I de l’O du 25 mars 2022, en vigueur depuis le 25 mars 2022 à 23 heures (RO 2022 198).

- j. *plate-forme de négociation*: toute bourse, tout système multilatéral de négociation et tout système organisé de négociation;
- k.⁵ *notation de crédit*: un avis, émis par application d'un système de classification bien défini et bien établi prévoyant différentes catégories de notation, concernant la qualité de crédit d'une entité, d'une dette ou obligation financière, d'un titre de créance, d'actions privilégiées ou autres instruments financiers, ou d'un émetteur d'une telle dette ou obligation financière, d'un tel titre de créance, de telles actions privilégiées ou d'un tel instrument financier;
- l.⁶ *activités de notation de crédit*: les activités d'analyse des données et des informations et d'évaluation, d'approbation, d'émission et de réexamen des notations de crédit;
- m.⁷ *secteur de l'énergie*: un secteur couvrant les activités suivantes, à l'exception des activités liées au nucléaire civil:
1. la prospection, la production, la distribution en Fédération de Russie ou l'extraction de pétrole brut, de gaz naturel ou de combustibles fossiles solides, le raffinage de combustibles, la liquéfaction du gaz naturel ou la regazéification,
 2. la fabrication ou la distribution en Fédération de Russie de produits à base de combustibles fossiles solides, de produits pétroliers raffinés ou de gaz, ou
 3. la construction d'installations ou l'installation d'équipements ou la fourniture de services, d'équipements ou de technologies dans le cadre d'activités liées à la production d'énergie ou d'électricité;
- n.⁸ *secteur minier*: secteur comprenant la localisation, l'extraction, la gestion et la transformation des produits miniers non énergétiques, y compris l'extraction de pierres et de terres.

⁵ Introduite par le ch. I de l'O du 25 mars 2022, en vigueur depuis le 25 mars 2022 à 23 heures (RO 2022 198).

⁶ Introduite par le ch. I de l'O du 25 mars 2022, en vigueur depuis le 25 mars 2022 à 23 heures (RO 2022 198).

⁷ Introduite par le ch. I de l'O du 25 mars 2022, en vigueur depuis le 25 mars 2022 à 23 heures (RO 2022 198).

⁸ Introduite par le ch. I de l'O du 25 janv. 2023, en vigueur depuis le 25 janv. 2023 à 18 heures (RO 2023 31).

Section 2 Restrictions commerciales

Art. 2⁹

Art. 2a¹⁰ Biens d'équipement militaires

¹ La vente, la livraison, l'exportation et le transit de biens d'équipement militaires de toute sorte, y compris les armes et les munitions, les véhicules et les équipements militaires, les équipements paramilitaires, de même que leurs accessoires et pièces de rechange, à destination de la Fédération de Russie ou de l'Ukraine ou destinés à un usage dans ces pays sont interdits.¹¹

^{1bis} Le transit par la Fédération de Russie ou l'Ukraine de biens d'équipement militaires de toute sorte, y compris les armes et les munitions, les véhicules et les équipements militaires, les équipements paramilitaires, de même que leurs accessoires et pièces de rechange, est interdit.¹²

² L'achat, l'acquisition, l'importation et le transit de biens d'équipement militaires de toute sorte, y compris les armes et les munitions, les véhicules et les équipements militaires, les équipements paramilitaires, de même que leurs accessoires et pièces de rechange, originaires ou provenant de la Fédération de Russie sont interdits.

³ La fourniture de services de toute sorte, y compris les services financiers, les services de courtage, les conseils techniques, l'octroi de moyens financiers ainsi que la mise à disposition de produits d'assurance et de réassurance et les services de courtage liés à ces produits en rapport avec l'achat, la vente, l'acquisition, la livraison, l'importation, l'exportation, le transit, la fabrication et l'utilisation des biens visés aux al. 1 et 2 sont interdits.

^{3bis} La vente directe ou indirecte, la concession sous licence ou tout autre transfert de droits de propriété intellectuelle ou de secrets d'affaires, ainsi que l'octroi de droits permettant de consulter ou de réutiliser tout matériel ou toute information protégés par des droits de propriété intellectuelle ou constituant des secrets d'affaires, en rapport avec les biens visés à l'al. 1 ou avec la fourniture, la fabrication, l'entretien et l'utilisation de ces biens, à toute personne physique ou morale, toute entité ou tout établissement en Fédération de Russie ou en Ukraine ou aux fins d'une utilisation en Fédération de Russie ou en Ukraine sont interdits.¹³

⁹ Abrogé par le ch. I de l'O du 23 nov. 2022, avec effet au 23 nov. 2022 à 18 heures (RO 2022 708).

¹⁰ Introduit par le ch. I de l'O du 23 nov. 2022, en vigueur depuis le 23 nov. 2022 à 18 heures (RO 2022 708).

¹¹ En vigueur jusqu'au 22 nov. 2026 (RO 2023 452 ch. III).

¹² Introduit par le ch. I de l'O du 29 mars 2023, en vigueur du 29 mars 2023 à 20 heures au 28 mars 2027 (RO 2023 168).

¹³ Introduit par le ch. I de l'O du 16 août 2023, en vigueur du 16 août 2023 à 18 heures au 15 août 2027 (RO 2023 452).

⁴ Les interdictions prévues aux al. 1 à 3^{bis} ne s'appliquent pas aux pièces détachées et aux services nécessaires à l'entretien, à la réparation et à la sécurité des capacités militaires existantes en Suisse ou dans un État membre de l'Espace économique européen (EEE).¹⁴

⁵ Les interdictions prévues aux al. 1 et 1^{bis} ne s'appliquent pas à l'exportation temporaire de vêtements de protection, y compris les gilets et casques pare-balles, par le personnel de l'Organisation des Nations Unies, de l'Union européenne ou de la Confédération, les représentants des médias ou les agents humanitaires, pour leur usage personnel.¹⁵

⁶ Les interdictions visées aux al. 1, 1^{bis}, 3 et 3^{bis} ne s'appliquent pas aux biens et services qui sont demandés à la Suisse à titre d'assistance par l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques au sens de l'art. X, par. 7, de la Convention du 13 janvier 1993 sur les armes chimiques^{16,17}

⁷ Le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) peut, après avoir consulté les services compétents du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), autoriser des dérogations aux interdictions prévues aux al. 1 à 3^{bis} pour:¹⁸

- a. les substances suivantes lorsqu'elles sont destinées à l'utilisation de lanceurs exploités par des fournisseurs de services de lancement européens, à l'utilisation de lanceurs des programmes spatiaux européens ou à l'alimentation en carburant des satellites par les fabricants de satellites européens:
 1. l'hydrazine (n° CAS 302-01-2),
 2. la diméthylhydrazine dissymétrique (n° CAS 57-14-7),
 3. la monométhylhydrazine (n° CAS 60-34-4);
- b. le matériel de déminage et le matériel devant servir aux opérations de déminage qui sont exclusivement destinés à des fins humanitaires.¹⁹

Art. 3²⁰

¹⁴ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 16 août 2023, en vigueur depuis le 16 août 2023 à 18 heures (RO 2023 452).

¹⁵ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 16 août 2023, en vigueur depuis le 16 août 2023 à 18 heures (RO 2023 452).

¹⁶ RS 0.515.08

¹⁷ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 16 août 2023, en vigueur depuis le 16 août 2023 à 18 heures (RO 2023 452).

¹⁸ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 16 août 2023, en vigueur depuis le 16 août 2023 à 18 heures (RO 2023 452).

¹⁹ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 25 janv. 2023, en vigueur depuis le 25 janv. 2023 à 18 heures (RO 2023 31).

²⁰ Abrogé par le ch. I de l'O du 23 nov. 2022, avec effet au 23 nov. 2022 à 18 heures (RO 2022 708).

Art. 4 Biens utilisables à des fins civiles et militaires

¹ La vente, la livraison, l'exportation, le transit et le transport de biens visés à l'annexe 2 de l'ordonnance du 3 juin 2016 sur le contrôle des biens (OCB)^{21;22}

- a. à destination de la Fédération de Russie ou destinés à un usage dans ce pays sont interdits;
- b.²³ à destination de l'Ukraine ou destinés à un usage dans ce pays sont interdits lorsqu'ils sont destinés, en totalité ou en partie, à un usage militaire ou à des destinataires finaux militaires.

^{1bis} Le transit par la Fédération de Russie de biens visés à l'annexe 2 OCB est interdit.²⁴

² La fourniture de services de toutes sortes, y compris les services financiers, le courtage, les conseils techniques, et l'octroi de moyens financiers, en rapport avec la vente, la livraison, l'exportation, le transit, le transport, la mise à disposition, la fabrication, l'entretien ou l'utilisation des biens visés à l'annexe 2 OCB:

- a. à destination de la Fédération de Russie ou destinés à un usage dans ce pays sont interdits;
- b.²⁵ à destination de l'Ukraine ou destinés à un usage dans ce pays sont soumis à autorisation.

^{2bis} La vente directe ou indirecte, la concession sous licence ou tout autre transfert de droits de propriété intellectuelle ou de secrets d'affaires, ainsi que l'octroi de droits permettant de consulter ou de réutiliser tout matériel ou toute information protégés par des droits de propriété intellectuelle ou constituant des secrets d'affaires, en rapport avec les biens visés à l'annexe 2 OCB ou avec la fourniture, la fabrication, l'entretien et l'utilisation de ces biens, à toute personne physique ou morale, toute entité ou tout établissement:

- a. en Fédération de Russie ou aux fins d'une utilisation en Fédération de Russie sont interdits;
- b.²⁶ en Ukraine ou aux fins d'une utilisation en Ukraine sont soumis à autorisation.²⁷

³ Le SECO refuse l'autorisation de services visés à l'al. 2, let. b, lorsqu'ils sont, en totalité ou en partie, destinés à un usage militaire ou à des destinataires finaux militaires.²⁸

²¹ RS **946.202.1**

²² Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 25 janv. 2023, en vigueur depuis le 25 janv. 2023 à 18 heures (RO **2023** 31).

²³ En vigueur jusqu'au 28 fév. 2026 (RO **2022** 198).

²⁴ Introduit par le ch. I de l'O du 29 mars 2023, en vigueur depuis le 29 mars 2023 à 20 heures (RO **2023** 168).

²⁵ En vigueur jusqu'au 28 fév. 2026 (RO **2022** 198).

²⁶ En vigueur jusqu'au 15 août 2027 (RO **2023** 452).

²⁷ Introduit par le ch. I de l'O du 16 août 2023, en vigueur depuis le 16 août 2023 à 18 heures (RO **2023** 452).

²⁸ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 23 nov. 2022, en vigueur depuis le 23 nov. 2022 à 18 heures (RO **2022** 708).

Art. 5 Biens destinés à un renforcement militaire et technologique ou au développement du secteur de la défense et de la sécurité

¹ La vente, la livraison, l'exportation, le transit et le transport de biens visés à l'annexe 1:

- a. à destination de la Fédération de Russie ou destinés à un usage dans ce pays sont interdits;
- b.²⁹ à destination de l'Ukraine ou destinés à un usage dans ce pays sont soumis à autorisation.

^{1bis} Le transit par la Fédération de Russie de biens visés à l'annexe 1 est interdit.³⁰

² La fourniture de services de toutes sortes, y compris les services financiers, le courtage, les conseils techniques, et l'octroi de moyens financiers, en rapport avec la vente, la livraison, l'exportation, le transit, le transport, la mise à disposition, la fabrication, l'entretien ou l'utilisation des biens visés à l'annexe 1:

- a. à destination de la Fédération de Russie ou destinés à un usage dans ce pays sont interdits;
- b.³¹ à destination de l'Ukraine ou destinés à un usage dans ce pays sont soumis à autorisation.

^{2bis} La vente directe ou indirecte, la concession sous licence ou tout autre transfert de droits de propriété intellectuelle ou de secrets d'affaires, ainsi que l'octroi de droits permettant de consulter ou de réutiliser tout matériel ou toute information protégés par des droits de propriété intellectuelle ou constituant des secrets d'affaires, en rapport avec les biens visés à l'annexe 1 ou avec la fourniture, la fabrication, l'entretien et l'utilisation de ces biens, à toute personne physique ou morale, toute entité ou tout établissement:

- a. en Fédération de Russie ou aux fins d'une utilisation en Fédération de Russie sont interdits;
- b.³² en Ukraine ou aux fins d'une utilisation en Ukraine sont soumis à autorisation.³³

³ Le SECO refuse l'autorisation pour les biens et les services visés aux al. 1, let. b, et 2, let. b, lorsqu'ils sont, en totalité ou en partie, destinés à un usage militaire ou à des destinataires finaux militaires.³⁴

²⁹ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 25 mars 2022, en vigueur du 25 mars 2022 à 23 heures au 28 fév. 2026 (RO 2022 198).

³⁰ Introduit par le ch. I de l'O du 16 août 2023, en vigueur depuis le 16 août 2023 à 18 heures (RO 2023 452).

³¹ En vigueur jusqu'au 28 fév. 2026 (RO 2022 198).

³² En vigueur jusqu'au 15 août 2027 (RO 2023 452).

³³ Introduit par le ch. I de l'O du 16 août 2023, en vigueur depuis le 16 août 2023 à 18 heures (RO 2023 452).

³⁴ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 25 mars 2022, en vigueur du 25 mars 2022 à 23 heures au 28 fév. 2026 (RO 2022 198).

Art. 6³⁵ Dérogations aux art. 4 et 5

¹ Les interdictions et les régimes d'autorisation visés à l'art. 4, al. 1, 2 et 3, et à l'art. 5, al. 1, 2 et 3, ne s'appliquent pas aux biens et services destinés:³⁶

- a. exclusivement à des activités humanitaires ou médicales réalisées par une organisation humanitaire impartiale, à des urgences sanitaires, à la prévention ou à l'atténuation à titre urgent d'un événement susceptible d'avoir des effets graves et importants sur la santé et la sécurité humaines ou sur l'environnement, ou en réaction à des catastrophes naturelles;
- b. à des fins médicales ou pharmaceutiques;
- c. à l'exportation temporaire d'articles destinés à être utilisés par des médias d'information;
- d. à des mises à jour logicielles;
- e.³⁷ à une utilisation en tant que dispositifs de communication grand public, ou
- f.³⁸ ...
- g. à l'usage personnel des personnes physiques se rendant en Fédération de Russie ou des membres de leur famille qui voyagent avec elles, pour autant que les biens concernés leur appartiennent et ne soient pas destinés à la vente et se limitent aux:
 - 1. effets personnels,
 - 2. effets et objets mobiliers,
 - 3. véhicules et outils commerciaux.

^{1bis} L'interdiction visée aux art. 4, al. 1^{bis}, et 5, al. 1^{bis}, ne s'applique pas aux biens visés à l'annexe 2 OCB³⁹ ou à l'annexe 1 de la présente ordonnance qui sont destinés aux fins prévues à l'al. 1, let. a à e.⁴⁰

² Le SECO peut autoriser des dérogations aux interdictions visées aux art. 4, al. 1 et 2, let. a, et 5, al. 1 et 2, let. a, pour les biens et services destinés aux fins civiles ou aux destinataires finaux civils suivants:⁴¹

- a. à la coopération entre la Suisse et la Fédération de Russie dans des domaines exclusivement civils;

³⁵ En vigueur jusqu'au 28 fév. 2026 (RO 2022 198).

³⁶ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 16 août 2023, en vigueur depuis le 16 août 2023 à 18 heures (RO 2023 452).

³⁷ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 31 août 2022, en vigueur depuis le 31 août 2022 à 18 heures (RO 2022 477).

³⁸ Abrogée par le ch. I de l'O du 31 août 2022, avec effet au 31 août 2022 à 18 heures (RO 2022 477).

³⁹ RS 946.202.1

⁴⁰ Introduit par le ch. I de l'O du 29 mars 2023 (RO 2023 168). Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 16 août 2023, en vigueur depuis le 16 août 2023 à 18 heures (RO 2023 452).

⁴¹ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 27 avr. 2022, en vigueur depuis le 27 avr. 2022 à 18 heures (RO 2022 260).

- b. à la coopération intergouvernementale dans le domaine des programmes spatiaux;
- c. à l'exploitation, à l'entretien, au retraitement du combustible et à la sûreté des capacités nucléaires, ainsi qu'à la coopération nucléaire civile, notamment dans le domaine de la recherche et du développement;
- d. à la sécurité maritime;
- e.⁴² à des réseaux civils de communications électroniques et de services Internet non accessibles au public et n'appartenant pas à une entité qui est contrôlée ou détenue à plus de 50 % par une entité étatique;
- f.⁴³ à l'usage d'entités détenues ou contrôlées exclusivement ou conjointement par une personne morale, une entité ou un organisme établi ou constitué selon le droit suisse ou d'un partenaire;
- g.⁴⁴ aux représentations diplomatiques de la Suisse ou de ses partenaires;
- h.⁴⁵ à assurer la cybersécurité et la sécurité de l'information pour les personnes physiques et morales, les entités et les organismes en Fédération de Russie, à l'exception de son gouvernement et des entreprises que ce dernier contrôle directement ou indirectement, ou
- i.⁴⁶ à l'usage exclusif de la Suisse, pour autant qu'ils soient pleinement sous son contrôle, afin de remplir ses obligations de maintenance dans des zones qui font l'objet d'un contrat de location à long terme entre la Suisse et la Fédération de Russie.

^{2bis} Il peut autoriser des dérogations à l'interdiction visée aux art. 4, al. 1^{bis}, et 5, al. 1^{bis}, pour les biens visés à l'annexe 2 OCB ou à l'annexe 1 de la présente ordonnance qui sont destinés aux fins civiles ou aux destinataires finaux civils visés à l'al. 2, let. b, c, d et h.⁴⁷

³ Le SECO refuse l'autorisation des dérogations visées à l'al. 2 s'il y a lieu de penser que les biens et services sont destinés:

- a. à un destinataire final militaire ou à une personne physique, une entreprise ou une entité visée à l'annexe 2;
- b. à l'industrie aéronautique ou spatiale, ou

⁴² Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 27 avr. 2022, en vigueur depuis le 27 avr. 2022 à 18 heures (RO 2022 260).

⁴³ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 31 août 2022, en vigueur depuis le 31 août 2022 à 18 heures (RO 2022 477).

⁴⁴ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 31 août 2022, en vigueur depuis le 31 août 2022 à 18 heures (RO 2022 477).

⁴⁵ Introduite par le ch. I de l'O du 31 août 2022, en vigueur depuis le 31 août 2022 à 18 heures (RO 2022 477).

⁴⁶ Introduite par le ch. I de l'O du 16 août 2023, en vigueur depuis le 16 août 2023 à 18 heures (RO 2023 452).

⁴⁷ Introduit par le ch. I de l'O du 29 mars 2023 (RO 2023 168). Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 16 août 2023, en vigueur depuis le 16 août 2023 à 18 heures (RO 2023 452).

- c. à une activité destinée au secteur de l'énergie, à moins que l'activité soit autorisée en vertu de l'art. 11, al. 3 à 5.⁴⁸

⁴ Le régime du permis pour les biens utilisables à des fins civiles et militaires visés à l'art. 3 OCB⁴⁹ s'applique également aux exceptions prévues par les al. 1 et 2.⁵⁰

Art. 7⁵¹ Procédure d'autorisation

Sauf disposition contraire, la procédure d'autorisation visée aux art. 2a et 4 à 6 est régie par les dispositions de l'OCB⁵².

Art. 8⁵³ Suspension ou révocation des autorisations

Les autorisations visées aux art. 2a et 4 à 6 sont suspendues ou révoquées si, depuis leur octroi, la situation a changé au point que les conditions de leur octroi ne sont plus remplies.

Art. 9 Biens destinés à l'industrie aéronautique et spatiale

¹ Il est interdit de vendre, de livrer, d'exporter et de faire transiter, directement ou indirectement, les biens visés à l'annexe 3 et susceptibles d'être utilisés dans l'industrie aéronautique et spatiale, à destination de personnes physiques ou morales ou d'entités en Fédération de Russie ou aux fins d'une utilisation dans ce pays.

^{1bis} Le transit par la Fédération de Russie de biens visés à l'annexe 3 est interdit.⁵⁴

² Il est interdit de fournir, directement ou indirectement, des conventions d'assurance ou de réassurance en rapport avec les biens visés à l'annexe 3 à toute personne physique ou morale ou entité en Fédération de Russie ou aux fins d'une utilisation dans ce pays.

³ Il est interdit d'exécuter la révision, la réparation, l'inspection, le remplacement, la modification ou la correction de défauts d'un aéronef ou d'un élément d'aéronef, à l'exception de la visite prévol, en rapport avec les biens visés à l'annexe 3, en faveur de toute personne ou entité en Fédération de Russie ou aux fins d'une utilisation dans ce pays.

⁴⁸ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 27 avr. 2022, en vigueur depuis le 27 avr. 2022 à 18 heures (RO 2022 260).

⁴⁹ RS 946.202.1

⁵⁰ Introduit par le ch. I de l'O du 25 mars 2022, en vigueur depuis le 25 mars 2022 à 23 heures (RO 2022 198).

⁵¹ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 25 janv. 2023, en vigueur depuis le 25 janv. 2023 à 18 heures (RO 2023 31).

⁵² RS 946.202.1

⁵³ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 25 janv. 2023, en vigueur depuis le 25 janv. 2023 à 18 heures (RO 2023 31).

⁵⁴ Introduit par le ch. I de l'O du 16 août 2023, en vigueur depuis le 16 août 2023 à 18 heures (RO 2023 452).

⁴ Il est interdit de fournir des services, y compris une assistance technique ou des services de courtage en rapport avec les biens visés à l'al. 1 ou avec la fourniture, la fabrication, l'entretien et l'utilisation de ces biens à toute personne ou entité en Fédération de Russie ou aux fins d'une utilisation dans ce pays.

⁵ Il est interdit de fournir un financement ou une aide financière en rapport avec les biens visés à l'al. 1, pour toute vente, toute livraison, toute exportation ou tout transit de ces biens, ou pour la fourniture de services connexes à toute personne ou entité en Fédération de Russie ou aux fins d'une utilisation dans ce pays.

^{5bis} La vente directe ou indirecte, la concession sous licence ou tout autre transfert de droits de propriété intellectuelle ou de secrets d'affaires, ainsi que l'octroi de droits permettant de consulter ou de réutiliser tout matériel ou toute information protégés par des droits de propriété intellectuelle ou constituant des secrets d'affaires, en rapport avec les biens visés à l'al. 1 ou avec la fourniture, la fabrication, l'entretien et l'utilisation de ces biens, à toute personne physique ou morale, toute entité ou tout établissement en Fédération de Russie ou aux fins d'une utilisation en Fédération de Russie sont interdits.⁵⁵

⁶ Le SECO peut, aux fins de l'exécution d'un crédit-bail aérien conclu avant le 5 mars 2022, autoriser des dérogations aux interdictions visées aux al. 1, 4 et 5 si:

- a.⁵⁶ cela est nécessaire pour garantir les remboursements du crédit-bail à une personne morale, une entreprise ou une entité établie ou constituée selon le droit suisse ou le droit d'un État membre de l'EEE qui n'est pas concernée par les mesures de la présente ordonnance, et si
- b. aucune autre ressource économique n'est mise à la disposition de la partie russe, à l'exception du transfert de propriété de l'aéronef après le remboursement intégral du crédit-bail.⁵⁷

^{6bis} Il peut autoriser des dérogations aux interdictions prévues aux al. 1, 4 et 5 pour:

- a. les biens visés à l'annexe 3, ch. 2, si ceux-ci sont indispensables à la production des biens en titane nécessaires dans l'industrie aéronautique et qu'il n'existe pas d'autre source d'approvisionnement;
- b. les biens des positions tarifaires 8517 71 00, 8517 79 00 et 9026 si ceux-ci sont nécessaires à des fins médicales, pharmaceutiques ou humanitaires.⁵⁸

^{6ter} Il peut autoriser des dérogations aux interdictions prévues aux al. 4 et 5 pour la fourniture d'une assistance technique liée à l'utilisation des biens et technologies visés à l'annexe 3 si cela est nécessaire pour éviter une collision entre satellites ou leur retour involontaire dans l'atmosphère.⁵⁹

⁵⁵ Introduit par le ch. I de l'O du 16 août 2023, en vigueur depuis le 16 août 2023 à 18 heures (RO 2023 452).

⁵⁶ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 23 nov. 2022, en vigueur depuis le 23 nov. 2022 à 18 heures (RO 2022 708).

⁵⁷ Introduit par le ch. I de l'O du 27 avr. 2022, en vigueur depuis le 27 avr. 2022 à 18 heures (RO 2022 260).

⁵⁸ Introduit par le ch. I de l'O du 23 nov. 2022 (RO 2022 708). Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 25 janv. 2023, en vigueur depuis le 25 janv. 2023 à 18 heures (RO 2023 31).

⁵⁹ Introduit par le ch. I de l'O du 25 janv. 2023, en vigueur depuis le 25 janv. 2023 à 18 heures (RO 2023 31).

⁶quater Il peut autoriser des dérogations à l'interdiction prévue à l'art. 9, al. 1, pour les biens visés à l'annexe 3, ch. 2, pour autant que ces biens soient destinés à l'usage exclusif de la Suisse et qu'ils soient pleinement sous son contrôle, afin que celle-ci puisse remplir ses obligations de maintenance dans des zones qui font l'objet d'un contrat de location à long terme entre la Suisse et la Fédération de Russie.⁶⁰

⁶quinquies Il peut autoriser des dérogations à l'interdiction prévue à l'art. 9, al. 1^{bis}, pour les biens visés à l'annexe 3, pour autant qu'ils soient destinés aux fins prévues aux al. 6^{bis} et 6^{ter}.⁶¹

⁷ L'interdiction visée à l'al. 4 ne s'applique pas à l'échange d'informations visant à établir des normes techniques dans le cadre de l'Organisation de l'aviation civile internationale.⁶²

Art. 9a⁶³ Biens et technologies de navigation maritime

¹ La vente, la fourniture, la livraison, l'exportation, le transit et le transport de biens et de technologies destinés à la navigation maritime visés à l'annexe 16:

- a. à destination de la Fédération de Russie ou destinés à un usage dans ce pays ou sur un navire battant pavillon de la Fédération de Russie sont interdits;
- b.⁶⁴ à destination de l'Ukraine ou destinés à un usage dans ce pays ou sur un navire battant pavillon de l'Ukraine sont soumis à autorisation.

² La fourniture de services de toute sorte, y compris les services financiers, les services de courtage et l'assistance technique, ainsi que l'octroi de moyens financiers liés aux biens et technologies visés à l'al. 1 ou à la vente, à la livraison, à l'exportation, au transit, au transport, à la fourniture, à la fabrication, à l'entretien et à l'utilisation desdits biens et technologies:

- a. à destination de la Fédération de Russie ou destinés à un usage dans ce pays ou sur un navire battant pavillon de la Fédération de Russie sont interdits;
- b.⁶⁵ à destination de l'Ukraine ou destinés à un usage dans ce pays ou sur un navire battant pavillon de l'Ukraine sont soumis à autorisation.

²^{bis} La vente directe ou indirecte, la concession sous licence ou tout autre transfert de droits de propriété intellectuelle ou de secrets d'affaires, ainsi que l'octroi de droits permettant de consulter ou de réutiliser tout matériel ou toute information protégés par des droits de propriété intellectuelle ou constituant des secrets d'affaires, en rapport avec les biens visés à l'al. 1 ou avec la fourniture, la fabrication, l'entretien et

⁶⁰ Introduit par le ch. I de l'O du 16 août 2023, en vigueur depuis le 16 août 2023 à 18 heures (RO 2023 452).

⁶¹ Introduit par le ch. I de l'O du 16 août 2023, en vigueur depuis le 16 août 2023 à 18 heures (RO 2023 452).

⁶² Introduit par le ch. I de l'O du 31 août 2022, en vigueur depuis le 31 août 2022 à 18 heures (RO 2022 477).

⁶³ Introduit par le ch. I de l'O du 25 mars 2022, en vigueur depuis le 25 mars 2022 à 23 heures (RO 2022 198).

⁶⁴ En vigueur jusqu'au 28 fév. 2026 (RO 2022 198).

⁶⁵ En vigueur jusqu'au 28 fév. 2026 (RO 2022 198).

l'utilisation de ces biens, à toute personne physique ou morale, toute entité ou tout établissement:

- a. en Fédération de Russie ou aux fins d'une utilisation en Fédération de Russie sont interdits;
- b.⁶⁶ en Ukraine ou destinés aux fins d'une utilisation en Ukraine sont soumis à autorisation.⁶⁷

³ Les interdictions prévues aux al. 1, let. a, et 2, let. a, et le régime d'autorisation prévu aux al. 1, let. b, et 2, let. b, ne s'appliquent pas à la vente, à la fourniture, à la livraison, à l'exportation, au transport et au transit des biens et technologies visés à l'al. 1 ou à la fourniture d'une assistance technique ou d'une aide financière y afférente, à des fins non militaires et pour un utilisateur final non militaire, et destinés à des fins humanitaires, à des urgences sanitaires, à la prévention ou à l'atténuation à titre urgent d'un événement susceptible d'avoir des effets graves et importants sur la santé et la sécurité humaines ou sur l'environnement, ou en réaction à des catastrophes naturelles.⁶⁸

⁴ Le SECO peut autoriser des dérogations à l'interdiction visée à l'al. 1, let. a, ou à l'interdiction de fournir une assistance technique ou une aide financière y afférente, à des fins non militaires et pour un utilisateur final non militaire, si les biens ou les technologies visés à l'al. 1 ou l'assistance technique ou l'aide financière y afférente sont destinés à la sécurité maritime.

⁵ Il refuse l'autorisation pour les biens et les services visés aux al. 1, let. b, et 2, let. b, lorsqu'ils sont, en totalité ou en partie, destinés à un usage militaire ou à des destinataires finaux militaires.⁶⁹

Art. 9b⁷⁰ Carburéacteurs et additifs pour carburants

¹ La vente, la livraison, l'exportation et le transit de carburéacteurs et additifs pour carburants visés à l'annexe 19:

- a. à destination de la Fédération de Russie ou destinés à un usage dans ce pays sont interdits;
- b.⁷¹ à destination de l'Ukraine ou destinés à un usage dans ce pays sont soumis à autorisation.

^{1bis} Le transit par la Fédération de Russie de carburéacteurs et additifs pour carburants visés à l'annexe 19:

- a. à destination de la Fédération de Russie ou aux fins d'une utilisation en Fédération de Russie est interdit;

⁶⁶ En vigueur jusqu'au 15 août 2027 (RO 2023 452).

⁶⁷ Introduit par le ch. I de l'O du 16 août 2023, en vigueur depuis le 16 août 2023 à 18 heures (RO 2023 452).

⁶⁸ En vigueur jusqu'au 28 fév. 2026 (RO 2022 198).

⁶⁹ En vigueur jusqu'au 28 fév. 2026 (RO 2022 198).

⁷⁰ Introduit par le ch. I de l'O du 27 avr. 2022, en vigueur depuis le 27 avr. 2022 à 18 heures (RO 2022 260).

⁷¹ En vigueur jusqu'au 26 avr. 2026 (RO 2022 260).

b.⁷² à destination de l'Ukraine ou aux fins d'une utilisation en Ukraine est soumis à autorisation.⁷³

² La fourniture de services de toute sorte, y compris les services financiers, les services de courtage et l'assistance technique, ainsi que l'octroi de moyens financiers liés aux biens visés à l'al. 1 ou à la vente, à la livraison, à l'exportation, au transit, à la fourniture, à la fabrication, et à l'utilisation desdits biens:

a. à destination de la Fédération de Russie ou destinés à un usage dans ce pays sont interdits;

b.⁷⁴ à destination de l'Ukraine ou destinés à un usage dans ce pays sont soumis à autorisation.

^{2bis} La vente directe ou indirecte, la concession sous licence ou tout autre transfert de droits de propriété intellectuelle ou de secrets d'affaires, ainsi que l'octroi de droits permettant de consulter ou de réutiliser tout matériel ou toute information protégés par des droits de propriété intellectuelle ou constituant des secrets d'affaires, en rapport avec les biens visés à l'al. 1 ou avec la fourniture, la fabrication, l'entretien et l'utilisation de ces biens, à toute personne physique ou morale, toute entité ou tout établissement:

a. en Fédération de Russie ou aux fins d'une utilisation en Fédération de Russie sont interdits;

b.⁷⁵ en Ukraine ou aux fins d'une utilisation en Ukraine sont soumis à autorisation.⁷⁶

^{2ter} Le SECO peut autoriser des dérogations à l'interdiction prévue à l'al. 1^{bis} pour les carburateurs et additifs pour carburants visés à l'annexe 19 si cela est nécessaire:

a. à la production des biens en titane nécessaires dans l'industrie aéronautique et qu'il n'existe pas d'autre source d'approvisionnement;

b. à des fins médicales, pharmaceutiques ou humanitaires, ou

c. pour éviter une collision entre satellites ou leur retour involontaire dans l'atmosphère.⁷⁷

³ Il refuse l'autorisation pour les biens et les services visés aux al. 1, let. b, 1^{bis}, let. b, et 2, let. b, lorsqu'ils sont, en totalité ou en partie, destinés à un usage militaire ou à des destinataires finaux militaires.⁷⁸

⁷² En vigueur jusqu'au 15 août 2027 (RO 2023 452).

⁷³ Introduit par le ch. I de l'O du 16 août 2023, en vigueur depuis le 16 août 2023 à 18 heures (RO 2023 452).

⁷⁴ En vigueur jusqu'au 26 avr. 2026 (RO 2022 260).

⁷⁵ En vigueur jusqu'au 15 août 2027 (RO 2023 452).

⁷⁶ Introduit par le ch. I de l'O du 16 août 2023, en vigueur depuis le 16 août 2023 à 18 heures (RO 2023 452).

⁷⁷ Introduit par le ch. I de l'O du 16 août 2023, en vigueur depuis le 16 août 2023 à 18 heures (RO 2023 452).

⁷⁸ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 16 août 2023, en vigueur depuis le 16 août 2023 à 18 heures (RO 2023 452).

Art. 10 Biens destinés au raffinage de pétrole et à la liquéfaction de gaz naturel⁷⁹

¹ Il est interdit de vendre, de livrer, d'exporter et de faire transiter les biens destinés au raffinage de pétrole et à la liquéfaction de gaz naturel visés à l'annexe 4 à destination de la Fédération de Russie ou destinés à un usage dans ce pays.⁸⁰

² Il est interdit de fournir des services de toutes sortes, y compris les services financiers, le courtage, les conseils techniques et l'octroi de moyens financiers, en rapport avec la vente, la livraison, l'exportation, le transit, la mise à disposition, la fabrication, l'entretien ou l'utilisation des biens visés à l'al. 1.

^{2bis} La vente directe ou indirecte, la concession sous licence ou tout autre transfert de droits de propriété intellectuelle ou de secrets d'affaires, ainsi que l'octroi de droits permettant de consulter ou de réutiliser tout matériel ou toute information protégés par des droits de propriété intellectuelle ou constituant des secrets d'affaires, en rapport avec les biens visés à l'al. 1 ou avec la fourniture, la fabrication, l'entretien et l'utilisation de ces biens, à toute personne physique ou morale, toute entité ou tout établissement en Fédération de Russie ou aux fins d'une utilisation en Fédération de Russie sont interdits.⁸¹

³ Le SECO peut, après avoir consulté les services compétents du DFAE, autoriser des dérogations aux interdictions prévues aux al. 1 et 2 dans la mesure où cela est nécessaire à titre urgent pour prévenir ou atténuer un événement susceptible d'avoir des effets graves et importants sur la santé et la sécurité humaines ou sur l'environnement.⁸²

⁴ Dans des cas urgents dûment justifiés, la vente, la livraison, l'exportation ou le transit de biens visés à l'annexe 4 peut avoir lieu sans autorisation préalable, pour autant que l'exportateur informe le SECO dans les cinq jours ouvrés suivant la vente, la livraison, l'exportation, le transit ou le transport et lui expose les motifs justifiant ces activités sans autorisation préalable.

Art. 11⁸³ Biens destinés au secteur de l'énergie

¹ La vente, la fourniture, la livraison, l'exportation, le transit et le transport des biens destinés au secteur de l'énergie visés à l'annexe 5 à destination de la Fédération de Russie ou destinés à un usage dans ce pays, y compris dans sa zone économique exclusive et sur son plateau continental, sont interdits.

² La fourniture de services de toute sorte, y compris les services financiers, les services de courtage et l'assistance technique, ainsi que l'octroi de moyens financiers liés

⁷⁹ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 27 avr. 2022, en vigueur depuis le 27 avr. 2022 à 18 heures (RO 2022 260).

⁸⁰ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 27 avr. 2022, en vigueur depuis le 27 avr. 2022 à 18 heures (RO 2022 260).

⁸¹ Introduit par le ch. I de l'O du 16 août 2023, en vigueur depuis le 16 août 2023 à 18 heures (RO 2023 452).

⁸² Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 23 nov. 2022, en vigueur depuis le 23 nov. 2022 à 18 heures (RO 2022 708).

⁸³ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 25 mars 2022, en vigueur depuis le 25 mars 2022 à 23 heures (RO 2022 198).

aux biens visés à l'al. 1 ou à la vente, à la livraison, à l'exportation, au transit, à la fourniture, à la fabrication, à l'entretien, au transport et à l'utilisation de ces biens sont interdits.

^{2bis} La vente directe ou indirecte, la concession sous licence ou tout autre transfert de droits de propriété intellectuelle ou de secrets d'affaires, ainsi que l'octroi de droits permettant de consulter ou de réutiliser tout matériel ou toute information protégés par des droits de propriété intellectuelle ou constituant des secrets d'affaires, en rapport avec les biens visés à l'al. 1 ou avec la fourniture, la fabrication, l'entretien et l'utilisation de ces biens, à toute personne physique ou morale, toute entité ou tout établissement en Fédération de Russie ou aux fins d'une utilisation en Fédération de Russie sont interdits.⁸⁴

³ Les interdictions prévues aux al. 1 et 2 ne s'appliquent pas à la vente, à la livraison, à l'exportation, au transit et au transport de biens, ni à la fourniture d'assistance technique ou à l'octroi de moyens financiers qui y sont liés, lorsque les biens sont nécessaires:

- a.⁸⁵ au transport de pétrole et de gaz naturel, y compris de produits pétroliers raffinés, depuis ou via la Fédération de Russie vers la Suisse ou l'EEE, ou
- b. à la prévention ou à l'atténuation à titre urgent d'un événement susceptible d'avoir des effets graves et importants sur la santé et la sécurité humaines ou sur l'environnement.

⁴ Les interdictions prévues à l'al. 2 ne s'appliquent pas aux produits d'assurance et de réassurance en faveur d'une entreprise établie ou constituée selon le droit suisse ou le droit d'un État membre de l'EEE concernant ses activités ne relevant pas du secteur énergétique russe.

⁵ Le SECO peut, après avoir consulté les services compétents du DFAE et, si les services financiers ou l'approvisionnement en énergie sont concernés, du Département fédéral des finances (DFF) ou du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC), autoriser des dérogations aux interdictions prévues aux al. 1 et 2:

- a. si cela est nécessaire pour garantir l'approvisionnement énergétique de la Suisse ou d'un État membre de l'EEE en cas de pénurie grave, déclarée ou imminente, ou
- b. si les biens ou services sont exclusivement destinés à l'usage d'entités détenues ou contrôlées, en totalité ou en partie, par une organisation établie ou constituée selon le droit suisse ou le droit d'un État membre de l'EEE.

⁸⁴ Introduit par le ch. I de l'O du 16 août 2023, en vigueur depuis le 16 août 2023 à 18 heures (RO 2023 452).

⁸⁵ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 27 avr. 2022, en vigueur depuis le 27 avr. 2022 à 18 heures (RO 2022 260).

Art. 11a⁸⁶ Biens destinés au renforcement de l'industrie

¹ La vente, la livraison, l'exportation, le transit et le transport des biens destinés au renforcement de l'industrie visés à l'annexe 23 à destination de la Fédération de Russie ou destinés à un usage dans ce pays sont interdits.

^{1bis} Le transit par la Fédération de Russie de biens destinés au renforcement de l'industrie visés à l'annexe 23a est interdit.⁸⁷

² La fourniture de services de toute sorte, y compris les services financiers, les services de courtage et les conseils techniques, ainsi que l'octroi de moyens financiers liés aux biens visés à l'al. 1 ou à la vente, à l'exportation, au transit, au transport, à la fourniture, à la fabrication, à l'entretien et à l'utilisation desdits biens à destination de la Fédération de Russie ou destinés à un usage dans ce pays sont interdits.

^{2bis} La vente directe ou indirecte, la concession sous licence ou tout autre transfert de droits de propriété intellectuelle ou de secrets d'affaires, ainsi que l'octroi de droits permettant de consulter ou de réutiliser tout matériel ou toute information protégés par des droits de propriété intellectuelle ou constituant des secrets d'affaires, en rapport avec les biens visés à l'al. 1 ou avec la fourniture, la fabrication, l'entretien et l'utilisation de ces biens, à toute personne physique ou morale, toute entité ou tout établissement en Fédération de Russie ou aux fins d'une utilisation en Fédération de Russie sont interdits.⁸⁸

³ Les interdictions prévues aux al. 1 et 2 ne s'appliquent pas aux biens et services qui sont nécessaires aux activités officielles de représentations diplomatiques ou consulaires de la Suisse ou de ses partenaires en Fédération de Russie ou d'organisations internationales jouissant d'immunités conformément au droit international.

⁴ Le SECO peut, après avoir consulté les services compétents du DFAE et du DFF, autoriser des dérogations aux interdictions prévues aux al. 1 à 2 si cela est nécessaire.⁸⁹

- a. à des fins médicales ou pharmaceutiques et pour une utilisation finale non militaire;
- b. à des fins humanitaires ou d'évacuation, ou
- c.⁹⁰ à l'usage exclusif de la Suisse afin de remplir ses obligations de maintenance dans des zones qui font l'objet d'un contrat de location à long terme entre la Suisse et la Fédération de Russie, ou

⁸⁶ Introduit par le ch. I de l'O du 27 avr. 2022, en vigueur depuis le 27 avr. 2022 à 18 heures (RO 2022 260).

⁸⁷ Introduit par le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

⁸⁸ Introduit par le ch. I de l'O du 16 août 2023, en vigueur depuis le 16 août 2023 à 18 heures (RO 2023 452).

⁸⁹ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

⁹⁰ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 23 nov. 2022, en vigueur depuis le 23 nov. 2022 à 18 heures (RO 2022 708).

d.⁹¹ à l'établissement, à l'exploitation, à l'entretien, à l'approvisionnement en combustible, au retraitement du combustible et à la sûreté des capacités nucléaires civiles, et à la poursuite de la conception, de la construction et de la mise en service exigées pour la réalisation d'installations nucléaires civiles, à la fourniture de matériaux précurseurs pour la production de radio-isotopes médicaux et d'applications médicales similaires, ou de technologies critiques pour la surveillance des rayonnements dans l'environnement, ainsi qu'à une coopération nucléaire civile, en particulier dans le domaine de la recherche et du développement.⁹²

⁵ Il peut, après avoir consulté les services compétents du DFAE et du DFF, autoriser des dérogations aux interdictions prévues aux al. 1 à 2 pour:⁹³

- a. les biens de la position tarifaire 8417 20 si ceux-ci sont utilisés par des personnes physiques dans leur ménage pour la fabrication de produits de boulangerie, de pâtisseries ou de biscuits;
- b.⁹⁴ les biens des chapitres 72, 84, 85 et 90 du tarif des douanes, pour autant que ceux-ci soient indispensables à la production des biens en titane nécessaires dans l'industrie aéronautique et qu'il n'existe pas d'autre source d'approvisionnement.⁹⁵

⁶ Il peut, après avoir consulté les services compétents du DFAE et du DFF, autoriser des dérogations à l'interdiction prévue à l'al. 1^{bis} si cela est indispensable à la production des biens en titane nécessaires dans l'industrie aéronautique et qu'il n'existe pas d'autre source d'approvisionnement.⁹⁶

Art. 12⁹⁷

Art. 12a⁹⁸ Pétrole brut et produits pétroliers

¹ L'achat, lorsque la Suisse est le lieu de destination, l'importation, le transit et le transport en Suisse et par la Suisse de pétrole brut et de produits pétroliers visés à l'annexe 24 originaires ou provenant de la Fédération de Russie sont interdits.

⁹¹ Introduite par le ch. I de l'O du 23 nov. 2022, en vigueur depuis le 23 nov. 2022 à 18 heures (RO 2022 708).

⁹² Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 31 août 2022, en vigueur depuis le 31 août 2022 à 18 heures (RO 2022 477).

⁹³ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

⁹⁴ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 16 août 2023, en vigueur depuis le 16 août 2023 à 18 heures (RO 2023 452).

⁹⁵ Introduit par le ch. I de l'O du 25 janv. 2023 (RO 2023 31). Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 29 mars 2023, en vigueur depuis le 29 mars 2023 à 20 heures (RO 2023 168).

⁹⁶ Introduit par le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

⁹⁷ Abrogé par le ch. I de l'O du 16 août 2023, avec effet au 16 août 2023 à 18 heures (RO 2023 452).

⁹⁸ Introduit par le ch. I de l'O du 29 juin 2022, en vigueur depuis le 29 juin 2022 à 18 heures (RO 2022 381).

² La fourniture de services de toute sorte, y compris les services financiers, les services de courtage et l'assistance technique, ainsi que l'octroi de moyens financiers en lien avec l'achat, lorsque la Suisse est le lieu de destination, l'importation, le transit et le transport en Suisse et par la Suisse de pétrole brut et de produits pétroliers visés à l'annexe 24 originaires ou provenant de la Fédération de Russie sont interdits.

³ Les interdictions prévues aux al. 1 et 2 ne s'appliquent pas:

- a. au pétrole brut transporté par voie maritime et aux produits pétroliers visés à l'annexe 24, lorsque ces biens ne font que transiter par la Fédération de Russie et que leur propriétaire n'est pas russe;
- b. au pétrole brut et aux produits pétroliers visés à l'annexe 24 originaires ou provenant de la Fédération de Russie, qui sont importés légalement dans un État membre de l'Union européenne.

⁴ Toutes les transactions relatives à l'achat, lorsque la Suisse est le pays de destination, à l'importation ou au transport en Suisse de condensats de gaz naturel de la position tarifaire 2709 00 10 originaires ou provenant de la Fédération de Russie doivent être déclarées au SECO dans un délai de deux semaines, en indiquant les volumes achetés, importés ou transportés.⁹⁹

Art. 12b¹⁰⁰ Commerce, courtage et transport de pétrole brut et de produits pétroliers avec ou vers des États tiers

¹ Le commerce, le courtage et le transport avec ou vers des États hors de la Suisse et de l'EEE de pétrole brut et de produits pétroliers visés à l'annexe 24 originaires ou provenant de la Fédération de Russie sont interdits, y compris par transbordement de navire à navire.

^{1bis} La vente, le transport et le transit de produits pétroliers de la position tarifaire 2710 issus de pétrole brut originaire ou provenant de la Fédération de Russie et importés en Bulgarie après le 5 décembre 2022 sont interdits.¹⁰¹

² La fourniture d'une assistance technique, de services de courtage et de services financiers ainsi que l'octroi de moyens financiers en lien avec les activités visées à l'al. 1 sont interdits.

³ La fourniture de services visés à l'al. 2 à des navires ayant transporté du pétrole brut ou des produits pétroliers visés à l'annexe 24 dont le prix d'achat excédait le prix-plafond fixé à l'annexe 28 à la date de la conclusion du contrat pour cet achat est interdite pendant 90 jours à compter de la date de déchargement de ces biens, si l'opérateur responsable du transport savait ou pouvait raisonnablement soupçonner que le prix d'achat excédait le prix-plafond fixé à l'annexe 28 à la date de la conclusion du contrat pour cet achat.

⁹⁹ Introduit par le ch. I de l'O du 25 janv. 2023, en vigueur depuis le 25 janv. 2023 à 18 heures (RO 2023 31).

¹⁰⁰ Introduit par le ch. I de l'O du 29 juin 2022 (RO 2022 381). Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 16 déc. 2022, en vigueur depuis le 16 déc. 2022 à 18 heures (RO 2022 824).

¹⁰¹ Introduit par le ch. I de l'O du 25 janv. 2023, en vigueur depuis le 25 janv. 2023 à 18 heures (RO 2023 31).

- ⁴ Les interdictions prévues aux al. 1 et 2 ne s'appliquent pas:
- aux biens dont la Fédération de Russie n'est que le lieu de chargement, de départ ou de transit, à condition que ni l'origine ni le propriétaire de ces biens ne soient russes;
 - aux biens dont le prix d'achat n'excède pas le prix-plafond fixé à l'annexe 28;
 - aux biens visés à l'annexe 29 transportés dans les États tiers qui y sont mentionnés pendant la période qui y est fixée;
 - à la prévention ou à l'atténuation à titre urgent d'un événement susceptible d'avoir des effets graves et importants sur la santé et la sécurité humaines ou sur l'environnement, ou en réaction à des catastrophes naturelles, pour autant que le SECO ait été informé immédiatement après la constatation de l'événement ou de la catastrophe naturelle.

⁵ Aux fins de l'application des al. 1 et 4, let. b, pour le pétrole brut russe ou les produits pétroliers russes visés à l'annexe 24, chargés à partir du 20 février 2024, les personnes physiques ou morales qui fournissent des services et qui n'ont pas accès au prix-plafond par baril fixé à l'annexe 28 pour ces biens recueillent des informations sur les prix par poste pour les coûts accessoires auprès des opérateurs en amont de la chaîne d'approvisionnement du commerce de pétrole brut russe ou de produits pétroliers russes. Ces informations sur les prix sont fournies aux contreparties et au SECO, à leur demande.¹⁰²

⁶ Toutes les transactions relatives à l'achat ou au transport dans des États hors de la Suisse de condensats de gaz naturel de la position tarifaire 2709 00 10 originaires ou provenant de la Fédération de Russie doivent être déclarées au SECO dans un délai de deux semaines, en indiquant les volumes achetés ou transportés.¹⁰³

Art. 12c¹⁰⁴ Régime d'autorisation pour la vente de bateaux-citernes

¹ Sont soumis à autorisation la vente, la livraison, l'exportation, le transport et le transit de bateaux-citernes de la position tarifaire 8901 20 00 pour le transport de pétrole brut ou de produits pétroliers visés à l'annexe 24 ainsi que le transfert de propriété d'une autre manière de ces biens à des personnes, à des entreprises ou à des entités en Fédération de Russie ou aux fins d'une utilisation dans ce pays.

² Le SECO accorde l'autorisation après avoir consulté les services compétents du DFAE.

³ Il refuse l'autorisation s'il y a lieu de penser que les bateaux-citernes visés à l'al. 1 seront utilisés pour enfreindre les interdictions prévues aux art. 12a ou 12b.

⁴ La vente et le transfert de propriété d'une autre manière de bateaux-citernes visés à l'al. 1 à destination d'un État tiers doivent être déclarés sans délai au SECO, avec

¹⁰² Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

¹⁰³ Introduit par le ch. I de l'O du 25 janv. 2023 (RO 2023 31). Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

¹⁰⁴ Introduit par le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

indication de l'identité et, le cas échéant, de l'acte de constitution du vendeur et de l'acheteur, y compris l'actionnariat et la direction, du numéro OMI d'identification du bateau-citerne et de son indicatif d'appel.

⁵ Les ventes et les transferts de propriété d'une autre manière visés aux al. 1 et 4 survenus entre le 5 décembre 2022 et le 1^{er} février 2024 doivent être déclarés au SECO d'ici au 3 mai 2024.

Art. 13 Importation de biens en provenance des territoires désignés

¹ L'importation de biens originaires des territoires désignés à l'annexe 6 est autorisée uniquement s'ils sont assortis d'un certificat d'origine établi par les autorités ukrainiennes.

² En l'absence d'un certificat d'origine établi par les autorités ukrainiennes, il est interdit de fournir des services financiers et de conclure des conventions d'assurance ou de réassurance en lien avec l'importation de biens originaires des territoires désignés à l'annexe 6.

Art. 14 Exportation de biens à destination des territoires désignés

¹ La vente, la livraison, l'exportation et le transit de biens visés à l'annexe 7 sont interdits si ces biens sont destinés à des personnes, à des entreprises ou à des entités dans les territoires désignés à l'annexe 6 ou à un usage sur ces territoires.¹⁰⁵

² Il est interdit de fournir une assistance technique, des services d'intermédiation et des services de construction et d'ingénierie ainsi qu'un financement ou une aide financière en lien avec les biens visés à l'annexe 7 à des personnes, à des entreprises ou à des entités dans les territoires désignés à l'annexe 6.

³ Les interdictions prévues aux al. 1 et 2 ne s'appliquent pas aux activités nécessaires aux activités officielles de représentations diplomatiques ou consulaires ou d'organisations internationales, aux activités humanitaires et au soutien d'hôpitaux ou d'établissements scolaires ayant leur siège dans les territoires désignés à l'annexe 6 ne sont pas soumises aux interdictions prévues aux al. 1 et 2.

⁴ Le SECO peut, après avoir consulté les services compétents du DFAE et du DFF, autoriser des dérogations aux interdictions prévues aux al. 1 et 2, dans la mesure où cela est nécessaire pour prévenir ou atténuer un événement susceptible d'avoir des effets graves et importants sur la santé et la sécurité humaines, y compris la sécurité des infrastructures existantes, ou sur l'environnement

⁵ Dans des cas urgents dûment motivés, la vente, la livraison, le transfert ou l'exportation sont admissibles sans autorisation préalable, dans la mesure où l'exportateur informe le SECO dans les cinq jours ouvrés suivant la vente, la livraison, le transfert ou l'exportation et expose en détail les motifs justifiant la vente, la livraison, le transfert ou l'exportation sans autorisation préalable.

¹⁰⁵ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

Art. 14a¹⁰⁶ Produits sidérurgiques

¹ L'importation, le transport et l'achat des produits sidérurgiques visés à l'annexe 17 originaires ou provenant de la Fédération de Russie sont interdits.

² L'importation, le transport et l'achat de produits sidérurgiques visés à l'annexe 17 qui ont fait l'objet de transformations dans un État tiers au moyen de produits sidérurgiques visés à l'annexe 17 originaires ou provenant de la Fédération de Russie sont interdits.¹⁰⁷

³ La fourniture, directe ou indirecte, d'une assistance technique, de services de courtage, de moyens financiers ou d'une aide financière, y compris les produits financiers dérivés, ainsi que de produits d'assurance et de réassurance en rapport avec les activités visées aux al. 1 et 2 est interdite.

⁴ Les interdictions prévues aux al. 1 et 2 ne s'appliquent pas à l'achat de biens faisant partie des quotas de volume d'importation fixés par l'Union européenne ni à l'importation, au transit et au transport de ces biens en Suisse ou par la Suisse.¹⁰⁸

^{4bis} Au moment de l'importation de biens visés à l'al. 2 depuis un État tiers en dehors de l'EEE ou du Royaume-Uni, une preuve doit être fournie informant de l'origine des intrants transformés dans l'État tiers. Cette preuve doit être mentionnée dans la déclaration en douane.¹⁰⁹

⁵ Le SECO peut autoriser des dérogations aux interdictions prévues aux al. 1 et 2, si cela est nécessaire à l'établissement, à l'exploitation, à l'entretien, à l'approvisionnement en combustible, au retraitement du combustible et à la sûreté des capacités nucléaires civiles, et à la poursuite de la conception, de la construction et de la mise en service exigées pour la réalisation d'installations nucléaires civiles, à la fourniture de matériaux précurseurs pour la production de radio-isotopes médicaux et d'applications médicales similaires, ou de technologies critiques pour la surveillance des rayonnements dans l'environnement, ainsi qu'à une coopération nucléaire civile, en particulier dans le domaine de la recherche et du développement.

Art. 14b¹¹⁰ Biens de luxe

¹ La vente, la livraison, l'exportation, le transport et le transit des biens de luxe visés à l'annexe 18 à toute personne, entreprise ou entité en Fédération de Russie ou aux fins d'une utilisation dans ce pays sont interdits.

^{1bis} La fourniture de services de toute sorte, y compris les services financiers, les services de courtage et l'assistance technique, ainsi que l'octroi de moyens financiers liés

¹⁰⁶ Introduit par le ch. I de l'O du 25 mars 2022 (RO 2022 198). Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 23 nov. 2022, en vigueur depuis le 23 nov. 2022 à 18 heures, sous réserve de l'al. 2, en vigueur depuis le 30 sept. 2023 (RO 2023 708).

¹⁰⁷ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

¹⁰⁸ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

¹⁰⁹ Introduit par le ch. I de l'O du 16 août 2023 (RO 2023 452). Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

¹¹⁰ Introduit par le ch. I de l'O du 25 mars 2022, en vigueur depuis le 25 mars 2022 à 23 heures (RO 2022 198).

aux biens visés à l'al. 1 ou à la vente, à la livraison, à l'exportation, au transit, au transport, à la fourniture, à la fabrication, à l'entretien et à l'utilisation de ces biens sont interdits.¹¹¹

¹ter La vente directe ou indirecte, la concession sous licence ou tout autre transfert de droits de propriété intellectuelle ou de secrets d'affaires, ainsi que l'octroi de droits permettant de consulter ou de réutiliser tout matériel ou toute information protégés par des droits de propriété intellectuelle ou constituant des secrets d'affaires, en rapport avec les biens visés à l'al. 1 ou avec la fourniture, la fabrication, l'entretien et l'utilisation de ces biens, à toute personne physique ou morale, toute entité ou tout établissement en Fédération de Russie ou aux fins d'une utilisation en Fédération de Russie sont interdits.¹¹²

² Les interdictions prévues à l'al. 1 ne s'appliquent pas aux biens:

- a. qui sont nécessaires aux activités officielles de représentations diplomatiques ou consulaires de la Suisse ou de ses partenaires en Fédération de Russie ou d'organisations internationales jouissant d'immunités conformément au droit international;
- b. qui sont destinés à l'usage personnel des collaborateurs des représentations et organisations visées à la let. a, ou
- c. qui relèvent des positions tarifaires 7113 ou 7114 figurant à l'annexe 18, ch. 10, et qui sont destinés à l'usage personnel des personnes physiques voyageant à partir de la Suisse ou de leurs parents proches qui voyagent avec elles, qui leur appartiennent et qui ne sont pas destinés à la vente.¹¹³

³ Le SECO peut autoriser des dérogations aux interdictions visées à l'al. 1 pour la livraison ou l'exportation de biens culturels à destination de la Fédération de Russie qui sont prêtés dans le cadre d'une coopération culturelle officielle avec la Fédération de Russie.¹¹⁴

⁴ Il peut, après avoir consulté les services compétents du DFAE et du DFF et jusqu'au 31 décembre 2023, autoriser des dérogations aux interdictions prévues aux al. 1 et ¹bis pour les navires des positions tarifaires 8901 10 et 8901 90, pour autant:

- a. que les navires aient été physiquement situés en Fédération de Russie au 16 août 2023 et soient destinés à un usage en Fédération de Russie, et
- b. que les navires aient battu le pavillon de la Fédération de Russie dans le cadre d'une immatriculation au titre d'affrètement en coque nue initialement effectuée avant le 3 mars 2022.¹¹⁵

¹¹¹ Introduit par le ch. I de l'O du 16 août 2023, en vigueur depuis le 16 août 2023 à 18 heures (RO 2023 452).

¹¹² Introduit par le ch. I de l'O du 16 août 2023, en vigueur depuis le 16 août 2023 à 18 heures (RO 2023 452).

¹¹³ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 31 août 2022, en vigueur depuis le 31 août 2022 à 18 heures (RO 2022 477).

¹¹⁴ Introduit par le ch. I de l'O du 27 avr. 2022, en vigueur depuis le 27 avr. 2022 à 18 heures (RO 2022 260).

¹¹⁵ Introduit par le ch. I de l'O du 16 août 2023, en vigueur depuis le 16 août 2023 à 18 heures (RO 2023 452).

⁵ Il rejette la demande d'autorisation d'une dérogation prévue à l'al. 4 si les navires visés à l'al. 4 sont destinés à des utilisateurs finaux militaires ou à une utilisation finale militaire en Fédération de Russie.¹¹⁶

Art. 14c¹¹⁷ Biens importants sur le plan économique

¹ L'achat de biens importants sur le plan économique pour la Fédération de Russie visés à l'annexe 20 originaires ou provenant de ce pays ainsi que l'importation, le transit et le transport de ces biens en Suisse et par la Suisse sont interdits.¹¹⁸

² La fourniture, directe ou indirecte, de services de toute sorte, y compris l'assistance technique et les services de courtage, ainsi que l'octroi de moyens financiers en lien avec l'achat, l'importation, le transit et le transport en Suisse et par la Suisse de biens visés à l'al. 1, ou encore avec la fourniture, la fabrication, l'entretien ou l'utilisation desdits biens sont interdits.¹¹⁹

³ L'achat, lorsque la Suisse est le lieu de destination, de biens visés à l'annexe 21 et l'importation, le transit et le transport en Suisse et par la Suisse de ces biens sont soumis à autorisation. Le SECO accorde l'autorisation si les quotas de volume d'importation fixés à l'annexe 21 ne sont pas dépassés.¹²⁰

⁴ Les interdictions prévues aux al. 1 et 2 ne s'appliquent pas:

- a. aux biens visés à l'annexe 21 qui font partie des quotas de volume d'importation fixés par l'Union européenne;
- b. aux biens visés à l'annexe 21, ch. 1, qui sont destinés à un État tiers en dehors de la Suisse et de l'Union européenne;
- c.¹²¹ aux biens des positions tarifaires 7201 et 7203 qui font partie des quotas de volume d'importation fixés par l'Union européenne.¹²²

⁵ L'interdiction prévue à l'al. 1 ne s'applique pas:

- a. aux achats en Fédération de Russie qui sont nécessaires:
 1. aux activités officielles des représentations diplomatiques ou consulaires de la Suisse ou de ses partenaires en Fédération de Russie ou d'organisations internationales jouissant d'immunités conformément au droit international, ou

¹¹⁶ Introduit par le ch. I de l'O du 16 août 2023, en vigueur depuis le 16 août 2023 à 18 heures (RO 2023 452).

¹¹⁷ Introduit par le ch. I de l'O du 27 avr. 2022, en vigueur depuis le 27 avr. 2022 à 18 heures (RO 2022 260).

¹¹⁸ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 29 juin 2022, en vigueur depuis le 29 juin 2022 à 18 heures (RO 2022 381).

¹¹⁹ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 29 juin 2022, en vigueur depuis le 29 juin 2022 à 18 heures (RO 2022 381).

¹²⁰ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 23 nov. 2022, en vigueur depuis le 23 nov. 2022 à 18 heures (RO 2022 708).

¹²¹ Introduite par le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

¹²² Introduit par le ch. I de l'O du 23 nov. 2022 (RO 2022 708). Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 29 mars 2023, en vigueur depuis le 29 mars 2023 à 20 heures (RO 2023 168).

2. à l'usage personnel de ressortissants suisses, de ressortissants d'un État membre de l'EEE ou de membres de leur famille proche;
- b. à l'importation:
 1. d'effets personnels destinés à l'usage personnel des personnes physiques se rendant en Suisse ou des membres de leur famille proche voyageant avec elles, pour autant que ces effets personnels leur appartiennent et ne soient pas destinés à la vente,
 2. de véhicules de la position tarifaire 8703 non destinés à la vente, importés en Suisse pour un usage strictement personnel et appartenant à un ressortissant suisse ou à un ressortissant d'un État membre de l'EEE, ou à un membre de sa famille proche, qui réside en Fédération de Russie,
 3. de véhicules de la position tarifaire 8703 qui sont dotés d'une plaque d'immatriculation diplomatique et qui sont nécessaires au fonctionnement des représentations diplomatiques ou consulaires ou d'organisations internationales jouissant d'immunités conformément au droit international, ou à l'usage personnel de leur personnel et des membres de leur famille proche.¹²³

⁶ Le SECO peut autoriser des dérogations aux interdictions prévues aux al. 1 et 2, si cela est nécessaire à l'établissement, à l'exploitation, à l'entretien, à l'approvisionnement en combustible, au retraitement du combustible et à la sûreté des capacités nucléaires civiles, et à la poursuite de la conception, de la construction et de la mise en service exigées pour la réalisation d'installations nucléaires civiles, à la fourniture de matériaux précurseurs pour la production de radio-isotopes médicaux et d'applications médicales similaires, ou de technologies critiques pour la surveillance des rayonnements dans l'environnement, ainsi qu'à une coopération nucléaire civile, en particulier dans le domaine de la recherche et du développement.¹²⁴

Art. 14d¹²⁵ Or et produits contenant de l'or¹²⁶

¹ L'achat d'or visé à l'annexe 26 originaire et exporté de la Fédération de Russie après le 4 août 2022 ainsi que l'importation, le transit et le transport de cet or en Suisse et par la Suisse sont interdits.

² L'achat d'or visé à l'annexe 26 qui a fait l'objet de transformations dans un pays tiers au moyen d'or visé à l'al. 1 ainsi que l'importation, le transit et le transport en Suisse et par la Suisse de cet or transformé sont interdits.

³ L'achat de produits contenant de l'or visés à l'annexe 27 originaires de la Fédération de Russie et exportés de ce pays à destination de la Suisse après le 4 août 2022 ainsi

¹²³ Introduit par le ch. I de l'O du 23 nov. 2022 (RO 2022 708). Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

¹²⁴ Introduit par le ch. I de l'O du 23 nov. 2022, en vigueur depuis le 23 nov. 2022 à 18 heures (RO 2022 708).

¹²⁵ Introduit par le ch. I de l'O du 3 août 2022, en vigueur depuis le 3 août 2022 à 18 heures (RO 2022 436).

¹²⁶ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

que l'importation, le transit et le transport de ces biens en Suisse et par la Suisse sont interdits.¹²⁷

⁴ La fourniture de services de toute sorte, y compris les services financiers, les services de courtage et l'assistance technique, ainsi que l'octroi de moyens financiers en lien avec l'achat, l'importation, le transit et le transport en Suisse et par la Suisse de biens visés aux al. 1 à 3, ou encore avec la fourniture, la fabrication, la réparation ou l'utilisation desdits biens sont interdits.

⁵ Les interdictions prévues aux al. 1 à 3 ne s'appliquent pas aux biens qui sont nécessaires aux activités officielles de représentations diplomatiques ou consulaires de la Suisse ou de ses partenaires en Fédération de Russie ou d'organisations internationales jouissant d'immunités conformément au droit international.

⁶ L'interdiction prévue à l'al. 3 ne s'applique pas aux biens qui sont destinés à l'usage personnel de personnes arrivant en Suisse ou dans un État membre de l'EEE, pour autant que les biens concernés leur appartiennent et ne soient pas destinés à la vente.

⁷ Le SECO peut autoriser des dérogations aux interdictions visées aux al. 1 à 3 pour l'importation ou le transport de biens culturels provenant de la Fédération de Russie qui sont prêtés dans le cadre d'une coopération culturelle officielle avec la Fédération de Russie.

Art. 14e¹²⁸ Diamants et produits avec des diamants

¹ L'achat de diamants et de produits avec des diamants visés à l'annexe 27a originaires ou provenant de la Fédération de Russie ainsi que l'importation, le transit et le transport de ces biens en Suisse et par la Suisse sont interdits.

² L'achat de diamants et de produits avec des diamants visés à l'annexe 27a de toute origine qui ont transité par la Fédération de Russie ainsi que l'importation, le transit et le transport de ces biens en Suisse et par la Suisse sont interdits.

³ et 4 ...

⁵ La fourniture de services de toute sorte, y compris les services financiers, les services de courtage et l'assistance technique, ainsi que l'octroi de moyens financiers en lien avec l'achat, l'importation, le transit et le transport en Suisse et par la Suisse de biens visés aux al. 1 à 4, ou encore avec la fourniture, la fabrication, la réparation ou l'utilisation desdits biens sont interdits.

⁶ Les interdictions prévues aux al. 1 à 4 ne s'appliquent pas aux produits avec des diamants visés à l'annexe 27a, ch. 3, qui sont destinés à l'usage personnel de personnes physiques se rendant en Suisse ou de membres de leur famille proche voyageant avec elles, pour autant que ces produits leur appartiennent et ne soient pas destinés à la vente.

¹²⁷ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

¹²⁸ Introduit par le ch. I de l'O du 25 janv. 2023 (RO 2023 31). Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024, sous réserve de l'al. 4 en vigueur depuis le 1^{er} mars 2024 et de l'al. 3 en vigueur depuis le 1^{er} sept. 2024 (RO 2024 51).

⁷ Le SECO peut autoriser des dérogations aux interdictions prévues aux al. 1 à 4 pour l'importation, le transit ou le transport de biens culturels qui sont prêtés dans le cadre d'une coopération culturelle officielle avec la Fédération de Russie.

⁸ Lors de l'importation de biens visés aux al. 3 et 4, une preuve doit être fournie informant de l'origine des diamants et des produits avec des diamants transformés dans l'État tiers. Cette preuve doit être mentionnée dans la déclaration en douane.

Section 3 Restrictions financières

Art. 15 Gel d'avoirs et de ressources économiques

¹ Sont gelés les avoirs et les ressources économiques qui sont la propriété ou sous le contrôle, direct ou indirect:

- a. des personnes physiques, entreprises et entités visées à l'annexe 8;
- b. des personnes physiques, entreprises et entités agissant au nom ou selon les instructions de personnes physiques, entreprises ou entités visées à la let. a;
- c. des entreprises et entités qui sont la propriété ou sous le contrôle de personnes physiques, entreprises ou entités visées à la let. a ou b.¹²⁹

² Il est interdit de fournir des avoirs aux personnes physiques, entreprises et entités visées à l'al. 1 ou de mettre à leur disposition, directement ou indirectement, des avoirs ou des ressources économiques.

³ L'interdiction prévue à l'al. 2 ne s'applique pas lorsque la fourniture des avoirs ou la mise à disposition des avoirs ou des ressources économiques est nécessaire:

- a. à la réalisation d'activités humanitaires ou à la fourniture d'une aide à la population civile en lien avec la situation en Ukraine par des organismes publics ou par des entreprises et entités qui reçoivent un financement de la Confédération pour mener des activités humanitaires ou fournir une aide à la population civile;
- b. à l'exercice des activités officielles de représentations diplomatiques ou consulaires de la Suisse et à l'accomplissement de missions officielles de la Confédération, ou

c.¹³⁰ ...¹³¹

^{3bis} Les interdictions prévues aux al. 1 et 2 ne s'appliquent pas non plus lorsque le déblocage d'avoirs ou de ressources économiques gelés, le transfert de fonds ou la mise à disposition de tels avoirs ou ressources économiques est nécessaire à la fourniture:

¹²⁹ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 31 août 2022, en vigueur depuis le 31 août 2022 à 18 heures (RO 2022 477).

¹³⁰ Introduite par le ch. I de l'O du 16 août 2023 (RO 2023 452). Abrogée par le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, avec effet au 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

¹³¹ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 25 mars 2022, en vigueur depuis le 25 mars 2022 à 23 heures (RO 2022 198).

- a. de services de télécommunication en Fédération de Russie, en Ukraine, en Suisse ou dans un État membre de l'EEE, ou entre la Fédération de Russie et la Suisse ou un État membre de l'EEE, ou encore entre l'Ukraine et la Suisse ou un État membre de l'EEE, par un opérateur sis en Suisse ou dans un État membre de l'EEE;
- b. de ressources et services associés nécessaires au fonctionnement, à l'entretien et à la sécurité des services de télécommunication mentionnés à la let. a;
- c. de services de centre de données en Suisse et dans des États membres de l'EEE.¹³²

⁴ Le SECO peut autoriser des dérogations aux interdictions prévues à l'al. 2 pour:

- a. permettre la réalisation d'activités humanitaires ou la fourniture d'une aide à la population civile en lien avec la situation en Ukraine;
- b. permettre des paiements en faveur de Crimean Sea Ports pour les services fournis au port de pêche de Kerch, au port commercial de Yalta et au port commercial d'Evpatoria ainsi que pour les services fournis par Gosgidrografiya et par les succursales de Crimean Sea Ports situées dans des terminaux portuaires.¹³³

⁵ Il peut, exceptionnellement, autoriser des versements prélevés sur des comptes bloqués, des transferts de biens en capital gelés et le déblocage de ressources économiques gelées pour:

- a. prévenir des cas de rigueur;
- b. honorer des contrats existants;
- c. honorer des créances en application d'une décision judiciaire, administrative ou arbitrale;
- d.¹³⁴ permettre l'exercice des activités officielles de représentations diplomatiques ou consulaires ou d'organisations internationales jouissant d'immunités conformément au droit international;
- e.¹³⁵ ...
- f. permettre la réalisation d'activités humanitaires ou la fourniture d'une aide à la population civile en lien avec la situation en Ukraine, ou

¹³² Introduit par le ch. I de l'O du 29 juin 2022, en vigueur depuis le 29 juin 2022 à 18 heures (RO 2022 381).

¹³³ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

¹³⁴ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 27 avr. 2022, en vigueur depuis le 27 avr. 2022 à 18 heures (RO 2022 260).

¹³⁵ Abrogée par le ch. I de l'O du 29 mars 2023, avec effet au 29 mars 2023 à 20 heures (RO 2023 168).

g.¹³⁶ prévenir ou atténuer un événement susceptible d'avoir des effets graves et importants sur la santé et la sécurité humaines ou sur l'environnement.¹³⁷

^{5bis} Il peut autoriser le déblocage de certains avoirs ou ressources économiques gelés ou la mise à disposition de certains avoirs ou ressources économiques à une personne physique ou morale, entreprise ou entité visée à l'annexe 8 afin de permettre la vente ou le transfert de droits de propriété dans une personne morale, une entreprise ou une entité établie en Suisse ou dans un État membre de l'EEE au plus tard jusqu'au 30 juin 2023 ou dans un délai de 6 mois à compter de la date de l'inscription de la personne, de l'entreprise ou de l'entité sur la liste figurant à l'annexe 8, la date la plus tardive étant retenue, si:

- a. ces droits de propriété sont directement ou indirectement détenus par une personne physique ou morale, entreprise ou entité visée à l'annexe 8, et que
- b. le produit de la vente ou du transfert reste gelé.¹³⁸

^{5ter} Il peut, exceptionnellement, autoriser le déblocage de certains avoirs ou ressources économiques gelés ou la mise à disposition de certains avoirs ou ressources économiques à une personne physique ou morale, entreprise ou entité visée à l'al. 1:

- a. lorsque la sauvegarde des intérêts du pays l'exige;
- b. lorsqu'il a été établi qu'une autorité judiciaire ou administrative en Suisse, dans un État membre de l'EEE ou au Royaume-Uni a adopté une décision, dans les conditions prévues par la loi, visant à priver, dans l'intérêt public, une personne physique ou morale, une entreprise ou une entité visée à l'al. 1 d'avoirs ou de ressources économiques, pour autant que les indemnités versées à ladite personne physique ou morale, entreprise ou entité en contrepartie de cette privation d'avoirs ou de ressources économiques soient gelées;
- c. lorsqu'il a été établi que ces avoirs ou ressources économiques sont nécessaires au paiement d'une contrepartie contractuellement convenue ou d'indemnités fixées par une autorité judiciaire ou administrative ou prévues par la loi dans le cadre du transfert obligatoire, par le gouvernement ou une autorité de la Fédération de Russie, de la propriété ou du contrôle d'une personne morale, d'une entité ou d'un établissement qui étaient précédemment détenus ou contrôlés par une personne morale, une entité ou un établissement établis en Suisse, dans un État membre de l'EEE ou au Royaume-Uni, pour autant que la personne morale, l'entité ou l'établissement établi en Fédération de Russie qui a notamment fait l'objet d'un transfert obligatoire soit visé à l'annexe I du

¹³⁶ Introduite par le ch. I de l'O du 3 août 2022, en vigueur depuis le 3 août 2022 à 18 heures (RO 2022 436).

¹³⁷ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 25 mars 2022, en vigueur depuis le 25 mars 2022 à 23 heures (RO 2022 198).

¹³⁸ Introduit par le ch. I de l'O du 27 avr. 2022 (RO 2022 260). Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 29 mars 2023, en vigueur depuis le 29 mars 2023 à 20 heures (RO 2023 168).

règlement (UE) n° 269/2014¹³⁹ conformément à l'art. 3, par. 3, let. j, dudit règlement; sont réservés les avoirs et ressources économiques gelés qui sont détenus par des dépositaires centraux.¹⁴⁰

⁶ Le SECO peut, exceptionnellement, autoriser le déblocage de certains avoirs ou ressources économiques gelés appartenant aux entités visées à l'annexe 8 sous les numéros SSID 175-48057, SSID 175-48067 et SSID 175-48076, ou la mise de certains avoirs ou ressources économiques à la disposition de ces entités, après avoir établi que ces avoirs ou ressources économiques sont nécessaires pour mettre fin, au plus tard le 24 août 2022 aux opérations, contrats ou autres accords, y compris les relations bancaires correspondantes, conclus avec ces entités avant le 23 février 2022.¹⁴¹

⁷ Le SECO peut, exceptionnellement, autoriser le déblocage de certains avoirs ou ressources économiques gelés appartenant aux entités visées à l'annexe 8 sous les numéros SSID 175-54306, SSID 175-54319, SSID 175-54329 et SSID 175-54340, ou la mise de certains avoirs ou ressources économiques à la disposition de ces entités, après avoir établi que ces avoirs ou ressources économiques sont nécessaires pour mettre fin, au plus tard le 28 octobre 2022 aux opérations, contrats ou autres accords, y compris les relations bancaires correspondantes, conclus avec ces entités avant le 27 avril 2022.¹⁴²

⁸ Il peut, exceptionnellement, autoriser le déblocage de certains avoirs ou ressources économiques gelés appartenant à l'entité visée à l'annexe 8 sous le numéro SSID 175-56580 ou la mise de certains avoirs ou ressources économiques à la disposition de cette entité, après avoir établi que ces avoirs ou ressources économiques sont nécessaires afin:

- a. de mettre fin, le 22 août 2023 au plus tard, aux opérations, contrats ou autres accords, y compris les relations bancaires correspondantes, conclus avec l'entité avant le 4 août 2022, ou
- b.¹⁴³ de permettre la vente ou le transfert, jusqu'au 26 juillet 2023, de droits de propriété qui sont directement ou indirectement détenus par l'entité dans une personne morale, une entreprise ou une entité établie en Suisse ou dans un État membre de l'EÉE.¹⁴⁴

^{8bis} Il peut, exceptionnellement, autoriser le déblocage de certains avoirs ou ressources économiques gelés appartenant aux entités visées à l'annexe 8 sous les numéros

¹³⁹ Règlement (UE) n° 269/2014 du Conseil du 17 mars 2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions compromettant ou menaçant l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine; JO L 78 du 17.3.2014, modifié par le règlement (UE) 2023/2873 du Conseil du 18 décembre 2023, JO L, 2023/2873, 18.12.2023.

¹⁴⁰ Introduit par le ch. I de l'O du 29 mars 2023 (RO 2023 168). Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

¹⁴¹ Introduit par le ch. I de l'O du 25 mars 2022, en vigueur depuis le 25 mars 2022 à 23 heures (RO 2022 198).

¹⁴² Introduit par le ch. I de l'O du 25 mars 2022 (RO 2022 198). Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 27 avr. 2022, en vigueur depuis le 27 avr. 2022 à 18 heures (RO 2022 260).

¹⁴³ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 25 janv. 2023, en vigueur depuis le 25 janv. 2023 à 18 heures (RO 2023 31).

¹⁴⁴ Introduit par le ch. I de l'O du 27 avr. 2022 (RO 2022 260). Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 3 août 2022, en vigueur depuis le 3 août 2022 à 18 heures (RO 2022 436).

SSID 175-58307 et SSID 175-58343, ou la mise de certains avoirs ou ressources économiques à la disposition de ces entités, après avoir établi que ces avoirs ou ressources économiques sont nécessaires pour mettre fin, au plus tard le 26 juillet 2023, aux opérations, contrats ou autres accords, y compris les relations bancaires correspondantes, conclus avec ces entités avant le 24 janvier 2023.¹⁴⁵

^{8ter} Il peut, exceptionnellement, autoriser le déblocage de certains avoirs ou ressources économiques gelés appartenant aux entités visées à l'annexe 8 sous les numéros SSID 175-54340 et 175-55580 ou la mise de certains avoirs ou ressources économiques à la disposition de ces entités, après avoir établi:

- a. que ces avoirs ou ressources économiques sont nécessaires à une vente ou un transfert en cours de droits de propriété d'une personne morale, entreprise ou entité établie en Suisse ou dans un État membre de l'EEE, actuellement ou précédemment contrôlée par l'entité visée à l'annexe 8 sous le numéro SSID 175-54340;
- b. que la vente ou le transfert est achevé au plus tard le 31 décembre 2023, et
- c. que la vente ou le transfert est effectué sur la base d'opérations, de contrats ou d'autres accords qui ont été conclus avec les entités visées à l'annexe 8 sous les numéros SSID 175-54340 et 175-55580, ou avec la participation de celles-ci, avant le 3 juin 2022.¹⁴⁶

^{8quater} Il peut autoriser, au plus tard le 25 décembre 2023, la conversion d'un certificat d'actions ayant pour sous-jacents des valeurs mobilières russes détenues auprès de l'entité visée à l'annexe 8 sous le numéro SSID 175-55580, aux fins de la vente de ces valeurs mobilières, ainsi que la mise à la disposition de cette entité en Fédération de Russie, directement ou indirectement, d'avoirs liés à la conversion du certificat d'actions et à la vente de ces valeurs mobilières sous-jacentes, après avoir établi:

- a. que le certificat d'actions a été émis avant le 26 juillet 2022;
- b. que la demande de dérogation a été déposée au plus tard le 17 novembre 2023;
- c. que le titulaire du certificat d'actions est en mesure de démontrer que cette conversion est nécessaire pour vendre les valeurs mobilières sous-jacentes;
- d. que la vente des valeurs sous-jacentes respecte les interdictions visées aux art. 18 et 23, et
- e. qu'aucun avoir ne sera mis à la disposition d'une quelconque autre entité visée à l'annexe 8.¹⁴⁷

⁹ Il peut, exceptionnellement, autoriser le déblocage de certains avoirs ou ressources économiques gelés appartenant aux entités visées à l'annexe 8 sous les numéros SSID 175-48057, 175-48067, 175-48076, 175-54306, 175-54319, 175-54329, 175-

¹⁴⁵ Introduit par le ch. I de l'O du 25 janv. 2023, en vigueur depuis le 25 janv. 2023 à 18 heures (RO 2023 31).

¹⁴⁶ Introduit par le ch. I de l'O du 29 mars 2023 (RO 2023 168). Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 16 août 2023, en vigueur depuis le 16 août 2023 à 18 heures (RO 2023 452).

¹⁴⁷ Introduit par le ch. I de l'O du 16 août 2023, en vigueur depuis le 16 août 2023 à 18 heures (RO 2023 452).

54340, 175-56580, 175-58307, 175-58343, 175-60615, 175-60628, 175-60640, 175-62977, 175-62994 et 175-70058, ou la mise de certains avoirs ou ressources économiques à la disposition de ces entités, après avoir établi que ces avoirs ou ressources économiques sont nécessaires pour acheter, importer ou transporter des produits agricoles et alimentaires, y compris le blé et les engrais.¹⁴⁸

^{9bis} Il peut, exceptionnellement, autoriser le déblocage de certains avoirs ou ressources économiques gelés appartenant à l'entreprise visée à l'annexe 8 sous le numéro SSID 175-55471, ou la mise de certains avoirs ou ressources économiques à la disposition de cette entreprise, après avoir établi que ces avoirs ou ressources économiques sont nécessaires pour mettre fin, au plus tard le 31 décembre 2022, à des transactions, y compris des ventes, effectuées en vue de la liquidation d'une coentreprise ou d'une institution juridique similaire créée avant le 16 mars 2022 et associant une personne morale, une entité ou un établissement visé à l'annexe 15.¹⁴⁹

^{9ter} Il peut, exceptionnellement, autoriser le déblocage de certains avoirs ou ressources économiques gelés appartenant à l'entité visée à l'annexe 8 sous le numéro SSID 175-55580, ou la mise de certains avoirs ou ressources économiques à la disposition de cette entité, après avoir établi que ces avoirs ou ressources économiques sont nécessaires pour mettre fin, au plus tard le 7 janvier 2023, aux opérations, contrats ou autres accords conclus avec cette entité avant le 3 juin 2022 ou auxquels elle était associée d'une autre manière avant cette date.¹⁵⁰

^{9quater} Il peut, exceptionnellement, autoriser le déblocage de certains avoirs ou ressources économiques gelés appartenant aux personnes physiques visées à l'annexe 8 qui jouaient un rôle important dans le commerce international de produits agricoles et alimentaires, y compris le blé et les engrais, avant leur inscription sur la liste, ou la mise de certains avoirs ou ressources économiques à la disposition de ces personnes, après avoir établi que ces avoirs ou ressources économiques sont nécessaires pour acheter, livrer, transporter ou exporter des produits agricoles et alimentaires, y compris le blé et les engrais, vers des pays tiers afin d'agir sur la sécurité alimentaire.¹⁵¹

^{9quinquies} Il peut, exceptionnellement, autoriser le déblocage de certains avoirs ou ressources économiques gelés appartenant aux entités visées à l'annexe 8 sous les numéros SSID 175-60615, 175-60628 et 175-60640 ou la mise de certains avoirs ou ressources économiques à la disposition de ces entités, après avoir établi que ces avoirs ou ressources économiques sont nécessaires:

- a. afin de mettre fin, au plus tard le 26 août 2023, aux opérations, contrats ou autres accords, y compris les relations de correspondant bancaire, conclus avec ces entités avant le 29 mars 2023, ou

¹⁴⁸ Introduit par le ch. I de l'O du 3 août 2022 (RO 2022 436). Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

¹⁴⁹ Introduit par le ch. I de l'O du 23 nov. 2022, en vigueur depuis le 23 nov. 2022 à 18 heures (RO 2022 708).

¹⁵⁰ Introduit par le ch. I de l'O du 23 nov. 2022, en vigueur depuis le 23 nov. 2022 à 18 heures (RO 2022 708).

¹⁵¹ Introduit par le ch. I de l'O du 25 janv. 2023, en vigueur depuis le 25 janv. 2023 à 18 heures (RO 2023 31).

b.¹⁵² pour l'entité visée à l'annexe 8 sous le numéro SSID 175-60615 en lien avec des transactions concernant le versement de fonds par la Jewish Claims Conference à des bénéficiaires en Fédération de Russie au plus tard le 31 décembre 2024, indépendamment du moment auquel ces opérations, contrats ou autres accords ont été conclus.¹⁵³

^{9sexies} Il peut, exceptionnellement, autoriser le déblocage de certains avoirs ou ressources économiques gelés appartenant à l'entité visée à l'annexe 8 sous le numéro SSID 175-61336 ou la mise de certains avoirs ou ressources économiques à la disposition de cette entité, après avoir établi que ces avoirs ou ressources économiques sont nécessaires pour mettre fin, au plus tard le 26 août 2023, aux opérations, contrats ou autres accords qui ont été conclus avec cette entité ou avec la participation de celle-ci avant le 29 mars 2023.¹⁵⁴

^{9septies} Il peut autoriser le déblocage de certains avoirs ou ressources économiques gelés appartenant à la personne physique visée à l'annexe 8 sous le numéro SSID 175-50994 ou la mise de certains avoirs ou ressources économiques à la disposition de cette personne physique, ou d'une entité lui appartenant, après avoir établi que ces avoirs ou ressources économiques sont nécessaires pour la réalisation de transactions, y compris de ventes, qui sont strictement nécessaires pour liquider, au plus tard le 31 août 2023, une coentreprise ou une construction juridique similaire appartenant avant le 8 mars 2022 à cette personne physique ou à une entité lui appartenant.¹⁵⁵

^{9octies} Il peut, exceptionnellement, autoriser le déblocage de certains avoirs ou ressources économiques gelés appartenant à l'entité visée à l'annexe 8 sous le numéro SSID 175-70058, après avoir établi:

- a. que ces avoirs ou ressources économiques sont nécessaires pour effectuer un paiement à une personne morale ou une entité établie en Suisse, dans un État membre de l'EEE ou au Royaume-Uni, à un ressortissant suisse, à un ressortissant d'un État membre de l'EEE ou du Royaume-Uni, ou à une personne physique titulaire d'un titre de séjour temporaire ou permanent en Suisse, dans un État membre de l'EEE ou au Royaume-Uni, et
- b. que ce paiement constitue une indemnité ou une prestation d'assurance faisant suite à la réalisation d'un événement assuré et qu'il n'enfreint pas l'al. 2.¹⁵⁶

^{9novies} Il peut, exceptionnellement, autoriser le déblocage de certains avoirs ou ressources économiques gelés appartenant aux personnes physiques visées à l'annexe 8 sous les numéros SSID 175-52264, 175-52287, 175-52983, 175-53092, 175-28544,

¹⁵² Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

¹⁵³ Introduit par le ch. I de l'O du 29 mars 2023, en vigueur depuis le 29 mars 2023 à 20 heures (RO 2023 168).

¹⁵⁴ Introduit par le ch. I de l'O du 29 mars 2023 (RO 2023 168). Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 16 août 2023, en vigueur depuis le 16 août 2023 à 18 heures (RO 2023 452).

¹⁵⁵ Introduit par le ch. I de l'O du 16 août 2023, en vigueur depuis le 16 août 2023 à 18 heures (RO 2023 452).

¹⁵⁶ Introduit par le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

175-50782, 175-50792 et 175-50978 ou aux entités visées à l'annexe 8 sous les numéros SSID 175-37079 et 175-37086, ou la mise de certains avoirs ou ressources économiques à la disposition de ces personnes physiques ou entités, après avoir établi:

- a. que ces avoirs ou ressources économiques sont nécessaires à la vente et au transfert, au plus tard le 30 juin 2024, des droits de propriété détenus, directement ou indirectement, par l'une de ces personnes physiques ou entités dans une personne morale ou entité établie en Suisse, dans un État membre de l'EEE ou au Royaume-Uni, et
- b. que le produit de la vente et du transfert reste gelé.¹⁵⁷

⁹decies Il peut, exceptionnellement, autoriser le déblocage de certains avoirs ou ressources économiques gelés appartenant à l'entité visée à l'annexe 8 sous le numéro SSID 175-70575, ou la mise de certains avoirs ou ressources économiques à la disposition de cette entité, après avoir établi que ces avoirs ou ressources économiques sont nécessaires pour mettre fin, au plus tard le 20 juin 2024, aux opérations, contrats ou autres accords, y compris les relations bancaires correspondantes, conclus avec cette entité avant le 1^{er} février 2024.¹⁵⁸

¹⁰ Il peut autoriser le déblocage de certains avoirs ou ressources économiques gelés appartenant à une personne physique, une entreprise ou une entité visée à l'annexe 8 ou contrôlés par cette personne physique, cette entreprise ou cette entité, ou la fourniture de services à cette personne physique, cette entreprise ou cette entité, après avoir établi que cela est strictement nécessaire à la mise en place, à la certification ou à l'évaluation d'un système:

- a. qui supprime le contrôle qu'une personne physique, une entreprise ou une entité visée à l'annexe 8 exerce sur les actifs d'une entité ou d'une entreprise non visée à ladite annexe, établie ou constituée selon le droit suisse ou le droit d'un État membre de l'EEE et qui est détenue ou contrôlée par la personne physique, l'entreprise ou l'entité précitée, et
- b. qui garantit qu'aucun autre avoir ni ressource économique ne reviendra à la personne physique, à l'entreprise ou à l'entité visée à la let. a.¹⁵⁹

¹¹ Il autorise les dérogations visées aux al. 4 à 10 après avoir consulté les services compétents du DFAE et du DFF.¹⁶⁰

¹⁵⁷ Introduit par le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

¹⁵⁸ Introduit par le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

¹⁵⁹ Introduit par le ch. I de l'O du 3 août 2022 (RO 2022 436). Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 16 août 2023, en vigueur depuis le 16 août 2023 à 18 heures (RO 2023 452).

¹⁶⁰ Introduit par le ch. I de l'O du 16 août 2023, en vigueur depuis le 16 août 2023 à 18 heures (RO 2023 452).

Art. 16 Déclaration obligatoire concernant le gel d'avoirs et de ressources économiques

¹ Les personnes et les institutions qui détiennent ou gèrent des avoirs ou qui ont connaissance de ressources économiques dont il faut admettre qu'ils tombent sous le coup du gel des avoirs prévu à l'art. 15, al. 1, doivent le déclarer sans délai au SECO.

^{1bis} Les personnes et les institutions qui détiennent ou gèrent des avoirs ou qui ont connaissance de ressources économiques appartenant à ou sous contrôle des personnes physiques, entreprises et entités inscrites sur la liste figurant à l'annexe 8 doivent communiquer sans délai au SECO toutes les transactions effectuées au cours des deux semaines précédant l'inscription de ces personnes, entreprises et entités sur la liste figurant à l'annexe 8.¹⁶¹

² La déclaration doit mentionner le nom du bénéficiaire ainsi que la nature et la valeur des avoirs et des ressources économiques concernés.

Art. 17 Interdiction concernant l'aide financière publique en faveur des échanges commerciaux

¹ Il est interdit de fournir un financement ou une aide financière publics en faveur des échanges commerciaux avec la Fédération de Russie ou des investissements dans ce pays.

² L'interdiction visée à l'al. 1 ne s'applique pas:

- a. aux engagements contraignants en matière de financement ou d'aide financière contractés avant le 5 mars 2022;
- b.¹⁶² à la fourniture d'un financement ou d'une aide financière publics dans la limite d'un montant total de 10 000 000 francs par projet bénéficiant à des petites et moyennes entreprises établies en Suisse;
- c. à la fourniture d'un financement ou d'une aide financière publics pour le commerce de denrées alimentaires et à des fins agricoles, médicales ou humanitaires.

Art. 18¹⁶³ Interdictions concernant les valeurs mobilières et les instruments du marché monétaire

¹ L'aide à l'émission, le négoce, ou la prestation de services d'investissement de valeurs mobilières et d'instruments du marché monétaire dont l'échéance est supérieure à 90 jours, émis après le 27 août 2014 et jusqu'au 12 novembre 2014, ou dont l'échéance est supérieure à 30 jours, émis après le 12 novembre 2014 et jusqu'au 12 avril 2022, ou de valeurs mobilières et d'instruments du marché monétaire émis après le 12 avril 2022 sont interdits lorsque l'émetteur est:

¹⁶¹ Introduit par le ch. I de l'O du 29 mars 2023, en vigueur depuis le 29 mars 2023 à 20 heures (RO 2023 168).

¹⁶² Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 25 mars 2022, en vigueur depuis le 25 mars 2022 à 23 heures (RO 2022 198).

¹⁶³ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 27 avr. 2022, en vigueur depuis le 27 avr. 2022 à 18 heures (RO 2022 260).

- a. une banque ou une autre entreprise sise en Fédération de Russie visée à l'annexe 9;
- b. une banque, une entreprise ou une entité sise en dehors de la Suisse et dans laquelle des banques ou des entreprises visées à l'annexe 9 détiennent une participation de plus de 50 %;
- c. une entreprise ou une entité agissant pour le compte ou selon les instructions d'une banque, d'une entreprise ou d'une entité visée à la let. a ou b.

² L'aide à l'émission, le négoce, ou la prestation de services d'investissement de valeurs mobilières et d'instruments du marché monétaire émis après le 12 avril 2022 sont interdits lorsque l'émetteur est:

- a. une banque ou une autre entreprise sise en Fédération de Russie visée aux annexes 10 et 11;
- b. une banque, une entreprise ou une entité sise en dehors de la Suisse et dans laquelle des banques ou des entreprises visées aux annexes 10 et 11 détiennent une participation de plus de 50 %;
- c. une entreprise ou une entité agissant pour le compte ou selon les instructions d'une banque, d'une entreprise ou d'une entité visée à la let. a ou b.

³ L'aide à l'émission, le négoce, ou la prestation de services d'investissement de valeurs mobilières et d'instruments du marché monétaire dont l'échéance est supérieure à 30 jours, émis après le 12 novembre 2014 et jusqu'au 12 avril 2022, ou de valeurs mobilières et d'instruments du marché monétaire émis après le 12 avril 2022 sont interdits lorsque l'émetteur est:

- a. une banque ou une autre entreprise sise en Fédération de Russie visée aux annexes 12 et 13;
- b. une banque, une entreprise ou une entité sise en dehors de la Suisse et dans laquelle des banques ou des entreprises visées à la let. a détiennent une participation de plus de 50 %;
- c. une entreprise ou une entité agissant pour le compte ou selon les instructions d'une banque, d'une entreprise ou d'une entité visée à la let. a ou b.

⁴ L'aide à l'émission, le négoce, ou la prestation de services d'investissement de valeurs mobilières et d'instruments du marché monétaire émis après le 14 mars 2022 sont interdits lorsque l'émetteur est:

- a. la Fédération de Russie et son gouvernement;
- b. la Banque centrale de la Fédération de Russie;
- c. une entreprise ou une entité agissant pour le compte ou selon les instructions de la Banque centrale de la Fédération de Russie.

⁵ Sur des plates-formes de négociation, pour les valeurs mobilières de toute banque, entreprise ou entité établie en Fédération de Russie et contrôlée ou détenue à plus de 50 % par une entité étatique, il est interdit:

- a. de répertorier et de fournir des services;

- b. de les admettre à la négociation.¹⁶⁴

Art. 19 Interdiction d’octroi de prêts

¹ L’octroi direct ou indirect de prêts dont l’échéance est supérieure à 30 jours est interdit lorsque le bénéficiaire est visé à l’art. 18, al. 1 ou 3, après le 12 novembre 2014 et jusqu’au 5 mars 2022.

² L’octroi direct ou indirect de prêts est interdit lorsque le bénéficiaire est visé à l’art. 18 al. 1 à 3, après le 5 mars 2022.

³ Fait exception l’octroi de prêts, pour autant qu’ils aient été déclarés au SECO dans un délai de trois mois à compter de leur date d’octroi, servant:¹⁶⁵

- a. à financer les échanges commerciaux entre la Suisse ou l’Union européenne et des États tiers auxquels l’ordonnance ne s’applique pas;
- b. à financer les livraisons de biens et les services nécessaires à l’exécution d’un contrat commercial dans le cadre visé à la let. a en provenance d’États membres de l’Union européenne ou d’États tiers;
- c.¹⁶⁶ à garantir le respect des exigences légales en matière de liquidité par des personnes morales ayant leur siège en Suisse ou dans l’Union européenne dans lesquelles des banques ou des entreprises visées à l’annexe 9 détiennent une participation de plus de 50 %.

⁴ L’octroi direct ou indirect de prêts est interdit lorsque le bénéficiaire est visé à l’art. 18, al. 4, après le 28 février 2022; fait exception l’octroi de prêts, pour autant qu’ils aient été déclarés au SECO dans un délai de trois mois à compter de leur date d’octroi, servant:¹⁶⁷

- a. à financer le commerce entre la Suisse ou l’Union européenne et des États tiers auquel l’ordonnance ne s’applique pas;
- b. à financer les livraisons de biens et les services nécessaires à l’exécution d’un contrat commercial dans le cadre visé à la let. a en provenance d’États membres de l’Union européenne ou d’États tiers.

⁵ L’interdiction visée à l’al. 4 ne s’applique pas aux tirages ou décaissements effectués en vertu d’un contrat conclu avant le 28 février 2022, si les conditions suivantes sont remplies:

- a. l’ensemble des conditions de ces tirages ou décaissements:
 1. ont toutes été convenues avant le 28 février 2022, et
 2. n’ont plus été modifiées à cette date ou postérieurement à celle-ci;

¹⁶⁴ Nouvelle teneur selon le ch. I de l’O du 25 janv. 2023, en vigueur depuis le 25 janv. 2023 à 18 heures, sous réserve de la let. b, en vigueur depuis le 17 mars 2023 (RO 2023 31).

¹⁶⁵ Nouvelle teneur selon le ch. I de l’O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

¹⁶⁶ Nouvelle teneur selon le ch. I de l’O du 27 avr. 2022, en vigueur depuis le 27 avr. 2022 à 18 heures (RO 2022 260).

¹⁶⁷ Nouvelle teneur selon le ch. I de l’O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

- b. avant le 28 février 2022, une date d'échéance contractuelle a été fixée pour le remboursement intégral de tous les fonds mis à disposition et pour l'annulation de l'ensemble des engagements, droits et obligations découlant du contrat;
 - c.¹⁶⁸ les tirages et décaissements ont été déclarés au SECO dans un délai de trois mois à compter du jour suivant la date à laquelle ils ont été effectués.
- ⁶ Les interdictions visées aux al. 1 et 2 ne s'appliquent pas aux tirages ou décaissements effectués en vertu d'un contrat conclu avant le 5 mars 2022, si les conditions suivantes sont remplies:¹⁶⁹
- a. l'ensemble des conditions de ces tirages ou décaissements:
 - 1. ont toutes été convenues avant le 5 mars 2022, et
 - 2. n'ont plus été modifiées à cette date ou postérieurement à celle-ci;
 - b. avant le 5 mars 2022, une date d'échéance contractuelle a été fixée pour le remboursement intégral de tous les fonds mis à disposition et pour l'annulation de l'ensemble des engagements, droits et obligations découlant du contrat;
 - c. au moment de sa conclusion, le contrat n'enfreignait pas les interdictions prévues par la présente ordonnance en vigueur à l'époque;
 - d.¹⁷⁰ les tirages et décaissements ont été déclarés au SECO dans un délai de trois mois à compter du jour suivant la date à laquelle ils ont été effectués.

Art. 20¹⁷¹ Interdiction d'accepter des dépôts et des cryptoactifs

¹ Il est interdit, pour les personnes et établissements qui acceptent des dépôts et qui octroient des crédits à titre professionnel, si la valeur totale des dépôts de la personne physique, de la banque, de l'entreprise ou de l'entité dépasse 100 000 francs par personne ou par établissement, d'accepter des dépôts:

- a. de ressortissants russes;
- b. de personnes physiques résidant en Fédération de Russie;
- c. de banques, d'entreprises ou d'entités établies en Fédération de Russie, ou
- d. de banques, d'entreprises ou d'entités établies en dehors de Suisse et de l'EEE et dont plus de 50% des droits de propriété sont détenus directement ou indirectement par des ressortissants russes ou des personnes physiques résidant en Fédération de Russie.¹⁷²

¹⁶⁸ Introduite par le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

¹⁶⁹ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

¹⁷⁰ Introduite par le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

¹⁷¹ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 27 avr. 2022, en vigueur depuis le 27 avr. 2022 à 18 heures (RO 2022 260).

¹⁷² Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 31 août 2022, en vigueur depuis le 31 août 2022 à 18 heures (RO 2022 477).

² Il est interdit, pour les personnes et établissements qui fournissent à titre professionnel des services de portefeuille de cryptoactifs, de compte en cryptoactifs et de conservation de cryptoactifs, de fournir ces services aux personnes, entités et établissements suivants:¹⁷³

- a. à des ressortissants russes;
- b. à des personnes physiques résidant en Fédération de Russie, ou
- c. à des personnes morales, entreprises ou entités établies en Fédération de Russie.¹⁷⁴

³ Les interdictions prévues aux al. 1 à 2^{bis} ne s'appliquent ni aux ressortissants suisses, ni aux ressortissants d'un État membre de l'EEE ou du Royaume-Uni, ni aux personnes physiques titulaires d'un titre de séjour temporaire ou permanent en Suisse, dans un État membre de l'EEE ou au Royaume-Uni.¹⁷⁵

⁴ Le SECO peut, après avoir consulté les services compétents du DFAE et du DFF, autoriser des dérogations aux interdictions visées aux al. 1 et 2 si le dépôt ou la fourniture d'un service en lien avec un portefeuille de cryptoactifs, un compte en cryptoactifs et la conservation de cryptoactifs est nécessaire:

- a. à la prévention des cas de rigueur;
- b. à des fins humanitaires ou à des fins d'évacuation;
- c. à des activités de la société civile qui promeuvent directement la démocratie, les droits de l'homme ou l'État de droit en Fédération de Russie;
- c^{bis},¹⁷⁶ au paiement de commissions ou de frais correspondant à la garde ou à la gestion courante d'avoirs ou de ressources économiques gelés;
- d. à l'exercice des activités officielles de représentations diplomatiques ou consulaires ou d'organisations internationales;
- e. à la sauvegarde des intérêts suisses;
- f.¹⁷⁷ aux échanges transfrontières non soumis à interdiction de biens et de services entre la Suisse et la Fédération de Russie, entre la Suisse et l'EEE ou entre l'EEE et la Fédération de Russie.

¹⁷³ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 23 nov. 2022, en vigueur depuis le 23 nov. 2022 à 18 heures (RO 2022 708).

¹⁷⁴ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 31 août 2022, en vigueur depuis le 31 août 2022 à 18 heures (RO 2022 477).

¹⁷⁵ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

¹⁷⁶ Introduite par le ch. I de l'O du 29 juin 2022, en vigueur depuis le 29 juin 2022 à 18 heures (RO 2022 381).

¹⁷⁷ Introduite par le ch. I de l'O du 31 août 2022, en vigueur depuis le 31 août 2022 à 18 heures (RO 2022 477).

Art. 21¹⁷⁸ Déclaration obligatoire relative aux dépôts existants

Les personnes et établissements qui acceptent des dépôts ou octroient des crédits à titre professionnel fournissent au SECO, au plus tard le 3 juin 2022, une liste des dépôts supérieurs à 100 000 francs détenus par des ressortissants russes, des personnes physiques résidant en Fédération de Russie et par des banques, entreprises ou entités établies en Fédération de Russie. Tous les 12 mois, ils fournissent au SECO des mises à jour concernant le montant de ces dépôts.

Art. 22 Interdiction faite aux dépositaires centraux de fournir certains services

¹ Il est interdit aux dépositaires centraux de titres de fournir leurs services pour des valeurs mobilières émises après le 12 avril 2022 à tout ressortissant russe, à toute personne physique résidant en Fédération de Russie ou à toute banque, entreprise ou entité établie en Fédération de Russie.¹⁷⁹

² Cette interdiction ne s'applique ni aux ressortissants suisses ni aux ressortissants d'un État membre de l'EEE ou du Royaume-Uni ni aux personnes physiques titulaires d'un titre de séjour temporaire ou permanent en Suisse, dans un État membre de l'EEE ou au Royaume-Uni.¹⁸⁰

Art. 23 Interdiction de vente de valeurs mobilières

¹ Il est interdit de vendre des valeurs mobilières libellées en francs suisses ou dans la monnaie officielle d'un État membre de l'Union européenne émises après le 12 avril 2022, des valeurs mobilières libellées dans une autre monnaie émises après le 6 août 2023 ou des parts de placements collectifs de capitaux offrant une exposition à ces valeurs, à tout ressortissant russe, à toute personne physique résidant en Fédération de Russie ou à toute banque, entreprise ou entité établie en Fédération de Russie.¹⁸¹

² Cette interdiction ne s'applique ni aux ressortissants suisses ni aux ressortissants d'un État membre de l'EEE ou du Royaume-Uni ni aux personnes physiques titulaires d'un titre de séjour temporaire ou permanent en Suisse, dans un État membre de l'EEE ou au Royaume-Uni.¹⁸²

¹⁷⁸ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 27 avr. 2022, en vigueur depuis le 27 avr. 2022 à 18 heures (RO 2022 260).

¹⁷⁹ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 27 avr. 2022, en vigueur depuis le 27 avr. 2022 à 18 heures (RO 2022 260).

¹⁸⁰ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 23 nov. 2022, en vigueur depuis le 23 nov. 2022 à 18 heures (RO 2022 708).

¹⁸¹ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 16 août 2023, en vigueur depuis le 16 août 2023 à 18 heures (RO 2023 452).

¹⁸² Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 23 nov. 2022, en vigueur depuis le 23 nov. 2022 à 18 heures (RO 2022 708).

Art. 24¹⁸³ Interdiction liée aux transactions avec la Banque centrale de la Fédération de Russie

¹ Les transactions liées à la gestion des réserves et des actifs de la Banque centrale de la Fédération de Russie, y compris les transactions avec toute banque, entreprise ou entité agissant pour le compte ou sur les instructions de la Banque centrale de la Fédération de Russie, tel le *National Wealth Fund* (fonds souverain russe), sont interdites.¹⁸⁴

² Le SECO peut, après avoir consulté les services compétents du DFAE et du DFF, autoriser des dérogations à l'interdiction prévue à l'al. 1 dans la mesure où:

- a. les transactions sont nécessaires pour mettre fin, au plus tard le 4 mai 2022 aux opérations, contrats ou autres accords, y compris les relations bancaires correspondantes, conclus avec ces banques, entreprises ou entités avant le 4 mars 2022 à 18 heures, ou
- b. cela est strictement nécessaire pour assurer la stabilité financière de la Suisse.

³ Les personnes, entités et organismes qui détiennent ou contrôlent des réserves et des actifs visés à l'al. 1 ou qui sont contreparties à ces réserves et actifs, notamment la Banque nationale suisse, les entreprises du secteur financier, les entreprises d'assurance et de réassurance, les dépositaires centraux et les contreparties centrales, doivent le déclarer au SECO:

- a. jusqu'au 12 avril 2023 et ensuite sur une base trimestrielle, et
- b. sans délai, lorsqu'elles ont constaté que les réserves et actifs visés à l'al. 1 ont subi une perte ou un dommage extraordinaire et imprévu.¹⁸⁵

⁴ La déclaration doit mentionner le nom des personnes, entités et organismes visés à l'al. 3 ainsi que la nature et la valeur des avoirs et des ressources économiques concernés.¹⁸⁶

Art. 24a¹⁸⁷ Interdiction liée aux transactions avec des sociétés d'État

¹ Il est interdit de participer directement ou indirectement à toute transaction avec:

- a. une banque, une entreprise ou une entité sise en Fédération de Russie visée à l'annexe 15;

¹⁸³ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 25 mars 2022, en vigueur depuis le 25 mars 2022 à 23 heures (RO 2022 198).

¹⁸⁴ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 29 mars 2023, en vigueur depuis le 29 mars 2023 à 20 heures (RO 2023 168).

¹⁸⁵ Introduit par le ch. I de l'O du 29 mars 2023, en vigueur depuis le 29 mars 2023 à 20 heures (RO 2023 168).

¹⁸⁶ Introduit par le ch. I de l'O du 29 mars 2023, en vigueur depuis le 29 mars 2023 à 20 heures (RO 2023 168).

¹⁸⁷ Introduit par le ch. I de l'O du 25 mars 2022, en vigueur depuis le 25 mars 2022 à 23 heures (RO 2022 198).

- b.¹⁸⁸ une banque, une entreprise ou une entité sise en dehors de la Suisse ou d'un État membre de l'EEE et contrôlée à plus de 50 % par des banques ou des entreprises visées à la let. a;
- c. une entreprise ou une entité agissant pour le compte ou selon les instructions d'une banque, d'une entreprise ou d'une entité visée à la let. a ou b.

^{1bis} Il est interdit d'exercer une fonction au sein des organes directeurs:

- a. des personnes morales, entités et organismes visés à l'al. 1;
- b. des personnes morales, entités et organismes sis en Fédération de Russie, contrôlés par l'État ou détenus à plus de 50 % par l'État, dans lesquels la Fédération de Russie, son gouvernement ou sa banque centrale a le droit de participer à des bénéfices ou avec lesquels la Fédération de Russie, son gouvernement ou sa banque centrale entretient d'autres relations économiques importantes;
- c. des personnes morales, entités et organismes sis en dehors de la Suisse ou d'un État membre de l'EEE et contrôlés à plus de 50 % par des personnes morales, entités ou organismes visés à la let. b;
- d. des personnes morales, entités et organismes agissant au nom ou selon les instructions d'une personne morale, d'une entité ou d'un organisme visé à la let. b ou c.¹⁸⁹

² Sauf autre interdiction, l'interdiction prévue à l'al. 1 ne s'applique pas:¹⁹⁰

- a.¹⁹¹ aux transactions nécessaires à l'achat, à l'importation ou au transport de gaz naturel, de titane, d'aluminium, de cuivre, de nickel, de palladium et de minerai de fer, depuis ou via la Fédération de Russie vers la Suisse, un État membre de l'EEE, l'Albanie, la Bosnie et Herzégovine, le Kosovo, le Monténégro, la Macédoine du Nord ou la Serbie;
- b. aux transactions liées à des projets énergétiques hors de la Fédération de Russie dans lesquels une banque, une entreprise ou une entité visée à l'annexe 15 est un actionnaire minoritaire;
- c. aux transactions effectuées en vue:
 1. de réaliser des activités humanitaires ou de fournir une aide à la population civile en lien avec la situation en Ukraine par des organismes publics ou par des entreprises et entités qui reçoivent un financement de la Confédération pour mener des activités humanitaires ou fournir une aide à la population civile, ou

¹⁸⁸ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 29 juin 2022, en vigueur depuis le 29 juin 2022 à 18 heures (RO 2022 381).

¹⁸⁹ Introduit par le ch. I de l'O du 23 nov. 2022 (RO 2022 708). Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 25 janv. 2023, en vigueur depuis le 25 janv. 2023 à 18 heures, sous réserve des let. b à d, en vigueur depuis le 24 fév. 2023 (RO 2023 31).

¹⁹⁰ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

¹⁹¹ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 3 août 2022, en vigueur depuis le 3 août 2022 à 18 heures (RO 2022 436).

2. de permettre l'exercice des activités officielles de représentations diplomatiques ou consulaires de la Suisse et l'accomplissement de missions officielles de la Confédération;
- d.¹⁹² aux transactions liées à la fourniture de services de télécommunication ou de services et d'équipements nécessaires au fonctionnement, à l'entretien, à la sécurité des services de télécommunication, y compris la fourniture de pare-feu et de services de centres d'appel, à une banque, à une entreprise ou à une entité visée à l'annexe 15;
- e.¹⁹³ aux transactions qui sont nécessaires, directement ou indirectement, à l'achat, à l'importation ou au transport, de pétrole, y compris les produits pétroliers raffinés, depuis ou via la Fédération de Russie;
- f.¹⁹⁴ aux transactions qui sont nécessaires à l'achat, à l'importation ou au transport de produits pharmaceutiques, médicaux, agricoles et alimentaires, y compris le blé et les engrais;
- g.¹⁹⁵ aux transactions qui sont nécessaires pour garantir l'accès aux procédures judiciaires, administratives ou arbitrales en Suisse ou dans un État membre de l'EEE, ou à la reconnaissance ou à l'exécution d'un jugement ou d'une sentence arbitrale rendus en Suisse ou dans un État membre de l'EEE;
- h.¹⁹⁶ ...

³ Le SECO peut, après avoir consulté les services compétents du DFAE et du DFF, autoriser des dérogations à l'interdiction prévue à l'al. 1 pour:

- a. permettre la réalisation d'activités humanitaires ou la fourniture d'une aide à la population civile en lien avec la situation en Ukraine;
- b.¹⁹⁷ permettre les transactions visées à l'art. 30b.¹⁹⁸

⁴ Il peut, après avoir consulté les services compétents du DFAE et du DFF, autoriser des dérogations à l'interdiction prévue à l'al. 1^{bis}, let. b à d, dans la mesure où:

- a. une personne morale, une entité ou un organisme est une coentreprise ou une forme juridique similaire associant une personne morale, une entité ou un organisme visé à l'al. 1^{bis}, let. b, c ou d, et conclue par une personne morale, une entité ou un organisme établi ou constitué selon le droit suisse ou le droit d'un État membre de l'EEE avant le 25 janvier 2023;

¹⁹² Introduite par le ch. I de l'O du 29 juin 2022, en vigueur depuis le 29 juin 2022 à 18 heures (RO 2022 381).

¹⁹³ Introduite par le ch. I de l'O du 3 août 2022 (RO 2022 436). Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 31 août 2022, en vigueur depuis le 31 août 2022 à 18 heures (RO 2022 477).

¹⁹⁴ Introduite par le ch. I de l'O du 3 août 2022, (RO 2022 436). Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 31 août 2022, en vigueur depuis le 31 août 2022 à 18 heures (RO 2022 477).

¹⁹⁵ Introduite par le ch. I de l'O du 3 août 2022, en vigueur depuis le 3 août 2022 à 18 heures (RO 2022 436).

¹⁹⁶ Introduite par le ch. I de l'O du 29 mars 2023 (RO 2023 168). Abrogée par le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, avec effet au 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

¹⁹⁷ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 29 mars 2023, en vigueur depuis le 29 mars 2023 à 20 heures (RO 2023 168).

¹⁹⁸ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 25 janv. 2023, en vigueur depuis le 25 janv. 2023 à 18 heures (RO 2023 31).

- b. une personne morale, une entité ou un organisme est une personne morale, une entité ou un organisme visé à l'al. 1^{bis}, let. b, c ou d, qui s'est établi en Fédération de Russie avant le 25 janvier 2023 et qui est détenu, ou contrôlé exclusivement ou conjointement, par une personne morale, une entité ou un organisme établi ou constitué selon le droit suisse ou le droit d'un État membre de l'EEE;
- c. l'exercice d'une fonction visée à l'al. 1^{bis}, let. b, c ou d, est nécessaire pour assurer un approvisionnement énergétique critique;
- d. une personne morale, une entité ou un organisme participe au transit par la Fédération de Russie du pétrole originaire d'un pays tiers et si l'exercice d'une fonction selon l'al. 1^{bis}, let. b, c ou d, vise à réaliser des opérations qui ne sont pas interdites en vertu des art. 12a et 12b.¹⁹⁹

Art. 25 Interdiction de financements, de participations et de services dans les territoires désignés

¹ Il est interdit d'accorder des prêts ou des crédits à des entreprises ou à des entités dans les territoires désignés à l'annexe 6 ou de participer à de telles opérations.

² Il est interdit d'acquérir ou d'augmenter des participations dans des entreprises ou des biens immobiliers dans les territoires désignés visés et de créer des entreprises conjointes avec des entreprises ou des entités dans les territoires désignés à l'annexe 6.

³ Il est interdit de fournir des services d'investissement directement liés aux activités visées aux al. 1 et 2.

⁴ Il est interdit de fournir des services liés aux activités touristiques dans les territoires désignés à l'annexe 6.

⁵ Les interdictions visées aux al. 1 à 3 ne s'appliquent pas aux activités nécessaires aux activités officielles de représentations diplomatiques ou consulaires ou d'organisations internationales et au soutien d'hôpitaux ou d'établissements scolaires ayant leur siège dans les territoires désignés à l'annexe 6, ou qui garantissent la sécurité des infrastructures existantes.

Art. 26 Interdiction de cofinancement

¹ Il est interdit d'investir dans des projets cofinancés par le *Russian Direct Investment Fund*, de participer à ses projets ou d'y contribuer d'une autre manière.

² En dérogation à l'al. 1, le SECO peut, après avoir consulté les services compétents du DFAE et du DFF, autoriser la participation à un investissement dans des projets cofinancés par le *Russian Direct Investment Fund*, ou une contribution à de tels projets, après avoir établi que cette participation à l'investissement ou cette contribution est exigible en vertu de contrats conclus avant le 5 mars 2022 ou de contrats accessoires nécessaires à l'exécution de ces contrats.

¹⁹⁹ Introduit par le ch. I de l'O du 25 janv. 2023, en vigueur depuis le 25 janv. 2023 à 18 heures (RO 2023 31).

Art. 27²⁰⁰ Interdiction de fournir des services spécialisés de messagerie financière

La fourniture de services spécialisés de messagerie financière, utilisés pour échanger des données financières, aux banques, entreprises ou entités visées à l'annexe 14 ou à toute banque, entreprise ou entité sise en Fédération de Russie et contrôlée à plus de 50 % par des banques, des entreprises ou des entités visées à l'annexe 14 est interdite.

Art. 28²⁰¹ Interdiction relative aux billets de banque

¹ La vente, la livraison, l'exportation ou le transit de billets de banque libellés en francs suisses ou dans la monnaie officielle d'un État membre de l'Union européenne à ou vers la Fédération de Russie ou à ou vers toute personne physique ou morale, toute entité ou toute entreprise en Fédération de Russie, y compris le gouvernement et la Banque centrale de la Fédération de Russie, ou aux fins d'une utilisation dans ce pays sont interdits.

² L'interdiction visée à l'al. 1 ne s'applique pas à la vente, à la fourniture, à l'exportation ou au transit de billets de banque libellés en francs suisses ou dans la monnaie officielle d'un État membre de l'Union européenne pour autant que cette vente, cette fourniture, cette exportation ou ce transit soit nécessaire:

- a. à l'usage personnel des personnes physiques se rendant en Fédération de Russie ou de membres de leur famille proche qui voyagent avec elles, ou
- b. à l'exercice des activités officielles de représentations diplomatiques ou consulaires ou d'une organisation internationale en Fédération de Russie.

Art. 28a²⁰² Interdictions liées aux services de notation de crédit

¹ Il est interdit de fournir des services de notation de crédit ou de donner accès à tout service de souscription en rapport avec des activités de notation de crédit à, ou portant sur, tout ressortissant russe, à toute personne physique résidant en Fédération de Russie ou à toute banque, entreprise ou entité sise en Fédération de Russie.²⁰³

² Les interdictions visées à l'al. 1 ne s'appliquent pas aux ressortissants suisses, aux ressortissants d'un État membre de l'EEE ni aux personnes physiques titulaires d'un titre de séjour temporaire ou permanent en Suisse ou dans un État membre de l'EEE.

²⁰⁰ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 29 juin 2022, en vigueur depuis le 29 juin 2022 à 18 heures (RO 2022 381).

²⁰¹ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 27 avr. 2022, en vigueur depuis le 27 avr. 2022 à 18 heures (RO 2022 260).

²⁰² Introduit par le ch. I de l'O du 25 mars 2022, en vigueur depuis le 15 avril 2022 (RO 2022 198).

²⁰³ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 31 août 2022, en vigueur depuis le 31 août 2022 à 18 heures (RO 2022 477).

Art. 28b²⁰⁴ Interdictions liées aux entreprises du secteur de l'énergie
et du secteur minier de la Fédération de Russie

¹ Les activités suivantes en lien avec des entreprises du secteur de l'énergie et du secteur minier de la Fédération de Russie sont interdites:

- a. l'acquisition ou l'augmentation de participations dans des personnes morales, des entreprises ou des entités établies ou constituées selon le droit d'un État hors de la Suisse et de l'EEE et opérant dans le secteur de l'énergie ou le secteur minier en Fédération de Russie;
- b.²⁰⁵ l'octroi de nouveaux prêts ou crédits, ainsi que la participation à ces opérations, ou la fourniture d'une quelconque autre manière d'un financement, y compris une participation au capital, à des personnes morales, à des entreprises ou à des entités établies ou constituées selon le droit d'un État hors de la Suisse et de l'EEE et opérant dans le secteur de l'énergie ou le secteur minier en Fédération de Russie ou pour financer de telles personnes morales, entreprises ou entités;
- c. la création de coentreprises avec des personnes morales, des entreprises ou des entités établies ou constituées selon le droit d'un État hors de la Suisse et de l'EEE et opérant dans le secteur de l'énergie ou le secteur minier en Fédération de Russie;
- d. la fourniture de services d'investissement directement ou indirectement liés aux activités visées aux let. a à c.

² Le SECO peut, après avoir consulté les services compétents du DFAE, du DETEC et du DFF, autoriser des dérogations aux interdictions visant le secteur de l'énergie prévues à l'al. 1 si les activités sont:

- a. nécessaires pour garantir l'approvisionnement énergétique de la Suisse ou d'États membres de l'EEE en cas de pénurie grave, déclarée ou imminente et pour le transport de pétrole et de gaz naturel, y compris de produits pétroliers raffinés, en provenance de la Fédération de Russie ou transitant par celle-ci, à destination de la Suisse ou d'États membres de l'EEE, ou
- b. exclusivement destinées à une personne morale, une entreprise ou une entité opérant dans le secteur de l'énergie en Fédération de Russie et appartenant à une entreprise ou une entité établie ou constituée selon le droit suisse ou le droit d'un État membre de l'EEE.

^{2bis} Il peut, après avoir consulté les services compétents du DFAE, du DETEC et du DFF, autoriser des dérogations aux interdictions visant le secteur de l'énergie prévues à l'al. 1, let. b, si, conformément à l'art. 24a, al. 2, let. b, les activités envisagées sont nécessaires pour piloter un projet gazier *offshore* en haute mer en Méditerranée dans lequel des banques, des entreprises ou des entités visées à l'annexe 15 détiennent une participation minoritaire depuis avant le 31 octobre 2017, à condition que ce projet

²⁰⁴ Introduit par le ch. I de l'O du 25 mars 2022 (RO 2022 198). Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 25 janv. 2023, en vigueur depuis le 25 janv. 2023 à 18 heures (RO 2023 31).

²⁰⁵ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

soit exclusivement ou conjointement contrôlé ou piloté par une personne morale établie ou constituée selon le droit suisse ou le droit d'un État membre de l'EEE.²⁰⁶

³ L'interdiction visant le secteur minier prévue à l'al. 1 ne s'applique pas aux activités qui tirent leur valeur la plus élevée de la production de l'un des matériaux énumérés à l'annexe 30 ou dont l'objectif principal est la production de l'un de ces matériaux.

Art. 28c²⁰⁷ Interdictions concernant le soutien d'établissements publics

¹ Il est interdit de fournir un soutien direct ou indirect, notamment par l'octroi de moyens financiers, d'une aide financière ou de tout autre avantage au titre d'un programme national de la Suisse, à toute personne morale, entreprise ou entité établie en Fédération de Russie et contrôlée ou détenue à plus de 50 % par une entité étatique.

² L'interdiction visée à l'al. 1 ne s'applique pas:

- a. aux activités humanitaires, à des urgences de santé publique, à la prévention ou à l'atténuation à titre urgent d'un événement susceptible d'avoir des effets graves et importants sur la santé et la sécurité humaines ou sur l'environnement, ou en réaction à des catastrophes naturelles;
- b. aux programmes phytosanitaires et vétérinaires;
- c. à la coopération intergouvernementale dans le cadre des programmes spatiaux et dans le cadre du réacteur thermonucléaire expérimental international ITER;
- d. à la coopération intergouvernementale dans le cadre de la convention du 30 novembre 2009 relative à la construction et à l'exploitation d'un laser européen à électrons libres dans le domaine des rayons X²⁰⁸ et de la convention du 16 décembre 1988 relative à la construction et à l'exploitation d'une Installation européenne de rayonnement synchrotron²⁰⁹;
- e. à l'exploitation, à l'entretien et au déclassement d'installations nucléaires civiles, à l'élimination des déchets radioactifs, à l'approvisionnement en combustible et au retraitement du combustible et à la sûreté de ces installations, ainsi qu'à la fourniture de matériaux précurseurs pour la production de radioisotopes médicaux et d'applications médicales similaires, de technologies critiques pour la surveillance des rayonnements dans l'environnement, et à une coopération nucléaire civile, en particulier dans le domaine de la recherche et du développement;
- f. aux programmes de mobilité et d'échange en faveur des individus et à la promotion de contacts interpersonnels directs;
- g. aux programmes en matière de climat et d'environnement, à l'exception du soutien apporté dans le cadre de la recherche et de l'innovation;

²⁰⁶ Introduit par le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

²⁰⁷ Introduit par le ch. I de l'O du 27 avr. 2022, en vigueur depuis le 27 avr. 2022 à 18 heures (RO 2022 260).

²⁰⁸ RS 0.422.10

²⁰⁹ RS 0.424.10

- h. aux activités officielles de représentations diplomatiques ou consulaires de la Suisse et de ses partenaires ou d'organisations internationales jouissant d'immunités conformément au droit international en Fédération de Russie.

Art. 28a²¹⁰ Interdictions concernant les trusts

¹ L'enregistrement d'un trust ou d'une autre institution juridique similaire ou la fourniture d'un siège social, d'une adresse commerciale ou administrative ou de services de gestion à un trust sont interdits si le constituant ou le bénéficiaire est:

- a. un ressortissant russe ou une personne physique résidant en Fédération de Russie;
- b. une personne morale, une entreprise ou une entité établie en Fédération de Russie;
- c. une personne morale, une entreprise ou une entité détenue, directement ou indirectement, à plus de 50 % par une personne physique, une personne morale, une entreprise ou une entité visée aux let. a et b;
- d. une personne morale, une entreprise ou une entité contrôlée par une personne physique, une personne morale, une entreprise ou une entité visée aux let. a à c;
- e. une personne morale, une entreprise ou une entité agissant pour le compte ou selon les instructions d'une personne physique, d'une personne morale, d'une entreprise ou d'une entité visée aux let. a à d.

² Il est interdit d'agir en qualité de trustee, d'actionnaire désigné, d'administrateur, de secrétaire ou dans une fonction similaire, pour un trust ou une institution juridique similaire visée à l'al. 1, ou de faire en sorte qu'une autre personne agisse en qualité de trustee, d'actionnaire désigné, d'administrateur, de secrétaire ou dans une fonction similaire.²¹¹

³ Les interdictions visées aux al. 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le constituant ou le bénéficiaire est un ressortissant suisse ou un ressortissant d'un État membre de l'EEE ou du Royaume-Uni ou qu'il est titulaire d'un titre de séjour temporaire ou permanent en Suisse, dans un État membre de l'EEE ou au Royaume-Uni.²¹²

⁴ Le SECO peut, après avoir consulté les services compétents du DFAE et du DFF, autoriser des dérogations aux interdictions prévues aux al. 1 et 2 pour:

- a. des activités humanitaires, telles que l'acheminement d'une assistance ou la facilitation de cet acheminement, y compris en ce qui concerne les fournitures médicales et les denrées alimentaires ou le transfert de travailleurs humanitaires et de l'aide connexe, ou à des fins d'évacuation;

²¹⁰ Introduit par le ch. I de l'O du 27 avr. 2022, en vigueur depuis le 27 avr. 2022 à 18 heures, sous réserve de l'al. 2, en vigueur depuis le 29 mai 2022 (RO 2022 260).

²¹¹ Abrogé temporairement par le ch. I de l'O du 29 juin 2022, avec effet du 29 juin 2022 à 18 heures jusqu'au 31 juil. 2022 (RO 2022 381).

²¹² Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 23 nov. 2022, en vigueur depuis le 23 nov. 2022 à 18 heures (RO 2022 708).

- b. des activités de la société civile qui promeuvent directement la démocratie, les droits de l'homme ou l'État de droit en Fédération de Russie;
- c.²¹³ le fonctionnement d'un trust ou d'une forme juridique similaire ayant pour objet la gestion de fonds de la prévoyance professionnelle, de contrats d'assurance ou de régimes de participation des salariés, ou le fonctionnement d'organisations d'utilité publique, de clubs sportifs amateurs et de fonds pour mineurs ou adultes vulnérables.

⁵ Le SECO peut, après avoir consulté les services compétents du DFAE et du DFF, autoriser des dérogations à l'interdiction prévue à l'al. 2 pour permettre la poursuite de ces services:

- a. aux fins de l'achèvement au plus tard le 1^{er} octobre 2022 des opérations nécessaires à la résiliation des contrats non conformes au présent article conclus avant le 28 avril 2022, à condition que ces opérations aient été entamées avant le 30 mai 2022;
- b. pour d'autres raisons que celle mentionnée à la let. a, à condition que les prestataires de services n'acceptent pas, directement ou indirectement, d'avoirs ni de ressources économiques de personnes visées à l'al. 1, ne mettent pas à la disposition de ces personnes, directement ou indirectement, de tels avoirs ou ressources économiques, ou ne leur procurent pas un quelconque avantage provenant d'actifs placés dans un trust ou une forme juridique similaire.²¹⁴

Art. 28^{e215} Interdictions concernant certains services et logiciels²¹⁶

¹ Il est interdit de fournir, directement ou indirectement, des services de comptabilité, de contrôle des comptes, y compris de contrôle légal des comptes, de tenue de livres ou de conseils fiscaux, ou des services de conseil en matière d'entreprise et de gestion ou des services de relations publiques, au gouvernement de la Fédération de Russie ou à des personnes morales, des entreprises ou des entités établies dans ce pays.

^{1bis} Il est interdit de fournir, directement ou indirectement, des services d'architecture et d'ingénierie, des services de conseil juridique et des services de conseil informatique au gouvernement de la Fédération de Russie ou à des personnes morales, des entreprises ou des entités établies dans ce pays.²¹⁷

^{1ter} Il est interdit de fournir, directement ou indirectement, des services d'études de marché et de sondages d'opinion, des services d'essais et d'analyses techniques ainsi

²¹³ Introduite par le ch. I de l'O du 29 juin 2022, en vigueur depuis le 29 juin 2022 à 18 heures (RO 2022 381).

²¹⁴ Introduit par le ch. I de l'O du 29 juin 2022, en vigueur depuis le 1^{er} août 2022 (RO 2022 381).

²¹⁵ Introduit par le ch. I de l'O du 29 juin 2022, en vigueur depuis le 29 juin 2022 à 18 heures (RO 2022 381).

²¹⁶ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

²¹⁷ Introduit par le ch. I de l'O du 23 nov. 2022, en vigueur depuis le 23 nov. 2022 à 18 heures (RO 2022 708).

que des services de publicité au gouvernement de la Fédération de Russie ou à des personnes morales, des entreprises ou des entités établies en Fédération de Russie.²¹⁸

¹quater La vente, la livraison, l'exportation et la mise à disposition des logiciels de gestion d'entreprise et des logiciels de conception et de fabrication industrielles visés à l'annexe 32 au gouvernement de la Fédération de Russie ou à des personnes morales, à des entreprises ou à des entités établies en Fédération de Russie ainsi que le transport et le transit de ces biens par la Suisse sont interdits.²¹⁹

¹quinquies La fourniture de services de toute sorte, y compris les services financiers, les services de courtage et les conseils techniques, ainsi que l'octroi de moyens financiers en lien avec les services ou logiciels visés aux al. 1 à ¹quater ou avec la vente, l'exportation, le transit, le transport, la fourniture ou la mise à disposition de ces services ou logiciels à destination de la Fédération de Russie ou destinés à un usage dans ce pays sont interdits.²²⁰

² Les interdictions prévues aux al. 1 à ¹quater ne s'appliquent pas:²²¹

- a.²²² aux services et logiciels destinés à l'usage exclusif de personnes morales, d'entreprises ou d'entités établies en Fédération de Russie qui sont détenues ou contrôlées exclusivement ou conjointement par des personnes morales, des entreprises ou des entités établies ou constituées selon le droit suisse, le droit d'un État membre de l'EEE ou le droit d'un pays partenaire;
- b. aux activités humanitaires, telles que l'acheminement d'une assistance ou la facilitation de cet acheminement, y compris en ce qui concerne les fournitures médicales et les denrées alimentaires, ou le transfert de travailleurs humanitaires et de l'aide connexe, ou à des fins d'évacuation, pour autant que ces activités soient réalisées par des organismes publics ou par des entreprises et entités qui reçoivent un financement de la Confédération pour mener des activités humanitaires.²²³

²bis Les interdictions prévues aux al. 1 et ¹bis ne s'appliquent pas aux services qui sont nécessaires:

- a. à l'exercice des droits de la défense dans le cadre d'une procédure judiciaire ou du droit à un recours effectif;
- b. pour garantir l'accès aux procédures judiciaires, administratives ou arbitrales en Suisse, dans un État membre de l'EEE ou au Royaume-Uni, ou pour la

²¹⁸ Introduit par le ch. I de l'O du 25 janv. 2023, en vigueur depuis le 25 janv. 2023 à 18 heures (RO 2023 31).

²¹⁹ Introduit par le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

²²⁰ Introduit par le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

²²¹ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

²²² Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

²²³ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 29 mars 2023, en vigueur depuis le 29 mars 2023 à 20 heures (RO 2023 168).

reconnaissance ou l'exécution d'un jugement ou d'une sentence arbitrale rendus en Suisse, dans un État membre de l'EEE ou au Royaume-Uni.²²⁴

^{2ter} Les interdictions prévues aux al. 1^{bis} à 1^{quater} ne s'appliquent pas aux services et logiciels qui sont nécessaires:²²⁵

- a. à des urgences de santé publique;
- b. à la prévention ou à l'atténuation à titre urgent d'un événement susceptible d'avoir des effets graves et importants sur la santé et la sécurité humaines ou sur l'environnement;
- c. en réaction à des catastrophes naturelles.²²⁶

^{2quater} ...²²⁷

³ Le SECO peut, après avoir consulté les services compétents du DFAE et du DFF, autoriser des dérogations aux interdictions prévues aux al. 1 à 1^{quater}, dès lors que des services ou logiciels sont nécessaires:²²⁸

- a. à des activités humanitaires, telles que l'acheminement d'une assistance ou la facilitation de cet acheminement, y compris en ce qui concerne les fournitures médicales et les denrées alimentaires ou le transfert de travailleurs humanitaires et de l'aide connexe, ou à des fins d'évacuation;
- b. à des activités de la société civile qui promeuvent directement la démocratie, les droits de l'homme ou l'état de droit en Fédération de Russie;
- c.²²⁹ aux activités officielles de représentations diplomatiques ou consulaires de la Suisse et de ses partenaires ou d'organisations internationales jouissant d'immunités conformément au droit international en Fédération de Russie;
- d.²³⁰ pour garantir l'approvisionnement énergétique de la Suisse ou d'un État membre de l'EEE en cas de pénurie grave, déclarée ou imminente;
- e.²³¹ à l'achat, à l'importation ou au transport en Suisse ou dans un État membre de l'EEE de titane, d'aluminium, de cuivre, de nickel, de palladium ou de minerai de fer;

²²⁴ Introduit par le ch. I de l'O du 23 nov. 2022 (RO 2022 708). Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 25 janv. 2023, en vigueur depuis le 25 janv. 2023 à 18 heures (RO 2023 31).

²²⁵ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

²²⁶ Introduit par le ch. I de l'O du 25 janv. 2023, en vigueur depuis le 25 janv. 2023 à 18 heures (RO 2023 31).

²²⁷ Introduit par le ch. I de l'O du 25 janv. 2023 (RO 2023 31). Abrogé par le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, avec effet au 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

²²⁸ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

²²⁹ Introduite par le ch. I de l'O du 23 nov. 2022, en vigueur depuis le 23 nov. 2022 à 18 heures (RO 2022 708).

²³⁰ Introduite par le ch. I de l'O du 23 nov. 2022, en vigueur depuis le 23 nov. 2022 à 18 heures (RO 2022 708).

²³¹ Introduite par le ch. I de l'O du 23 nov. 2022, en vigueur depuis le 23 nov. 2022 à 18 heures (RO 2022 708).

- f.²³² pour assurer le fonctionnement d'infrastructures, de matériels et de logiciels qui sont critiques pour la santé et la sécurité humaines ou pour la sécurité de l'environnement;
- g.²³³ à l'établissement, à l'exploitation, à l'entretien, à l'approvisionnement en combustible, au retraitement du combustible et à la sûreté des capacités nucléaires civiles, et à la poursuite de la conception, de la construction et de la mise en service exigées pour la réalisation d'installations nucléaires civiles, à la fourniture de matériaux précurseurs pour la production de radio-isotopes médicaux et d'applications médicales similaires, ou de technologies critiques pour la surveillance des rayonnements dans l'environnement, ainsi qu'à une coopération nucléaire civile, en particulier dans le domaine de la recherche et du développement;
- h.²³⁴ à la fourniture, par les opérateurs de télécommunication en Suisse ou dans un État membre de l'EEE, de services nécessaires:
1. au fonctionnement, à l'entretien et à la sécurité, y compris la cybersécurité, des services de communications électroniques, en Fédération de Russie, en Ukraine, en Suisse ou dans un État membre de l'EEE, entre la Fédération de Russie ou l'Ukraine et la Suisse ou un État membre de l'EEE, ou
 2. aux services de centres de données en Suisse ou dans un État membre de l'EEE.

⁴ Il peut, après avoir consulté les services compétents du DFAE et du DFF, autoriser des dérogations aux interdictions prévues aux al. 1 et 1^{bis} pour des services nécessaires à la mise en place, à la certification ou à l'évaluation du système visé à l'art. 15, al. 10.²³⁵

⁵ Il peut, après avoir consulté les services compétents du DFAE et du DFF, autoriser des dérogations aux interdictions prévues à l'al. 1^{quater}, pour autant que les logiciels soient nécessaires à la contribution de ressortissants russes à des projets *open source* internationaux.²³⁶

⁶ Les personnes morales, entreprises et entités doivent déclarer au SECO d'ici au 31 juillet 2024, puis sur une base semestrielle, les services et logiciels qu'elles fournissent ou mettent à disposition conformément à l'art. 2, al. a.²³⁷

²³² Introduite par le ch. I de l'O du 23 nov. 2022, en vigueur depuis le 23 nov. 2022 à 18 heures (RO 2022 708).

²³³ Introduite par le ch. I de l'O du 23 nov. 2022, en vigueur depuis le 23 nov. 2022 à 18 heures (RO 2022 708).

²³⁴ Introduite par le ch. I de l'O du 23 nov. 2022, en vigueur depuis le 23 nov. 2022 à 18 heures (RO 2022 708).

²³⁵ Introduit par le ch. I de l'O du 16 août 2023, en vigueur depuis le 16 août 2023 à 18 heures (RO 2023 452).

²³⁶ Introduit par le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

²³⁷ Introduit par le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

⁷ La déclaration doit mentionner le nom du bénéficiaire ainsi que la nature et la valeur des services ou logiciels concernés.²³⁸

Art. 28²³⁹ Interdiction de prise d'influence dans les infrastructures critiques

¹ Il est interdit de permettre à des ressortissants russes ou à des personnes physiques résidant en Fédération de Russie d'exercer une fonction au sein des organes directeurs des propriétaires ou opérateurs d'infrastructures critiques.

² L'interdiction prévue à l'al. 1 ne s'applique pas à l'exercice d'une fonction visée à l'al. 1 par des personnes qui sont exclusivement ou également ressortissants de la Suisse, d'un État membre de l'EEE ou du Royaume-Uni.

Section 4 Autres restrictions

Art. 29 Interdiction d'entrée en Suisse et de transit par la Suisse

¹ L'entrée en Suisse et le transit par la Suisse sont interdits aux personnes physiques visées à l'annexe 8.

² Le Secrétariat d'État aux migrations (SEM) et le DFAE dans le cadre de sa compétence visée à l'art. 38 de l'ordonnance du 15 août 2018 sur l'entrée et l'octroi de visas²⁴⁰, peuvent autoriser des dérogations:

- a. s'il existe des motifs humanitaires avérés;
- b. si la personne se déplace pour assister à des conférences internationales ou pour prendre part à un dialogue politique concernant l'Ukraine, ou
- c. si la sauvegarde d'intérêts suisses l'exige.

Art. 29a²⁴¹ Trafic aérien

¹ Décoller du territoire suisse, atterrir sur le territoire suisse et survoler le territoire suisse est interdit pour:

- a. les aéronefs des transporteurs aériens russes titulaires d'un certificat d'exploitation ou d'une autorisation équivalente délivrés par les autorités russes, y compris les aéronefs exploités par ces entreprises dans le cadre d'accords de partage de codes ou de réservation de capacité;
- b. les aéronefs enregistrés en Fédération de Russie ou détenus, affrétés ou contrôlés par toute personne physique ou morale, entreprise ou entité russe.

²³⁸ Introduit par le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

²³⁹ Introduit par le ch. I de l'O du 29 mars 2023, en vigueur depuis le 27 avr. 2023 (RO 2023 168).

²⁴⁰ RS 142.204

²⁴¹ Introduit par le ch. I de l'O du 27 avr. 2022, en vigueur depuis le 27 avr. 2022 à 18 heures (RO 2022 260).

² Les interdictions prévues à l'al. 1 ne s'appliquent pas:

- a. aux vols à des fins humanitaires;
- b. aux vols de recherche et de sauvetage;
- c. aux vols de rapatriement d'aéronefs en location autorisés par l'Office fédéral de l'aviation civile (OFAC);
- d. aux survols et atterrissages d'urgence;
- e. aux vols d'aéronefs militaires et d'autres aéronefs d'État étrangers qui disposent d'une autorisation (diplomatic clearance) conformément à l'art. 4 de l'ordonnance du 23 mars 2005 sur la sauvegarde de la souveraineté sur l'espace aérien²⁴².

³ L'OFAC peut, après avoir consulté les services compétents du SECO et du DFAE, autoriser des dérogations aux interdictions prévues à l'al. 1 si la sauvegarde d'intérêts suisses l'exige ou à d'autres fins conformes aux objectifs de la présente ordonnance.

⁴ Les exploitants d'aéronefs assurant des vols non réguliers entre la Fédération de Russie et la Suisse, y compris via un pays tiers, doivent transmettre toutes les informations pertinentes concernant le vol à l'OFAC au moins 48 heures à l'avance.²⁴³

Art. 29b²⁴⁴ Interdictions relatives à la publicité dans certains médias russes

Il est interdit de placer ou de faire placer de la publicité pour des produits ou des services transmis ou diffusés dans des programmes de radio et de télévision ou dans d'autres contenus électroniques, qui sont établis ou diffusés par une personne morale, une entreprise ou une entité visée à l'annexe 25. Cette interdiction s'applique indépendamment du mode de transmission ou de diffusion des contenus.

Art. 29c²⁴⁵ Interdictions concernant les marchés publics

¹ Les adjudicateurs des marchés publics soumis aux accords internationaux en vertu de l'art. 4, al. 1 et 2, de la loi fédérale du 21 juin 2019 sur les marchés publics (LMP)²⁴⁶, de l'art. 8, al. 1, de l'Accord intercantonal du 25 novembre 1994/15 mars 2001 sur les marchés publics (AIMP 2001)²⁴⁷ et de l'art. 4, al. 1 et 2, de l'Accord intercantonal du 15 novembre 2019 sur les marchés publics (AIMP 2019)²⁴⁸, ont l'interdiction de passer des marchés publics au sens des art. 8 LMP, art. 6 AIMP 2001 et 8 AIMP 2019, à partir des valeurs seuils indiquées dans les accords internationaux:

²⁴² RS 748.111.1

²⁴³ Introduit par le ch. I de l'O du 29 mars 2023, en vigueur depuis le 29 mars 2023 à 20 heures (RO 2023 168).

²⁴⁴ Introduit par le ch. I de l'O du 29 juin 2022, en vigueur depuis le 29 juin 2022 à 18 heures (RO 2022 381).

²⁴⁵ Introduit par le ch. I de l'O du 31 août 2022, en vigueur depuis le 31 août 2022 à 18 heures (RO 2022 477).

²⁴⁶ RS 172.056.1

²⁴⁷ Cet accord intercantonal peut être consulté à l'adresse suivante www.lexfind.ch/fe/de/tol/33879/versions/219579/de

²⁴⁸ Cet accord intercantonal peut être consulté à l'adresse suivante www.lexfind.ch/fe/de/tol/33884/versions/219203/de

- a. à un ressortissant russe ou une personne physique résidant en Fédération de Russie;
- b. à une personne morale, une entreprise ou une entité établie en Fédération de Russie;
- c. à une personne morale, une entreprise ou une entité détenue, directement ou indirectement, à plus de 50 % par une personne physique, une personne morale, une entreprise ou une entité au sens des let. a ou b;
- d. à une personne morale, une entreprise ou une entité agissant pour le compte ou selon les instructions d'une personne physique, d'une personne morale, d'une entreprise ou d'une entité au sens des let. a, b ou c.

² Il est interdit aux adjudicateurs visés à l'al. 1 de conclure des contrats de marchés publics relevant du champ d'application de l'al. 1 avec une personne physique ou morale, une entreprise ou une entité au sens de l'al. 1, let. a à d.

³ Les contrats de marchés publics visés à l'al. 2 en cours d'exécution doivent prendre fin au plus tard le 28 février 2023.

⁴ Les al. 1 à 3 s'appliquent également aux adjudications et aux contrats de marchés publics auxquels participent, pour plus de 10 % de la valeur du marché, des sous-traitants et des fournisseurs assimilés à une personne, une entreprise ou une entité au sens de l'al. 1, let a à d.

⁵ Les interdictions visées aux al. 1 à 3 ne s'appliquent pas:

- a. aux ressortissants russes résidant en Suisse;
- b. aux personnes morales, entreprises ou entités détenues, avant le 31 août 2022, directement ou indirectement, à plus de 50 % par une personne physique, une personne morale, une entreprise ou une entité au sens de l'al. 1, et établies en Suisse avant le 31 août 2022.

⁶ Le SECO peut, après avoir consulté les services compétents du DFAE et du DFF, autoriser des dérogations aux interdictions prévues aux al. 1 à 4, notamment:

- a. pour l'exploitation, l'entretien et le déclassement d'installations nucléaires civiles, l'élimination des déchets radioactifs, l'approvisionnement en combustible et le retraitement du combustible et la sûreté de ces installations, ainsi que pour la fourniture de matériaux précurseurs pour la production de radioisotopes médicaux et d'applications médicales similaires, de technologies critiques pour la surveillance des rayonnements dans l'environnement, et pour la coopération nucléaire civile, en particulier dans le domaine de la recherche et du développement;
- b. pour la coopération intergouvernementale dans le domaine des programmes spatiaux;
- c. pour l'acquisition de biens ou de services strictement nécessaires qui ne peuvent être fournis en quantité suffisante que par une personne, une entreprise ou une entité au sens de l'al. 1, let. a à d;

- d. pour l'exercice des activités officielles des représentations diplomatiques ou consulaires de la Suisse et de ses partenaires ou d'organisations internationales jouissant d'immunités conformément au droit international en Fédération de Russie;
- e. pour l'achat, l'importation ou le transport de gaz naturel et de pétrole, y compris de produits pétroliers raffinés, ainsi que de titane, d'aluminium, de cuivre, de nickel, de palladium et de minerai de fer depuis ou via la Fédération de Russie vers la Suisse ou les États membres de l'EEE.

⁷ Les adjudicateurs soumis au droit fédéral des marchés publics veillent au respect des interdictions prévues aux al. 1 à 3; à cette fin, ils peuvent notamment exiger une déclaration de la part des soumissionnaires.

⁸ Les cantons veillent au respect des interdictions prévues aux al. 1 à 3 par les entités soumises au droit cantonal des marchés publics; à cette fin, ils peuvent notamment exiger une déclaration de la part des soumissionnaires.

⁹ Les adjudicateurs visés à l'al. 7 et les cantons visés à l'al. 8 annoncent au SECO les cas d'application de l'al. 3.

Art. 30 Interdiction d'honorer certaines créances

Il est interdit d'honorer les créances qui se fondent sur un contrat ou une affaire dont l'exécution a été empêchée ou affectée, directement ou indirectement, par des mesures imposées par la présente ordonnance, l'ordonnance du 27 août 2014 instituant des mesures en lien avec la situation en Ukraine²⁴⁹ ou l'ordonnance du 2 avril 2014 instituant des mesures visant à empêcher le contournement de sanctions internationales en lien avec la situation en Ukraine²⁵⁰; cette interdiction s'applique aux créances détenues par:

- a.²⁵¹ des personnes morales, des entreprises ou des entités visées aux annexes de la présente ordonnance;
- a^{bis}.²⁵² des personnes morales, des entreprises ou des entités établies à l'extérieur de la Suisse et de l'EEE détenues, directement ou indirectement, à plus de 50 % par des personnes morales, des entreprises ou des entités visées aux annexes de la présente ordonnance;
- b. toute autre personne physique, entreprise ou entité russe;
- c. une personne physique, entreprise ou entité agissant au nom ou selon les instructions d'une personne physique, entreprise ou entité visée aux let. a et b.

²⁴⁹ RO 2014 2803, 4059; 2015 809, 1015, 2311, 3821; 2016 995, 3435, 3881; 2017 1681, 4037, 5065, 7657; 2018 1177, 2139, 2535, 3025, 3259, 5341; 2019 613, 1085, 1953, 3089; 2020 449, 1153, 3889, 4157; 2021 175, 568, 626; 2022 8, 138, 143, 144

²⁵⁰ RO 2014 877, 1003, 1213, 2479

²⁵¹ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 27 avr. 2022, en vigueur depuis le 27 avr. 2022 à 18 heures (RO 2022 260).

²⁵² Introduite par le ch. I de l'O du 27 avr. 2022, en vigueur depuis le 27 avr. 2022 à 18 heures (RO 2022 260).

Section 4a²⁵³**Autorisations exceptionnelles pour la cession d'actifs en Fédération de Russie**

Art. 30a Dérégations aux interdictions concernant l'importation, la vente, la livraison, le transit ou le transport de biens

¹ Le SECO peut, jusqu'au 30 juin 2024, autoriser des dérogations aux interdictions prévues aux art. 4, 5, 9, 9a, 9b, 10, 11, 11a et 14b concernant la vente, la livraison, le transit ou le transport des biens et technologies visés aux annexes 1, 3, 4, 5, 16, 18, 19 et 23 et des biens énumérés à l'annexe 2 OCB²⁵⁴ ainsi que la vente, la concession de licences ou tout autre transfert de droits de propriété intellectuelle ou de secrets d'affaires, de même que l'octroi de droits permettant de consulter ou de réutiliser tout matériel ou toute information protégés par des droits de propriété intellectuelle ou constituant des secrets d'affaires, en rapport avec les biens et technologies en question, pour autant que:²⁵⁵

- a. les activités susmentionnées soient strictement nécessaires à la cession d'actifs ou à la liquidation d'activités en Fédération de Russie;
- b. les biens et technologies soient la propriété:
 1. de ressortissants suisses,
 2. de ressortissants d'un État membre de l'EEE,
 3. d'une personne morale, d'une entité ou d'un organisme établi ou constitué selon le droit suisse ou le droit d'un État membre de l'EEE, ou
 4. d'une personne morale, d'une entité ou d'un organisme établi en Fédération de Russie et détenu, ou contrôlé exclusivement ou conjointement, par une personne morale, une entité ou un organisme établi ou constitué selon le droit suisse ou le droit d'un État membre de l'EEE, et que
- c. les biens et technologies concernés aient été physiquement situés en Fédération de Russie avant l'entrée en vigueur des interdictions prévues aux art. 4, 5, 9, 9a, 9b, 10, 11, 11a et 14b en ce qui concerne ces biens et technologies.

² Il rejette la demande d'autorisation visée à l'al. 1 s'il existe des motifs suffisants de penser que les biens pourraient être destinés à des utilisateurs finaux militaires ou affectés à une utilisation finale militaire en Fédération de Russie.

^{2bis} Il peut, jusqu'au 30 septembre 2024, autoriser des dérogations aux interdictions prévues à l'art. 11 concernant la vente, la livraison, le transit ou le transport des biens visés à l'annexe 5, pour autant que ces activités soient strictement nécessaires à la cession d'actifs d'une coentreprise:²⁵⁶

- a. qui exploite une infrastructure de gazoduc entre la Russie et des pays tiers;

²⁵³ Introduite par le ch. I de l'O du 29 mars 2023, en vigueur depuis le 29 mars 2023 à 20 heures (RO 2023 168).

²⁵⁴ RS 946.202.1

²⁵⁵ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

²⁵⁶ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

- b. qui a été établie ou constituée avant le 3 mars 2022 selon le droit suisse ou le droit d'un État membre de l'EEE, et
- c. qui associe une personne morale, une entité ou un organisme russe.²⁵⁷

³ Il peut autoriser des dérogations aux interdictions prévues aux art. 14a et 14c concernant l'importation, le transit et le transport des biens énumérés aux annexes 17 et 20 jusqu'au 30 juin 2024, pour autant que:²⁵⁸

- a. les activités susmentionnées soient strictement nécessaires à la cession d'actifs ou à la liquidation d'activités en Fédération de Russie;
- b. les biens soient la propriété:
 1. de ressortissants suisses,
 2. de ressortissants d'un État membre de l'EEE,
 3. d'une personne morale, d'une entité ou d'un organisme établi ou constitué selon le droit suisse ou le droit d'un État membre de l'EEE, ou
 4. d'une personne morale, d'une entité ou d'un organisme établi en Fédération de Russie et détenu, ou contrôlé exclusivement ou conjointement, par une personne morale, une entité ou un organisme établi ou constitué selon le droit suisse ou le droit d'un État membre de l'EEE, et que
- c. les biens concernés aient été physiquement situés en Fédération de Russie avant l'entrée en vigueur des interdictions prévues aux art. 14a et 14c en ce qui concerne ces biens.

Art. 30b²⁵⁹ Dérogations à l'interdiction liée aux transactions avec des sociétés d'État

Le SECO peut, après avoir consulté les services compétents du DFAE et du DFF, autoriser des dérogations à l'interdiction liée aux transactions avec des sociétés d'État prévue à l'art. 24a, al. 1, afin de permettre les transactions strictement nécessaires, d'ici au 31 décembre 2024, à la cession d'actifs ou au retrait d'une personne morale, d'une entité ou d'un organisme établi en Suisse ou dans un État membre de l'EEE par les entités visées à l'art. 24a, al. 1, ou leurs établissements en Suisse ou dans un État membre de l'EEE.

²⁵⁷ Introduit par le ch. I de l'O du 16 août 2023, en vigueur depuis le 16 août 2023 à 18 heures (RO 2023 452).

²⁵⁸ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

²⁵⁹ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

Art. 30c Dérogations aux interdictions concernant certains services et logiciels²⁶⁰

¹ Le SECO peut, après avoir consulté les services compétents du DFAE et du DFF, autoriser, jusqu'au 31 juillet 2024, des dérogations aux interdictions prévues à l'art. 28e, pour autant que:

- a. les services ou logiciels soient strictement nécessaires à la cession d'actifs ou à la liquidation d'activités en Fédération de Russie, et que
- b. les services ou logiciels soient fournis au bénéfice exclusif de personnes morales, entités ou organismes résultant de la cession.²⁶¹

² Il rejette la demande d'autorisation d'une dérogation visée à l'al. 1 s'il existe des motifs suffisants de penser que les services ou logiciels concernés pourraient être destinés directement ou indirectement au gouvernement de la Fédération de Russie ou à des utilisateurs finaux militaires, ou affectés à une utilisation finale militaire en Fédération de Russie.²⁶²

³ Il peut, après avoir consulté les services compétents du DFAE et du DFF, autoriser, jusqu'au 31 mars 2024, des dérogations à l'interdiction de fournir les services de conseil juridique visés à l'art. 28e, al. 1^{bis}, pour autant que ces services soient légalement requis pour l'achèvement d'une vente ou le transfert de droits de propriété détenus directement ou indirectement par des personnes morales, des entités ou des organismes établis en Russie dans une personne morale, une entité ou un organisme établi dans un État membre de l'EEE ou en Suisse.²⁶³

Section 4b²⁶⁴**Dérogations concernant les biens et services liés au Caspian Pipeline Consortium****Art. 30d**

¹ Le SECO peut, après avoir consulté les services compétents du DFAE et du DFF, autoriser des dérogations aux interdictions prévues aux art. 4, 5, 9a et 11a concernant la vente, la livraison, l'exportation, le transit par la Suisse ou le transit par la Fédération de Russie des biens et des services connexes visés dans les articles précités servant à l'exploitation et à l'entretien essentiel de l'oléoduc du Caspian Pipeline Consortium (oléoduc du CPC) et des infrastructures connexes nécessaires au transport des

²⁶⁰ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

²⁶¹ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

²⁶² Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

²⁶³ Introduit par le ch. I de l'O du 16 août 2023, en vigueur depuis le 16 août 2023 à 18 heures (RO 2023 452).

²⁶⁴ Introduite par le ch. I de l'O du 16 août 2023, en vigueur depuis le 16 août 2023 à 18 heures (RO 2023 452).

marchandises relevant de la position tarifaire 2709 00 originaires du Kazakhstan et dont la Russie n'est que le lieu de chargement, de départ ou de transit, pour autant:

- a. que la vente, la livraison, l'exportation, le transit par la Suisse ou le transit par la Fédération de Russie et les services connexes aux fins de l'exploitation, de l'entretien essentiel, de la réparation ou du remplacement d'éléments de l'oléoduc du CPC et des infrastructures connexes soient nécessaires;
- b. que les type de biens et services demandés aient déjà été exportés ou fournis précédemment depuis un État membre de l'EEE, un pays partenaire, la Suisse vers la Fédération de Russie aux fins de l'exploitation, de l'entretien essentiel, de la réparation ou du remplacement d'éléments de l'oléoduc du CPC et des infrastructures connexes;
- c. que les volumes demandés soient proportionnés à ceux utilisés aux fins de l'exploitation, de l'entretien essentiel, de la réparation ou du remplacement d'éléments de l'oléoduc du CPC et des infrastructures connexes, et
- d. que ces biens soient fournis par une personne physique ou morale soumise au droit suisse aux fins exclusivement de l'exploitation, de l'entretien essentiel, de la réparation ou du remplacement d'éléments de l'oléoduc du CPC et des infrastructures connexes.

² Il peut, après avoir consulté les services compétents du DFAE et du DFF, autoriser des dérogations aux interdictions visées à l'art. 28e, al. 1, concernant les services de comptabilité et de contrôle des comptes, à l'art. 28e, al. 1^{bis}, concernant les services d'ingénierie et de conseil juridique et à l'art. 28e, al. 1^{ter}, concernant les services d'analyses techniques physiques et chimiques, pour autant que ces services soient nécessaires à l'exploitation et à l'entretien essentiel, à la réparation ou au remplacement d'éléments de l'oléoduc du CPC et des infrastructures connexes.

Section 4c²⁶⁵

Dérogations aux interdictions pour des raisons de sécurité maritime

Art. 30e

Les interdictions prévues par la présente ordonnance ne s'appliquent pas à la fourniture des services de pilotage qui sont nécessaires pour des raisons de sécurité maritime.

²⁶⁵ Introduite par le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

Section 5 Exécution et dispositions pénales

Art. 31 Contrôle et exécution

¹ Le SECO surveille l'exécution des art. 2a, 4 à 6, 9 à 28f et 29c à 30d.²⁶⁶

^{1bis} L'Office fédéral de l'agriculture surveille l'exécution de l'art. 14c, al. 3.²⁶⁷

² Le SEM surveille l'exécution de l'interdiction d'entrée et de transit prévue à l'art. 29.

^{2bis} L'OFAC surveille l'exécution de l'art. 29a.²⁶⁸

^{2ter} L'Office fédéral de la communication surveille l'exécution de l'art. 29b.²⁶⁹

³ Le contrôle à la frontière incombe à l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières.

⁴ Sur instruction du SECO, les autorités compétentes prennent les mesures nécessaires au gel des ressources économiques, par exemple en procédant à la mention d'un blocage dans le registre foncier ou à la saisie ou à la mise sous scellé de biens de luxe.²⁷⁰

Art. 31a²⁷¹ Placement de biens sous un régime douanier

¹ Les biens se trouvant physiquement en Suisse et qui ont été présentés en douane conformément à l'art. 24 de la loi du 18 mars 2005 sur les douanes (LD)²⁷² avant la date d'applicabilité d'une interdiction d'importation peuvent être placés par l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières (OFDF) sous l'un des régimes douaniers visés aux art. 47 et 48 LD.

² Toutes les étapes de la procédure nécessaires au placement des biens visés à l'al. 1 sous un régime douanier sont autorisées.

³ L'OFDF rejette le placement des biens sous un régime douanier s'il existe des motifs suffisants de penser qu'il s'agit de contourner les sanctions et il refuse la réexportation des biens vers la Fédération de Russie.

⁴ Les al. 1 à 3 s'appliquent également aux biens se trouvant physiquement en Suisse et présentés en douane avant le 29 mars 2023 qui ont été retenus en application de la présente ordonnance.

²⁶⁶ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 16 août 2023, en vigueur depuis le 16 août 2023 à 18 heures (RO 2023 452).

²⁶⁷ Introduit par le ch. I de l'O du 27 avr. 2022, en vigueur depuis le 29 juil. 2022 (RO 2022 260).

²⁶⁸ Introduit par le ch. I de l'O du 27 avr. 2022, en vigueur depuis le 27 avr. 2022 à 18 heures (RO 2022 260).

²⁶⁹ Introduit par le ch. I de l'O du 29 juin 2022, en vigueur depuis le 29 juin 2022 à 18 heures (RO 2022 381).

²⁷⁰ Introduit par le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

²⁷¹ Introduit par le ch. I de l'O du 29 mars 2023, en vigueur depuis le 29 mars 2023 à 20 heures (RO 2023 168).

²⁷² RS 631.0

Art. 32 Dispositions pénales

¹ Quiconque enfreint les art. 2a, 4 à 6, 9 à 15, 17 à 20 ou 22 à 30 est puni conformément à l'art. 9 LEmb.²⁷³

² Quiconque enfreint les dispositions des art. 16 ou 21 est puni conformément à l'art. 10 LEmb.

³ Le SECO poursuit et juge les infractions au sens des art. 9 et 10 LEmb; il peut ordonner des saisies ou des confiscations.

Section 6 Publication et dispositions finales**Art. 33**²⁷⁴ Publication

Le contenu des annexes 1, 2, 8 à 15, 23 et 25 est publié dans le Recueil officiel et le Recueil systématique du droit fédéral uniquement sous la forme d'un renvoi.

Art. 34 Abrogation d'un autre acte

L'ordonnance du 27 août 2014 instituant des mesures en lien avec la situation en Ukraine²⁷⁵ est abrogée.

Art. 35 Dispositions transitoires

¹ Les art. 3, 4 et 7, lorsqu'ils sont appliqués en lien avec les zones des oblasts ukrainiens de Donetsk et Louhansk non contrôlées par le gouvernement ukrainien, ne s'appliquent pas aux opérations régies par un contrat antérieur au 28 février 2022, 18 heures.

² L'art. 18, al. 1 et 4, ne s'applique pas aux opérations régies par un contrat antérieur au 28 février 2022, 18 heures.

³ L'art. 19 ne s'applique pas aux opérations régies par un contrat antérieur au 28 février 2022, 18 heures.

⁴ En dérogation aux interdictions visées aux art. 4, al. 1 et 2, et 5, al. 1 et 2, le SECO autorise, jusqu'au 8 mai 2022, les demandes d'activités destinées à des fins civiles et à des destinataires finaux civils et fondées sur des contrats conclus avant le 5 mars 2022. Les destinataires finaux visés à l'annexe 2 sont couverts par cette disposition, pour autant que les activités demandées soient de nature strictement civile.

⁵ à 7 ...²⁷⁶

²⁷³ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 16 août 2023, en vigueur depuis le 16 août 2023 à 18 heures (RO 2023 452).

²⁷⁴ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 23 nov. 2022, en vigueur depuis le 23 nov. 2022 à 18 heures (RO 2022 708).

²⁷⁵ [RO 2014 2803, 4059; 2015 809, 1015, 2311, 3821; 2016 995, 3435, 3881; 2017 1681, 4037, 5065, 7657; 2018 1177, 2139, 2535, 3025, 3259, 5341; 2019 613, 1085, 1953, 3089; 2020 449, 1153, 3889, 4157; 2021 175, 568, 626; 2022 8, 138, 143, 144]

²⁷⁶ Introduits par le ch. I de l'O du 25 mars 2022 (RO 2022 198). Abrogés par le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, avec effet au 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

⁸ L'art. 14a, al. 1 et 2²⁷⁷, ne s'applique pas aux opérations régies par un contrat antérieur au 26 mars 2022 et exécutées jusqu'au 17 juin 2022.²⁷⁸

⁹ L'art. 10 ne s'applique pas aux opérations régies par un contrat antérieur au 5 mars 2022 et exécutées jusqu'au 3 juin 2022.²⁷⁹

¹⁰ L'art. 11a ne s'applique pas aux opérations portant sur:

- a. les biens visés à l'annexe 23, ch. 2, régies par un contrat antérieur au 1^{er} février 2024 et exécutées jusqu'au 3 mai 2024;
- b. les biens visés à l'annexe 23, ch. 3, régies par un contrat antérieur au 1^{er} février 2024 et exécutées jusqu'au 1^{er} juin 2024.²⁸⁰

¹¹ ...²⁸¹

¹² et ¹³ ...²⁸²

¹⁴ L'art. 28c ne s'applique pas aux opérations régies par un contrat antérieur au 28 avril 2022 et exécutées jusqu'au 29 octobre 2022.²⁸³

¹⁵ L'art. 12a, al. 1 et 2, ne s'applique pas:

- a. aux opérations en vue de l'achat, de l'importation, du transit ou du transport de biens de la position tarifaire 2709 00 régies par un contrat antérieur au 30 juin 2022 et exécutées jusqu'au 5 décembre 2022, ni aux opérations ponctuelles de livraison à court terme de nature similaire exécutées jusqu'au 5 décembre 2022, pour autant que les contrats existants aient été notifiés au SECO au plus tard le 21 juillet 2022 et les opérations ponctuelles de livraison à court terme, dans les dix jours suivant leur exécution;
- b. aux opérations en vue de l'achat, de l'importation, du transit ou du transport de biens de la position tarifaire 2710 régies par un contrat antérieur au 30 juin 2022 et exécutées jusqu'au 5 février 2023, ni aux opérations ponctuelles de livraison à court terme de nature similaire exécutées jusqu'au 5 février 2023, pour autant que les contrats existants aient été notifiés au SECO au plus tard le 21 juillet 2022 et les opérations ponctuelles de livraison à court terme, dans les dix jours suivant leur exécution.²⁸⁴

²⁷⁷ Actuellement: art. 14a, al. 1 et 3.

²⁷⁸ Introduit par le ch. I de l'O du 25 mars 2022, en vigueur depuis le 25 mars 2022 à 23 heures (RO 2022 198).

²⁷⁹ Introduit par le ch. I de l'O du 27 avr. 2022, en vigueur depuis le 27 avr. 2022 à 18 heures (RO 2022 260).

²⁸⁰ Introduit par le ch. I de l'O du 27 avr. 2022 (RO 2022 260). Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

²⁸¹ Introduit par le ch. I de l'O du 27 avr. 2022 (RO 2022 260). Abrogé par le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, avec effet au 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

²⁸² Introduits par le ch. I de l'O du 27 avr. 2022 (RO 2022 260). Abrogés par le ch. I de l'O du 16 août 2023, avec effet au 16 août 2023 à 18 heures (RO 2023 452).

²⁸³ Introduit par le ch. I de l'O du 27 avr. 2022, en vigueur depuis le 27 avr. 2022 à 18 heures (RO 2022 260).

²⁸⁴ Introduit par le ch. I de l'O du 27 avr. (RO 2022 260). Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 29 juin 2022, en vigueur depuis le 29 juin 2022 à 18 heures (RO 2022 381).

¹⁶ L'art. 12*b*, al. 1, ne s'applique pas aux opérations régies par un contrat antérieur au 30 juin 2022 et exécutées jusqu'au 5 décembre 2022.²⁸⁵

¹⁷ L'art. 24*a*, al. 1, ne s'applique pas:

- a. à la réception de paiements dus par les banques, les entreprises ou les entités visées à l'art. 24*a*, al. 1, en application de contrats exécutés avant le 15 mai 2022;
- b.²⁸⁶ aux transactions, y compris les ventes, qui sont nécessaires à la liquidation d'ici au 31 décembre 2024 d'une coentreprise ou d'une forme juridique similaire associant une banque, une entreprise ou une entité visée à l'art. 24*a*, al. 1, fondée avant le 26 mars 2022.²⁸⁷

¹⁸ L'art. 28*d*, al. 1, ne s'applique pas aux transactions nécessaires pour mettre fin, d'ici au 31 juillet 2022, aux contrats conclus avant le 28 avril 2022 qui ne sont pas conformes aux dispositions dudit article.²⁸⁸

¹⁹ ...²⁸⁹

²⁰ ...²⁹⁰

^{20bis} ...²⁹¹

²¹ à ²³ ...²⁹²

²⁴ L'art. 12*b*, al. 2, ne s'applique pas:

- a. aux opérations régies par un contrat antérieur au 30 juin 2022 et exécutées jusqu'au 5 décembre 2022 en vue de la fourniture de services de toutes sortes en rapport avec du pétrole brut de la position tarifaire 2709 00;
- b. aux opérations régies par un contrat antérieur au 30 juin 2022 et exécutées jusqu'au 5 février 2023 en vue de la fourniture de services de toutes sortes en rapport avec des produits pétroliers de la position tarifaire 2710;
- c. au paiement d'indemnités d'assurance après le 5 décembre 2022 pour du pétrole brut de la position tarifaire 2709 00 sur la base d'un contrat d'assurance conclu avant le 30 juin 2022 et pour autant que la couverture d'assurance ait cessé à la date du paiement;

²⁸⁵ Introduit par le ch. I de l'O du 29 juin 2022, en vigueur depuis le 29 juin 2022 à 18 heures (RO 2022 381).

²⁸⁶ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

²⁸⁷ Introduit par le ch. I de l'O du 29 juin 2022, en vigueur depuis le 29 juin 2022 à 18 heures (RO 2022 381).

²⁸⁸ Introduit par le ch. I de l'O du 29 juin 2022, en vigueur depuis le 29 juin 2022 à 18 heures (RO 2022 381).

²⁸⁹ Introduit par le ch. I de l'O du 29 juin 2022 (RO 2022 381). Abrogé par le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, avec effet au 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

²⁹⁰ Introduit par le ch. I de l'O du 23 nov. 2022 (RO 2022 708). Abrogé par le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, avec effet au 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

²⁹¹ Introduit par le ch. I de l'O du 25 janv. 2023 (RO 2023 31). Abrogé par le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, avec effet au 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

²⁹² Introduits par le ch. I de l'O du 23 nov. 2022 (RO 2022 708). Abrogés par le ch. I de l'O du 16 août 2023, avec effet au 16 août 2023 à 18 heures (RO 2023 452).

- d. au paiement d'indemnités d'assurance après le 5 février 2023 pour des produits pétroliers de la position tarifaire 2710 sur la base d'un contrat d'assurance conclu avant le 30 juin 2022 et pour autant que la couverture d'assurance ait cessé à la date du paiement.²⁹³

²⁵ L'art. 12*b*, al. 1 et 2, ne s'applique pas:

- a. au transport de pétrole brut de la position tarifaire 2709 00 effectué jusqu'au 5 décembre 2022;
- b. au transport de produits pétroliers de la position tarifaire 2710 effectué jusqu'au 5 février 2023;
- c.²⁹⁴ au transport de pétrole brut ou de produits pétroliers effectué dans les 90 jours suivant une modification de l'annexe 28 ni à la fourniture d'une assistance technique, de services de courtage ou de services financiers ou à l'octroi de moyens financiers en lien avec ce transport, pour autant que:
 1. les activités visées soient fondées sur un contrat conclu avant la modification de l'annexe 28, et que
 2. le prix d'achat à la date de la conclusion du contrat n'ait pas excédé le prix-plafond fixé à l'annexe 28;
- d.²⁹⁵ au transport de pétrole brut de la position tarifaire 2709 00 originaire ou provenant de la Fédération de Russie qui a été chargé à bord d'un navire au port de chargement avant le 16 décembre 2022 et déchargé au port de destination finale avant le 19 janvier 2023 et dont le prix d'achat excède le prix-plafond fixé à l'annexe 28;
- e.²⁹⁶ au commerce, au courtage et au transport de produits pétroliers de la position tarifaire 2710 originaires ou provenant de la Fédération de Russie qui ont été chargés à bord d'un navire au port de chargement avant le 15 février 2023 et déchargés au port de destination finale avant le 11 avril 2023 et dont le prix d'achat excède le prix-plafond fixé à l'annexe 28.²⁹⁷

²⁶ L'art. 24*a*, al. 1, ne s'applique pas:

- a. à la réception de paiements dus par l'entité visée à l'annexe 15 sous le numéro SSID 175-57347, sur la base d'un contrat exécuté jusqu'au 4 février 2023;
- b.²⁹⁸ ...

²⁹³ Introduit par le ch. I de l'O du 23 nov. 2022, en vigueur depuis le 23 nov. 2022 à 18 heures (RO 2022 708).

²⁹⁴ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 16 déc. 2022, en vigueur depuis le 16 déc. 2022 à 18 heures (RO 2022 824).

²⁹⁵ Introduite par le ch. I de l'O du 16 déc. 2022 (RO 2022 824). Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 25 janv. 2023, en vigueur depuis le 25 janv. 2023 à 18 heures (RO 2023 31).

²⁹⁶ Introduite par le ch. I de l'O du 15 fév. 2023, en vigueur depuis le 15 fév. 2023 à 18 heures (RO 2023 71).

²⁹⁷ Introduit par le ch. I de l'O du 23 nov. 2022, en vigueur depuis le 23 nov. 2022 à 18 heures (RO 2022 708).

²⁹⁸ Abrogée par le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, avec effet au 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

c.²⁹⁹ à la réception de paiements dus par l'entité visée à l'annexe 15 sous le numéro SSID 175-59958, sur la base d'un contrat exécuté jusqu'au 26 avril 2023;

d.³⁰⁰ ...³⁰¹

27 ...³⁰²

28 L'art. 28e, al. 1^{quater}, ne s'applique pas aux opérations nécessaires pour mettre fin, au plus tard le 3 mai 2024, aux contrats conclus avant le 1^{er} février 2024 qui ne sont pas conformes aux dispositions dudit article.³⁰³

29 ...³⁰⁴

30 L'art. 14c ne s'applique pas aux opérations portant sur:

- a. les biens des positions tarifaires 7205, 7408, 7604, 7605, 7607 et 7608, régies par un contrat antérieur au 1^{er} février 2024 et exécutées jusqu'au 3 mai 2024;
- b. les biens des positions tarifaires 2711 12, 2711 13, 2711 14, 2711 19 et 7202, régies par un contrat antérieur au 1^{er} février 2024 et exécutées jusqu'au 20 décembre 2024.³⁰⁵

Art. 36 Entrée en vigueur

La présente ordonnance entre en vigueur le 4 mars 2022 à 18 heures.

299 Introduite par le ch. I de l'O du 25 janv. 2023, en vigueur depuis le 25 janv. 2023 à 18 heures (RO **2023** 31).

300 Introduite par le ch. I de l'O du 25 janv. 2023 (RO **2023** 31). Abrogée par le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, avec effet au 1^{er} fév. 2024 (RO **2024** 51).

301 Introduit par le ch. I de l'O du 23 nov. 2022, en vigueur depuis le 23 nov. 2022 à 18 heures (RO **2022** 708).

302 Introduit par le ch. I de l'O du 23 nov. 2022 (RO **2022** 708). Abrogé par le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, avec effet au 1^{er} fév. 2024 (RO **2024** 51).

303 Introduit par le ch. I de l'O du 25 janv. 2023 (RO **2023** 31). Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO **2024** 51).

304 Entre en vigueur le 20 mars 2024 (RO **2024** 51).

305 Introduit par le ch. I de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO **2024** 51).

*Annexe 1*³⁰⁶
(art. 5, al. 1 et 2)

Biens destinés à un renforcement militaire et technologique ou au développement du secteur de la défense et de la sécurité³⁰⁷

³⁰⁶ Mise à jour par le ch. II al. 1 des O du 25 mars 2022 (RO **2022** 198), du 27 avr. 2022 (RO **2022** 260), le ch. I al. 1 des O du DEFR du 10 juin 2022 (RO **2022** 347), du 28 juil. 2022 (RO **2022** 432), le ch. II al. 1 des O du 23 nov. 2022 (RO **2022** 708), du 25 janv. 2023 (RO **2023** 31), du 29 mars 2023 (RO **2023** 168), du 16 août 2023 (RO **2023** 452) et du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO **2024** 51).

³⁰⁷ Le contenu de la présente annexe est publié dans le RO et le RS uniquement sous forme de renvoi. Il peut être consulté à l'adresse suivante: <https://fedlex.data.admin.ch/eli/oc/2024/51> > Informations générales > Étendue de la publication > Publication d'une partie d'un texte sous la forme d'un renvoi.

*Annexe 2*³⁰⁸
(art. 6, al. 3, let. a, et 35, al. 4)

Destinataire final selon les art. 6, al. 3, let. a, et 35, al. 4³⁰⁹

³⁰⁸ Mise à jour par le ch. II al. 1 de l'O du 25 mars 2022 (RO 2022 198), le ch. I al. 1 des O du DEFR du 10 juin 2022 (RO 2022 347), du 28 juil. 2022 (RO 2022 432), le ch. II al. 1 des O du 29 mars 2023 (RO 2023 168), du 16 août 2023 (RO 2023 452) et du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

³⁰⁹ Le contenu de la présente annexe est publié dans le RO et le RS uniquement sous forme de renvoi. Il peut être consulté à l'adresse suivante: <https://fedlex.data.admin.ch/eli/oc/2024/51> > Informations générales > Étendue de la publication > Publication d'une partie d'un texte sous la forme d'un renvoi.

*Annexe 3*³¹⁰
(art. 9, al. 1 à 3, 6^{bis} à 6^{quinquies}, et 14^f, al. 1³¹¹)

Biens destinés à l'industrie aéronautique et spatiale

1. Biens inclus dans l'annexe avant le 23 novembre 2022

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|---------------------------------|
| 88 | Navigation aérienne ou spatiale |

2. Biens inclus dans l'annexe entre le 23 novembre 2022 et le 25 janvier 2023

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|--|
| ex 2710 19 94 | Huiles hydrauliques destinées aux véhicules relevant du chapitre 88 |
| 2710 19 99 | Autres huiles lubrifiantes et autres huiles destinées à l'aviation |
| 4011 30 00 | Pneumatiques neufs, en caoutchouc, des types utilisés pour véhicules aériens |
| ex 6813 20 00 | Disques et plaquettes de frein destinés aux véhicules aériens |
| 6813 81 00 | Garnitures de freins |
| 8517 71 00 | Antennes et réflecteurs d'antennes de tous types; parties reconnaissables comme étant utilisées conjointement avec ces articles |
| 8517 79 00 | Autres parties liées aux antennes |
| 9024 10 00 | Machines et appareils d'essais de dureté, de traction, de compression, d'élasticité ou d'autres propriétés mécaniques des matériaux: Machines et appareils d'essais des métaux |
| 9026 | Instruments et appareils pour la mesure ou le contrôle du débit, du niveau, de la pression ou d'autres caractéristiques variables des liquides ou des gaz (débitmètres, indicateurs de niveau, manomètres, compteurs de chaleur, par exemple), à l'exclusion des instruments et appareils des n ^{os} 9014, 9015, 9028 ou 9032 |

³¹⁰ Nouvelle teneur selon le ch. II al. 2 de l'O du 25 janv. 2023 (RO 2023 31). Mise à jour par le ch. II al. 2 de l'O du 29 mars 2023 (RO 2023 168) et le ch. II al. 3 de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

³¹¹ En vigueur depuis le 20 mars 2024.

3. Biens inclus dans l'annexe entre le 25 janvier 2023 et le 29 mars 2023

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|--|
| 8407 10 | Moteurs à piston alternatif ou rotatif, à allumage par étincelles (moteurs à explosion), pour l'aviation |
| 8409 10 | Parties reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinées aux moteurs à piston pour l'aviation |

4. Biens inclus dans l'annexe après le 29 mars 2023

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|--|
| 841111 | Turboréacteurs, d'une poussée n'excédant pas 25 kN |
| 841112 | Turboréacteurs, d'une poussée supérieure à 25 kN |
| 841121 | Turbopropulseurs, d'une puissance n'excédant pas 1100 kW |
| 841122 | Turbopropulseurs, d'une puissance supérieure à 1100 kW |
| 841191 | Pièces pour turboréacteurs ou turbopropulseurs |

*Annexe 4*³¹²
(art. 10, al. 1 et 4)

Biens destinés au raffinage de pétrole et à la liquéfaction du gaz naturel

| | N° du tarif | Désignation |
|----|---------------------------------|---|
| ex | 8414.1090 | Pompes cryogéniques dans le traitement du GNL |
| ex | 8418 69 | Unités de traitement pour le refroidissement des gaz dans le traitement du GNL |
| ex | 8419 40 | Unités de distillation atmosphérique-sous vide de pétrole brut (CDU) |
| ex | 8419 40 | Unités de traitement pour la séparation et le fractionnement des hydrocarbures dans le traitement du GNL |
| ex | 8419 50 | Boîtes froides dans le traitement du GNL |
| ex | 8419 50 | Échangeurs cryogéniques dans le traitement du GNL |
| ex | 8419 60 | Unités de traitement pour la liquéfaction du gaz naturel |
| ex | 8419 60, 8419 89, 8421 39 | Technologies de récupération et de purification de l'hydrogène |
| ex | 8419 60, 8419 89, 8421 39 | Technologies de traitement des gaz de raffinerie et de récupération du soufre (y compris les unités d'épuration des amines, les unités de récupération du soufre, les unités de traitement des gaz résiduaux) |
| ex | 8419 89 | Appareils et dispositifs de refroidissement par retour d'eau, dans lesquels l'échange thermique ne s'effectue pas à travers une paroi, conçus pour être utilisés avec les technologies énumérées dans la présente annexe. |
| ex | 8419 89 | Unités d'alkylation et d'isomérisation |
| ex | 8419 89 | Unités de production d'hydrocarbures aromatiques |
| ex | 8419 89 | Unités de reformage/craquage catalytique |
| ex | 8419 89 | Unités de cokéfaction retardée |
| ex | 8419 89 | Unités de flexicokéfaction |
| ex | 8419 89 | Réacteurs d'hydrocraquage |
| ex | 8419 89 | Cuves de réacteur d'hydrocraquage |
| ex | 8419 89 | Technologies de production d'hydrogène |

³¹² Nouvelle teneur selon le ch. I al. 2 de l'O du DEFR du 28 juil. 2022, en vigueur depuis le 29 juil. 2022 à 18 heures (RO 2022 432).

| N° du tarif | Désignation |
|-------------|---|
| ex 8419 89 | Technologies/unités d'hydrotraitement |
| ex 8419 89 | Unités d'isomérisation du naphta |
| ex 8419 89 | Unités de polymérisation |
| ex 8419 89 | Unités de production de soufre |
| ex 8419 89 | Unités d'alkylation et de régénération de l'acide sulfurique |
| ex 8419 89 | Unités de craquage thermique |
| ex 8419 89 | Unités de transalkylation [toluène et hydrocarbures aromatiques lourds] |
| ex 8419 89 | Unités de viscoréduction |
| ex 8419 89 | Unités d'hydrocraquage de gazole sous vide |
| ex 8479 89 | Unités de désasphaltage au solvant |

Annexe 5³¹³
(art. 11, al. 1)

Biens destinés au secteur de l'énergie

| Code NC | Désignation de la marchandise |
|------------|---|
| 7304 11 00 | Tubes et tuyaux des types utilisés pour oléoducs ou gazoducs, sans soudure, en aciers inoxydables |
| 7304 11 00 | Tubes et tuyaux des types utilisés pour oléoducs ou gazoducs, sans soudure, en fer ou en acier, d'un diamètre extérieur n'excédant pas 168,3 mm (à l'exclusion des produits en aciers inoxydables ou en fonte) |
| 7304 11 00 | Tubes et tuyaux des types utilisés pour oléoducs ou gazoducs, sans soudure, en fer ou en acier, d'un diamètre extérieur excédant 168,3 mm mais n'excédant pas 406,4 mm (à l'exclusion des produits en aciers inoxydables ou en fonte) |
| 7304 11 00 | Tubes et tuyaux des types utilisés pour oléoducs ou gazoducs, sans soudure, en fer ou en acier, d'un diamètre extérieur excédant 406,4 mm (à l'exclusion des produits en aciers inoxydables ou en fonte) |
| 7304 22 00 | Tiges de forage, sans soudure, en aciers inoxydables, des types utilisés pour l'extraction du pétrole ou du gaz |
| 7304 23 00 | Tiges de forage, sans soudure, des types utilisés pour l'extraction du pétrole ou du gaz, en fer ou en acier (à l'exclusion des produits en aciers inoxydables ou en fonte) |
| 7304 29 00 | Tubes et tuyaux de cuvelage, des types utilisés pour l'extraction du pétrole ou du gaz, sans soudures, en fer ou en acier, d'un diamètre extérieur n'excédant pas 168,3 mm (à l'exclusion des produits en fonte) |
| 7304 29 00 | Tubes et tuyaux de cuvelage, des types utilisés pour l'extraction du pétrole ou du gaz, sans soudures, en fer ou en acier, d'un diamètre extérieur excédant 168,3 mm mais n'excédant pas 406,4 mm (à l'exclusion des produits en fonte) |
| 7304 29 00 | Tubes et tuyaux de cuvelage, des types utilisés pour l'extraction du pétrole ou du gaz, sans soudures, en fer ou en acier, d'un diamètre extérieur excédant 406,4 mm (à l'exclusion des produits en fonte) |

³¹³ Mise à jour par le ch. II al. 1 de l'O du 25 mars 2022, en vigueur depuis le 25 mars 2022 à 23 heures (RO 2022 198).

| Code NC | Désignation de la marchandise |
|------------|---|
| 7305 11 00 | Tubes et tuyaux des types utilisés pour oléoducs ou gazoducs, de section circulaire, d'un diamètre extérieur excédant 406,4 mm, en fer ou en acier, soudés longitudinalement à l'arc immergé |
| 7305 12 00 | Tubes et tuyaux des types utilisés pour oléoducs ou gazoducs, de section circulaire, d'un diamètre extérieur excédant 406,4 mm, en fer ou en acier, soudés longitudinalement (à l'exclusion des produits soudés longitudinalement à l'arc immergé) |
| 7305 19 00 | Tubes et tuyaux des types utilisés pour oléoducs ou gazoducs, de section circulaire, d'un diamètre extérieur excédant 406,4 mm, obtenus à partir de produits laminés plats en fer ou en acier (à l'exclusion des produits soudés longitudinalement) |
| 7305 20 00 | Tubes et tuyaux de cuvelage des types utilisés pour l'extraction du pétrole ou du gaz, de section circulaire et d'un diamètre extérieur excédant 406,4 mm, obtenus à partir de produits laminés plats en fer ou en acier |
| 7306 11 00 | Tubes et tuyaux des types utilisés pour oléoducs ou gazoducs, soudés, obtenus à partir de produits laminés plats en aciers inoxydables, d'un diamètre extérieur n'excédant pas 406,4 mm |
| 7306 19 00 | Tubes et tuyaux des types utilisés pour oléoducs ou gazoducs, soudés, obtenus à partir de produits laminés plats en fer ou en acier, d'un diamètre extérieur n'excédant pas 406,4 mm (à l'exclusion des produits en aciers inoxydables ou en fonte) |
| 7306 21 00 | Tubes et tuyaux de cuvelage, des types utilisés pour l'extraction du pétrole ou du gaz, soudés, obtenus à partir de produits laminés plats en aciers inoxydables, d'un diamètre extérieur n'excédant pas 406,4 mm |
| 7306 29 00 | Tubes et tuyaux de cuvelage, des types utilisés pour l'extraction du pétrole ou du gaz, soudés, obtenus à partir de produits laminés plats en fer ou en acier, d'un diamètre extérieur n'excédant pas 406,4 mm (à l'exclusion des produits en aciers inoxydables ou en fonte) |
| 8207 13 00 | Outils de forage ou de sondage, interchangeables, avec partie travaillante en carbures métalliques frittés ou en cermets |
| 8207 19 00 | Outils de forage ou de sondage, interchangeables, avec partie travaillante en diamant ou en agglomérés de diamant |
| ex 8413 50 | Pompes volumétriques alternatives pour liquides, à moteur, d'un débit maximal supérieur à 18 m ³ /heure et d'une pression de sortie maximale supérieure à 40 bars, spécialement conçues pour pomper les boues de forage et/ou le ciment dans les puits de pétrole |

| Code NC | Désignation de la marchandise |
|------------|--|
| ex 8413 60 | Pompes volumétriques rotatives pour liquides, à moteur, d'un débit maximal supérieur à 18 m ³ /heure et d'une pression de sortie maximale supérieure à 40 bars, spécialement conçues pour pomper les boues de forage et/ou le ciment dans les puits de pétrole |
| ex 8413 82 | Élévateurs à liquides (sauf pompes) |
| ex 8413 92 | Parties d'élévateurs à liquides, N.D.A. |
| 8430 49 00 | Machines de sondage ou de forage de la terre, ou d'extraction des minéraux ou des minerais, non autopropulsées et non hydrauliques (à l'exclusion des machines à creuser des tunnels et outillage pour emploi à la main) |
| 8431 39 00 | Parties reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinées aux machines ou appareils du n° 8428 utilisés dans les champs de pétrole |
| 8431 43 00 | Parties reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinées aux machines ou appareils des nos 8430 41 ou 8430 49 utilisés dans les champs de pétrole |
| ex 8431 49 | Parties reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinées aux machines ou appareils des nos 8426, 8429 et 8430 utilisés dans les champs de pétrole |
| ex 8705 20 | Derricks automobiles pour le sondage ou le forage |
| 8905 20 00 | Plates-formes de forage ou d'exploitation, flottantes ou submersibles |
| 8905 90 00 | Bateaux-phares, bateaux-pompes, pontons-grues et autres bateaux pour lesquels la navigation n'est qu'accessoire par rapport à la fonction, pour la navigation maritime (sauf bateaux-dragueurs, plates-formes de forage ou d'exploitation, flottantes ou submersibles, bateaux de pêche et navires de guerre). |

*Annexe 6*³¹⁴
(art. 13, al. 1, 14, al. 1 et 2, et 25, al. 1 à 4)

Territoires désignés

Crimée

Sébastopol

Zones de l'oblast ukrainien de Donetsk non contrôlées par le gouvernement ukrainien

Zones de l'oblast ukrainien de Louhansk non contrôlées par le gouvernement ukrainien

Zones de l'oblast ukrainien de Kherson non contrôlées par le gouvernement ukrainien

Zones de l'oblast ukrainien de Zaporijia non contrôlées par le gouvernement ukrainien

³¹⁴ Nouvelle teneur selon le ch. I al. 2 de l'O du DEFR du 11 oct. 2022, en vigueur depuis le 12 oct. 2022 à 18 heures (RO 2022 578).

Annexe 7³¹⁵
(art. 14, al. 1 et 2)

Biens interdits

| Chapitre/Code NC | Désignation de la marchandise |
|------------------|--|
| Chapitre 25 | Sel; soufre; terres et pierres; plâtres, chaux et ciments |
| Chapitre 26 | Minerais, scories et cendres |
| Chapitre 27 | Combustibles minéraux, huiles minérales et produits de leur distillation; matières bitumineuses; cires minérales |
| Chapitre 28 | Produits chimiques inorganiques; composés inorganiques ou organiques de métaux précieux, d'éléments radioactifs, de métaux des terres rares ou d'isotopes |
| Chapitre 29 | Produits chimiques organiques |
| 3824 | Liants préparés pour moules ou noyaux de fonderie; produits chimiques et préparations des industries chimiques ou des industries connexes (y compris celles consistant en mélanges de produits naturels), non dénommés ni compris ailleurs |
| 3826 | Biodiesel et ses mélanges, ne contenant pas d'huile de pétrole ni de minéraux bitumineux ou en contenant moins de 70 % en poids |
| Chapitre 72 | Fonte, fer et acier |
| Chapitre 73 | Ouvrages en fonte, fer ou acier |
| Chapitre 74 | Cuivre et ouvrages en cuivre |
| Chapitre 75 | Nickel et ouvrages en nickel |
| Chapitre 76 | Aluminium et ouvrages en aluminium |
| Chapitre 78 | Plomb et ouvrages en plomb |
| Chapitre 79 | Zinc et ouvrages en zinc |
| Chapitre 80 | Étain et ouvrages en étain |
| Chapitre 81 | Autres métaux communs; cermets; ouvrages en ces matières |
| 8207 13 00 | Outils de forage ou de sondage, interchangeables, avec partie travaillante en carbures métalliques frittés ou en cermets |

³¹⁵ Nouvelle teneur selon le ch. I al. 2 de l'O du DEFR du 7 déc. 2022, en vigueur depuis le 8 déc. 2022 à 18 heures (RO 2022 780).

| Chapitre/Code NC | Désignation de la marchandise |
|------------------|---|
| 8207 19 00 | Outils de forage ou de sondage, interchangeables, avec partie travaillante en diamant ou en agglomérés de diamant |
| 8401 | Réacteurs nucléaires; éléments combustibles (cartouches) non irradiés pour réacteurs nucléaires; machines et appareils pour la séparation isotopique |
| 8402 | Chaudières à vapeur (générateurs de vapeur), autres que les chaudières pour le chauffage central conçues pour produire à la fois de l'eau chaude et de la vapeur à basse pression; chaudières dites «à eau surchauffée» |
| 8403 | Chaudières pour le chauffage central autres que celles du n° 8402 |
| 8404 | Appareils auxiliaires pour chaudières des nos 8402 ou 8403 (économiseurs, surchauffeurs, appareils de ramonage ou de récupération des gaz, par exemple); condenseurs pour machines à vapeur |
| 8405 | Générateurs de gaz à l'air ou de gaz à l'eau, avec ou sans leurs épurateurs; générateurs d'acétylène et générateurs similaires de gaz, par procédé à l'eau, avec ou sans leurs épurateurs |
| 8406 | Turbines à vapeur |
| 8407 | Moteurs à piston alternatif ou rotatif, à allumage par étincelles (moteurs à explosion) |
| 8408 | Moteurs à piston, à allumage par compression (moteur diesel ou semi-diesel) |
| 8409 | Parties reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinées aux moteurs des nos 8407 ou 8408 |
| 8410 | Turbines hydrauliques, roues hydrauliques et leurs régulateurs |
| 8411 | Turboréacteurs, turbopropulseurs et autres turbines à gaz |
| 8412 | Autres moteurs et machines motrices |
| 8413 | Pompes pour liquides, même comportant un dispositif mesureur; élévateurs à liquides |
| 8414 | Pompes à air ou à vide, compresseurs d'air ou d'autres gaz et ventilateurs; hottes aspirantes à extraction ou à recyclage, à ventilateur incorporé, même filtrantes |
| 8415 | Machines et appareils pour le conditionnement de l'air comprenant un ventilateur à moteur et des dispositifs propres à modifier la température et l'humidité, y compris ceux dans lesquels le degré hygrométrique n'est pas réglable séparément |

| Chapitre/Code NC | Désignation de la marchandise |
|------------------|---|
| 8416 | Brûleurs pour l'alimentation des foyers, à combustibles liquides, à combustibles solides pulvérisés ou à gaz; foyers automatiques, y compris leurs avant-foyers, leurs grilles mécaniques, leurs dispositifs mécaniques pour l'évacuation des cendres et dispositifs similaires |
| 8417 | Fours industriels ou de laboratoires, y compris les incinérateurs, non électriques |
| 8418 | Réfrigérateurs, congélateurs-conservateurs et autres matériel, machines et appareils pour la production du froid, à équipement électrique ou autre; pompes à chaleur autres que les machines et appareils pour le conditionnement de l'air du n° 8415 |
| 8420 | Calandres et laminoirs, autres que pour les métaux ou le verre, et cylindres pour ces machines |
| 8421 | Centrifugeuses, y compris les essoreuses centrifuges; appareils pour la filtration ou l'épuration des liquides ou des gaz |
| 8422 | Machines à laver la vaisselle; machines et appareils servant à nettoyer ou à sécher les bouteilles ou autres récipients; machines et appareils à remplir, fermer, boucher ou étiqueter les bouteilles, boîtes, sacs ou autres contenants; machines et appareils à capsuler les bouteilles, pots, tubes et contenants analogues; autres machines et appareils à emballer ou à emballer les marchandises (y compris les machines et appareils à emballer sous film thermorétractable); machines et appareils à gazéifier les boissons |
| 8423 | Appareils et instruments de pesage, y compris les balances et balances à vérifier les pièces usinées, mais à l'exclusion des balances sensibles à un poids de 5 cg ou moins; poids pour toutes balances |
| 8424 | Appareils mécaniques (même à main) à projeter, disperser ou pulvériser des matières liquides ou en poudre; extincteurs, même chargés; pistolets aéroglyphes et appareils similaires; machines et appareils à jet de sable, à jet de vapeur et appareils à jet similaires |
| 8425 | Palans; treuils et cabestans; crics et vérins |
| 8426 | Bigues; grues et blondins; ponts roulants, portiques de déchargement ou de manutention, ponts-grues, chariots-cavaliers et chariots-grues |
| 8427 | Chariots-gerbeurs; autres chariots de manutention munis d'un dispositif de levage |

| Chapitre/Code NC | Désignation de la marchandise |
|------------------|--|
| 8428 | Autres machines et appareils de levage, de chargement, de déchargement ou de manutention (ascenseurs, escaliers mécaniques, transporteurs, téléphériques, par exemple) |
| 8429 | Boueurs (bulldozers), boueurs biais (angledozers), niveleuses, décapeuses (scrapers), pelles mécaniques, excavateurs, chargeuses et chargeuses-pelleteuses, compacteuses et rouleaux compresseurs, autopropulsés |
| 8430 | Autres machines et appareils de terrassement, nivellement, décapage, excavation, compactage, extraction ou forage de la terre, des minéraux ou des minerais; sonnettes de battage et machines pour l'arrachage des pieux; chasse-neige |
| 8431 | Parties reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinées aux machines ou appareils des n ^{os} 8425 à 8430 |
| 8432 | Machines, appareils et engins agricoles, horticoles ou sylvicoles pour la préparation ou le travail du sol ou pour la culture; rouleaux pour pelouses ou terrains de sport |
| 8435 | Presses et pressoirs, fouloirs et machines et appareils analogues pour la fabrication du vin, du cidre, des jus de fruits ou de boissons similaires |
| 8436 | Autres machines et appareils pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture, l'aviculture ou l'apiculture, y compris les germoirs comportant des dispositifs mécaniques ou thermiques et les couveuses et éleveuses pour l'aviculture |
| 8437 | Machines pour le nettoyage, le triage ou le criblage des grains ou des légumes secs; machines et appareils pour la minoterie ou le traitement des céréales ou légumes secs, autres que les machines et appareils du type fermier |
| 8439 | Machines et appareils pour la fabrication de la pâte de matières fibreuses cellulosiques ou pour la fabrication ou le finissage du papier ou du carton |
| 8440 | Machines et appareils pour le brochage ou la reliure, y compris les machines à coudre les feuillets |
| 8441 | Autres machines et appareils pour le travail de la pâte à papier, du papier ou du carton, y compris les coupeuses de tous types |

| Chapitre/Code NC | Désignation de la marchandise |
|------------------|--|
| 8442 | Machines, appareils et matériels (autres que les machines-outils des n ^{os} 8456 à 8465) pour la préparation ou la fabrication des clichés, planches, cylindres ou autres organes imprimants; clichés, planches, cylindres et autres organes imprimants; pierres lithographiques, planches, plaques et cylindres préparés pour l'impression (planés, grenés, polis, par exemple) |
| 8443 | Machines et appareils servant à l'impression au moyen de planches, cylindres et autres organes imprimants du n ^o 8442; autres imprimantes, machines à copier et machines à télécopier, même combinées entre elles; parties et accessoires |
| 8444 00 00 | Machines pour le filage (extrusion), l'étrépage, la texturation ou le tranchage des matières textiles synthétiques ou artificielles |
| 8445 | Machines pour la préparation des matières textiles; machines pour la filature, le doublage ou le retordage des matières textiles et autres machines et appareils pour la fabrication des fils textiles; machines à bobiner (y compris les canetières) ou à dévider les matières textiles et machines pour la préparation des fils textiles en vue de leur utilisation sur les machines des n ^{os} 8446 ou 8447 |
| 8447 | Machines et métiers à bonneterie, de couture-tricotage, à guipure, à tulle, à dentelle, à broderie, à passementerie, à tresses, à filet ou à touffeter |
| 8448 | Machines et appareils auxiliaires pour les machines des n ^{os} 8444, 8445, 8446 ou 8447 (ratières, mécaniques Jacquard, casse-chaînes et casse-trames, mécanismes de changement de navettes, par exemple); parties et accessoires reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinés aux machines de la présente position ou des n ^{os} 8444, 8445, 8446 ou 8447 (broches, ailettes, garnitures de cardes, peignes, barrettes, filières, navettes, lisses et cadres de lisses, aiguilles, platines, crochets, par exemple) |
| 8449 00 00 | Machines et appareils pour la fabrication ou le finissage du feutre ou des nontissés, en pièce ou en forme, y compris les machines et appareils pour la fabrication de chapeaux en feutre; formes de chapellerie |
| 8450 | Machines à laver le linge, même avec dispositif de séchage |
| 8452 | Machines à coudre, autres que les machines à coudre les feuilles du n ^o 8440; meubles, embases et couvercles spécialement conçus pour machines à coudre; aiguilles pour machines à coudre |

| Chapitre/Code NC | Désignation de la marchandise |
|------------------|--|
| 8453 | Machines et appareils pour la préparation, le tannage ou le travail des cuirs ou peaux ou pour la fabrication ou la réparation des chaussures ou autres ouvrages en cuir ou en peau, autres que les machines à coudre |
| 8454 | Convertisseurs, poches de coulée, lingotières et machines à couler (mouler) pour métallurgie, aciérie ou fonderie |
| 8455 | Laminoirs à métaux et leurs cylindres |
| 8456 | Machines-outils travaillant par enlèvement de toute matière et opérant par laser ou autre faisceau de lumière ou de photons, par ultrasons, par électro-érosion, par procédés électrochimiques, par faisceaux d'électrons, par faisceaux ioniques ou par jet de plasma; machines à découper par jet d'eau |
| 8457 | Centres d'usinage, machines à poste fixe et machines à stations multiples, pour le travail des métaux |
| 8458 | Tours (y compris les centres de tournage) travaillant par enlèvement de métal |
| 8459 | Machines (y compris les unités d'usinage à glissières) à percer, aléser, fraiser, fileter ou tarauder les métaux par enlèvement de matière, autres que les tours (y compris les centres de tournage) du n° 8458 |
| 8460 | Machines à ébarber, affûter, meuler, rectifier, roder, polir ou à faire d'autres opérations de finissage, travaillant des métaux ou des cermets à l'aide de meules, d'abrasifs ou de produits de polissage, autres que les machines à tailler ou à finir les engrenages du n° 8461 |
| 8461 | Machines à raboter, étaux-limeurs, machines à mortaiser, brocher, tailler les engrenages, finir les engrenages, scier, tronçonner et autres machines-outils travaillant par enlèvement de métal ou de cermets, non dénommées ni comprises ailleurs |
| 8462 | Machines (y compris les presses) à forger ou à estamper, moutons, marteaux-pilons et martinets pour le travail des métaux; machines (y compris les presses) à rouler, cintrer, plier, dresser, planer, cisailer, poinçonner ou gruger les métaux; presses pour le travail des métaux ou des carbures métalliques, autres que celles visées ci-dessus |
| 8463 | Autres machines-outils pour le travail des métaux ou des cermets, travaillant sans enlèvement de matière |

| Chapitre/Code NC | Désignation de la marchandise |
|------------------|--|
| 8464 | Machines-outils pour le travail de la pierre, des produits céramiques, du béton, de l'amiante-ciment ou de matières minérales similaires, ou pour le travail à froid du verre |
| 8465 | Machines-outils (y compris les machines à clouer, agraffer, coller ou autrement assembler) pour le travail du bois, du liège, de l'os, du caoutchouc durci, des matières plastiques dures ou matières dures similaires |
| 8466 | Parties et accessoires reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinés aux machines des n ^{os} 8456 à 8465, y compris les porte-pièces et porte-outils, les filières à déclenchement automatique, les dispositifs diviseurs et autres dispositifs spéciaux se montant sur machines-outils; porte-outils pour outils ou outillage à main, de tous types |
| 8467 | Outils pneumatiques, hydrauliques ou à moteur (électrique ou non électrique) incorporé, pour emploi à la main |
| 8468 | Machines et appareils pour le brasage ou le soudage, même pouvant couper, autres que ceux du n ^o 8515; machines et appareils aux gaz pour la trempe superficielle |
| 8472 9030 | Machines à écrire autres que les imprimantes du n ^o 8443; machines pour le traitement des textes |
| 8470 | Machines à calculer et machines de poche permettant d'enregistrer, de reproduire et d'afficher des informations, comportant une fonction de calcul; machines comptables, machines à affranchir, à établir les tickets et machines similaires, comportant un dispositif de calcul; caisses enregistreuses |
| 8471 | Machines automatiques de traitement de l'information et leurs unités; lecteurs magnétiques ou optiques, machines de mise d'informations sur support sous forme codée et machines de traitement de ces informations, non dénommés ni compris ailleurs |
| 8472 | Autres machines et appareils de bureau (duplicateurs hectographiques ou à stencils, machines à imprimer les adresses, distributeurs automatiques de billets de banque, machines à trier, à compter ou à encartoucher les pièces de monnaie, appareils à tailler les crayons, appareils à perforer ou à agraffer, par exemple) |
| 8473 | Parties et accessoires (autres que les coffrets, housses et similaires) reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinés aux machines et appareils des n ^{os} 8469 à 8472 |

| Chapitre/Code NC | Désignation de la marchandise |
|------------------|--|
| 8474 | Machines et appareils à trier, cribler, séparer, laver, concasser, broyer, mélanger ou malaxer les terres, pierres, minerais ou autres matières minérales solides (y compris les poudres et les pâtes); machines à agglomérer, former ou mouler les combustibles minéraux solides, les pâtes céramiques, le ciment, le plâtre ou autres matières minérales en poudre ou en pâte; machines à former les moules de fonderie en sable |
| 8475 | Machines pour l'assemblage des lampes, tubes ou valves électriques ou électroniques ou des lampes pour la production de la lumière-éclair, qui comportent une enveloppe en verre; machines pour la fabrication ou le travail à chaud du verre ou des ouvrages en verre |
| 8476 | Machines automatiques de vente de produits (timbres-poste, cigarettes, denrées alimentaires, boissons, par exemple), y compris les machines pour changer la monnaie |
| 8477 | Machines et appareils pour le travail du caoutchouc ou des matières plastiques ou pour la fabrication de produits en ces matières, non dénommés ni compris ailleurs dans le chapitre 84 |
| 8478 | Machines et appareils pour la préparation ou la transformation du tabac, non dénommés ni compris ailleurs dans le chapitre 84 |
| 8479 | Machines et appareils mécaniques ayant une fonction propre, non dénommés ni compris ailleurs dans le chapitre 84 |
| 8480 | Châssis de fonderie; plaques de fond pour moules; modèles pour moules; moules pour les métaux (autres que les lingotières), les carbures métalliques, le verre, les matières minérales, le caoutchouc ou les matières plastiques |
| 8481 | Articles de robinetterie et organes similaires pour tuyauteries, chaudières, réservoirs, cuves ou contenants similaires, y compris les détendeurs et les vannes thermostatiques |
| 8482 | Roulements à billes, à galets, à rouleaux ou à aiguilles |
| 8483 | Arbres de transmission (y compris les arbres à cames et les vilebrequins) et manivelles; paliers et coussinets; engrenages et roues de friction; broches filetées à billes ou à rouleaux; réducteurs, multiplicateurs et variateurs de vitesse, y compris les convertisseurs de couple; volants et poulies, y compris les poulies à moufles; embrayages et organes d'accouplement, y compris les joints d'articulation |

| Chapitre/Code NC | Désignation de la marchandise |
|------------------|---|
| 8484 | Jointes métaloplastiques; jeux ou assortiments de joints de composition différente présentés en pochettes, enveloppes ou emballages analogues; joints d'étanchéité mécaniques |
| 8486 | Machines et appareils utilisés exclusivement ou principalement pour la fabrication des lingots, des plaquettes ou des dispositifs à semi-conducteur, des circuits intégrés électroniques ou des dispositifs d'affichage à écran plat; machines et appareils visés à la Note 9 C) du présent chapitre; parties et accessoires |
| 8487 | Parties de machines ou d'appareils, non dénommées ni comprises ailleurs dans le présent chapitre, ne comportant pas de connexions électriques, de parties isolées électriquement, de bobinages, de contacts ni d'autres caractéristiques électriques |
| 8501 | Moteurs et machines génératrices, électriques, à l'exclusion des groupes électrogènes |
| 8502 | Groupes électrogènes et convertisseurs rotatifs électriques |
| 8503 | Parties reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinées aux moteurs, aux machines génératrices, aux groupes électrogènes ou aux convertisseurs rotatifs électriques, non dénommées ailleurs |
| 8504 | Transformateurs électriques, convertisseurs électriques statiques (redresseurs, par exemple), bobines de réactance et selfs, leurs parties |
| 8505 | Électro-aimants (excepté à des fins médicales); aimants permanents et articles destinés à devenir des aimants permanents après aimantation; plateaux, mandrins et dispositifs magnétiques ou électromagnétiques similaires de fixation; accouplements, embrayages, variateurs de vitesse et freins électromagnétiques; têtes de levage électromagnétiques |
| 8507 | Accumulateurs électriques, y compris leurs séparateurs, même de forme carrée ou rectangulaire, et leurs parties (sauf hors d'usage et autres qu'en caoutchouc non durci ou en matières textiles) |
| 8511 | Appareils et dispositifs électriques d'allumage ou de démarrage pour moteurs à allumage par étincelles ou par compression (magnétos, dynamos-magnétos, bobines d'allumage, bougies d'allumage ou de chauffage, démarreurs, par exemple); génératrices (dynamos, alternateurs, par exemple) et conjoncteurs-disjoncteurs utilisés avec ces moteurs, et leurs parties |

| Chapitre/Code NC | Désignation de la marchandise |
|------------------|--|
| 8514 | Fours électriques industriels ou de laboratoires, y compris ceux fonctionnant par induction ou par pertes diélectriques (à l'exclusion des étuves); autres appareils industriels ou de laboratoires pour le traitement thermique des matières par induction ou par pertes diélectriques, leurs parties |
| 8515 | Machines et appareils pour le brasage ou le soudage (même pouvant couper), électriques (y compris ceux aux gaz chauffés électriquement) ou opérant par laser ou autres faisceaux de lumière ou de photons, par ultrasons, par faisceaux d'électrons, par impulsions magnétiques ou au jet de plasma; machines et appareils électriques pour la projection à chaud de métaux ou de cermet, leurs parties à l'exception des pistolets de projection à chaud du n° 8424 |
| 8525 | Appareils d'émission pour la radiodiffusion ou la télévision, même incorporant un appareil de réception ou un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son; caméras de télévision, appareils photographiques numériques et caméscopes |
| 8526 | Appareils de radiodétection et de radiosondage (radar), appareils de radionavigation et appareils de radiotélécommande |
| 8527 | Appareils récepteurs pour la radiodiffusion, même combinés, sous une même enveloppe, à un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son ou à un appareil d'horlogerie |
| 8528 | Moniteurs et projecteurs, n'incorporant pas d'appareil de réception de télévision; appareils récepteurs de télévision, même incorporant un appareil récepteur de radiodiffusion ou un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son ou des images |
| 8529 | Parties reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinées aux appareils des nos 8525 à 8528 |
| 8530 | Appareils électriques de signalisation (autres que pour la transmission de messages), de sécurité, de contrôle ou de commande pour voies ferrées ou similaires, voies routières ou fluviales, aires ou parcs de stationnement, installations portuaires ou aéroports, leurs parties (autres que les appareils mécaniques et électromécaniques du n° 8608) |
| 8531 | Appareils électriques de signalisation acoustique ou visuelle (sonneries, sirènes, tableaux annonciateurs, appareils avertisseurs pour la protection contre le vol ou l'incendie, par exemple), leurs parties (autres que pour les véhicules automobiles, les bicyclettes ou les voies de communication) |

| Chapitre/Code NC | Désignation de la marchandise |
|------------------|---|
| 8532 | Condensateurs électriques, fixes, variables ou ajustables, leurs parties |
| 8533 | Résistances électriques non chauffantes et leurs parties (y compris les rhéostats et les potentiomètres) |
| 8534 | Circuits imprimés |
| 8535 | Appareillage pour la coupure, le sectionnement, la protection, le branchement, le raccordement ou la connexion des circuits électriques (interrupteurs, commutateurs, coupe-circuit, parafoudres, limiteurs de tension, parasurtenseurs, prises de courant et boîtes de jonction, par exemple), pour une tension excédant 1000 V, autres que les armoires électriques, panneaux de commande, appareils de commande, etc. du n° 8537 |
| 8536 | Appareillage pour la coupure, le sectionnement, la protection, le branchement, le raccordement ou la connexion des circuits électriques (interrupteurs, commutateurs, coupe-circuit, parafoudres, limiteurs de tension, parasurtenseurs, prises de courant, douilles pour lampes et boîtes de jonction, par exemple), pour une tension n'excédant pas 1000 V, autres que les armoires électriques, panneaux de commande, appareils de commande, etc. du n° 8537 |
| 8537 | Tableaux, panneaux, consoles, pupitres, armoires et autres supports comportant plusieurs appareils des nos 8535 ou 8536, y compris ceux incorporant des instruments ou appareils du chapitre 90, pour la commande ou la distribution électrique, ainsi que les appareils de commande numérique, autres que les appareils de commutation pour la téléphonie ou la télégraphie sans fil |
| 8538 | Parties reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinées aux appareils des nos 8535, 8536 ou 8537, non dénommées ailleurs |
| 8539 | Lampes et tubes électriques à incandescence ou à décharge, y compris les articles dits «phares et projecteurs scellés» et les lampes et tubes à rayons ultraviolets ou infrarouges; lampes à arc, leurs parties |
| 8540 | Lampes, tubes et valves électroniques à cathode chaude, à cathode froide ou à photocathode (lampes, tubes et valves à vide, à vapeur ou à gaz, tubes redresseurs à vapeur de mercure, tubes cathodiques, tubes et valves pour caméras de télévision, par exemple), leurs parties |

| Chapitre/Code NC | Désignation de la marchandise |
|------------------|---|
| 8541 | diodes, transistors et autres dispositifs à semiconducteur; dispositifs photosensibles à semi-conducteur, y compris les cellules photovoltaïques même assemblées en modules ou constituées en panneaux (sauf machines génératrices photovoltaïques); diodes émettrices de lumière; cristaux piézo-électriques montés, leurs parties |
| 8542 | Circuits intégrés électroniques, leurs parties |
| 8543 | Machines et appareils mécaniques ayant une fonction propre, non dénommés ni compris ailleurs dans le chapitre 85, leurs parties |
| 8544 | Fils, câbles (y compris les câbles coaxiaux) et autres conducteurs isolés pour l'électricité (même laqués ou oxydés anodiquement), munis ou non de pièces de connexion; câbles de fibres optiques, constitués de fibres gainées individuellement, même comportant des conducteurs électriques ou munis de pièces de connexion |
| 8545 | Électrodes en charbon, balais en charbon, charbons pour lampes ou pour piles et autres articles en graphite ou en autre carbone, avec ou sans métal, pour usages électriques |
| 8546 | Isolateurs en toutes matières pour l'électricité (sauf pièces isolantes) |
| 8547 | Pièces isolantes, entièrement en matières isolantes ou comportant de simples pièces métalliques d'assemblage (douilles à pas de vis, par exemple) noyées dans la masse, pour machines, appareils ou installations électriques, autres que les isolateurs du n° 8546; tubes isolateurs pour usages électriques, y compris leurs pièces de raccordement, en métaux communs; isolés intérieurement |
| 8548 | Déchets et débris de piles de batteries de piles et d'accumulateurs électriques; piles et batteries de piles électriques hors d'usage et accumulateurs électriques hors d'usage; parties électriques de machines ou d'appareils, non dénommées ni comprises ailleurs dans le chapitre 85 |
| | Produits confidentiels du chapitre 85; marchandises du chapitre 85 transportées par la poste ou par colis postaux (extra)/code reconstitué pour la diffusion statistique |
| Chapitre 86 | Véhicules et matériel pour voies ferrées ou similaires et leurs parties; appareils mécaniques (y compris électromécaniques) de signalisation pour voies de communication |
| 8701 | Tracteurs (à l'exclusion des chariots-tracteurs du n° 8709) |

| Chapitre/Code NC | Désignation de la marchandise |
|------------------|---|
| 8702 | Véhicules automobiles pour le transport de dix personnes ou plus, chauffeur inclus |
| 8704 | Camions |
| 8705 | Véhicules automobiles à usages spéciaux, autres que ceux principalement conçus pour le transport de personnes ou de marchandises (dépanneuses, camions-grues, voitures de lutte contre l'incendie, camions-bétonnières, voitures balayeuses, voitures épandeuses, voitures-ateliers, voitures radiologiques, par exemple) |
| 8706 | Châssis des véhicules automobiles des nos 8701 à 8705, équipés de leur moteur |
| 8709 | Chariots automobiles non munis d'un dispositif de levage, des types utilisés dans les usines, les entrepôts, les ports ou les aéroports pour le transport des marchandises sur de courtes distances; chariots-tracteurs des types utilisés dans les gares; leurs parties |
| 8710 00 00 | Chars et automobiles blindées de combat, armés ou non; leurs parties |
| 8716 | Remorques et semi-remorques pour tous véhicules; autres véhicules non automobiles; leurs parties |
| Chapitre 88 | Navigation aérienne ou spatiale, leurs parties |
| Chapitre 89 | Navigation maritime ou fluviale |
| Chapitre 98 | Ensembles industriels |
| 7106 | Argent (y compris l'argent doré ou vermeil et l'argent platiné), sous formes brutes ou mi-ouvrées, ou en poudre |
| 7107 | Plaqué ou doublé d'argent sur métaux communs, sous formes brutes ou mi-ouvrées |
| 7108 | Or (y compris l'or platiné), sous formes brutes ou mi-ouvrées, ou en poudre |
| 7109 | Plaqué ou doublé d'or sur métaux communs ou sur argent, sous formes brutes ou mi-ouvrées |
| 7110 | Platine, sous formes brutes ou mi-ouvrées, ou en poudre |
| 7111 | Plaqué ou doublé de platine sur métaux communs, sur argent ou sur or, sous formes brutes ou mi-ouvrées |

| Chapitre/Code NC | Désignation de la marchandise |
|------------------|---|
| 7112 | Déchets et débris de métaux précieux ou de plaqué ou doublé de métaux précieux; autres déchets et débris contenant des métaux précieux ou des composés de métaux précieux du type de ceux utilisés principalement pour la récupération des métaux précieux |
| 9013 | Dispositifs à cristaux liquides ne constituant pas des articles repris plus spécifiquement ailleurs; lasers, autres que les diodes laser; autres appareils et instruments d'optique, non dénommés ni compris ailleurs dans le présent chapitre |
| 9014 | Boussoles, y compris les compas de navigation; autres instruments et appareils de navigation |
| 9015 | Instruments et appareils de géodésie, de topographie, d'arpentage, de nivellement, de photogrammétrie, d'hydrographie, d'océanographie, d'hydrologie, de météorologie ou de géophysique, à l'exclusion des boussoles; télémètres |
| 9025 | Densimètres, aréomètres, pèse-liquides et instruments flottants similaires, thermomètres, pyromètres, baromètres, hygromètres et psychromètres, enregistreurs ou non, même combinés entre eux |
| 9026 | Instruments et appareils pour la mesure ou le contrôle du débit, du niveau, de la pression ou d'autres caractéristiques variables des liquides ou des gaz (débitmètres, indicateurs de niveau, manomètres, compteurs de chaleur, par exemple), à l'exclusion des instruments et appareils des n ^{os} 9014, 9015, 9028 ou 9032 |
| 9027 | Instruments et appareils pour analyses physiques ou chimiques (polarimètres, réfractomètres, spectromètres, analyseurs de gaz ou de fumées, par exemple); instruments et appareils pour essais de viscosité, de porosité, de dilatation, de tension superficielle ou similaires ou pour mesures calorimétriques, acoustiques ou photométriques (y compris les indicateurs de temps de pose); microtomes |
| 9028 | Compteurs de gaz, de liquides ou d'électricité, y compris les compteurs pour leur étalonnage |
| 9029 | Autres compteurs (compteurs de tours, compteurs de production, taximètres, totalisateurs de chemin parcouru, podomètres, par exemple); indicateurs de vitesse et tachymètres, autres que ceux des n ^{os} 9014 ou 9015; stroboscopes |

| Chapitre/Code NC | Désignation de la marchandise |
|------------------|---|
| 9030 | Oscilloscopes, analyseurs de spectre et autres instruments et appareils pour la mesure ou le contrôle de grandeurs électriques, à l'exception des compteurs du n° 9028; instruments et appareils pour la mesure ou la détection des radiations alpha, bêta, gamma, X, cosmiques ou autres radiations ionisantes |
| 9031 | Instruments, appareils et machines de mesure ou de contrôle, non dénommés ni compris ailleurs dans le présent chapitre; projecteurs de profils |
| 9032 | Instruments et appareils pour la régulation ou le contrôle automatiques |
| 9033 | Parties et accessoires non dénommés ni compris ailleurs dans le présent chapitre, pour machines, appareils, instruments ou articles du chapitre 90 |

*Annexe 8*³¹⁶
(art. 15, al. 1 et 4, et 29, al. 1)

Personnes physiques visées par les restrictions financières et l'interdiction d'entrée et de transit, et entreprises et entités visées par les sanctions financières³¹⁷

- ³¹⁶ Mise à jour par le ch. I des O du DEFR du 15 mars 2022 (RO 2022 173), du 13 avr. 2022 (RO 2022 237), du 3 mai 2022 (RO 2022 270), le ch. I al. 1 des O du DEFR du 10 juin 2022 (RO 2022 347), du 28 juil. 2022 (RO 2022 432), le ch. II al. 1 de l'O du 3 août 2022 (RO 2022 436) et le ch. I des O du DEFR du 16 août 2022 (RO 2022 451), du 8 sept. 2022 (RO 2022 500), du 26 sept. 2022 (RO 2022 533), le ch. I al. 1 de l'O du DEFR du 11 oct. 2022 (RO 2022 578), le ch. I de l'O du DEFR du 31 oct. 2022 (RO 2022 631), le ch. I al. 1 de l'O du DEFR du 7 déc. 2022 (RO 2022 780), le ch. I de l'O du DEFR du 20 déc. 2022 (RO 2022 833), le ch. II al. 1 de l'O du 15 fév. 2023 (RO 2023 71) et le ch. I des O du DEFR du 1^{er} mars 2023 (RO 2023 100), du 19 avr. 2023 (RO 2023 188), du 6 juin 2023 (RO 2023 271), du 27 juin 2023 (RO 2023 336), le ch. II al. 1 de l'O du 16 août 2023 heures (RO 2023 452) et le ch. I des O du DEFR du 25 sept. 2023 (RO 2023 544), du 1^{er} nov. 2023 (RO 2023 632), du 20 déc. 2023 (RO 2023 819) et le ch. II al. 1 de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).
- ³¹⁷ Le contenu de la présente annexe est publié dans le RO et le RS uniquement sous forme de renvoi. Il peut être consulté à l'adresse suivante: <https://fedlex.data-admin.ch/eli/oc/2024/51> > Informations générales > Étendue de la publication > Publication d'une partie d'un texte sous la forme d'un renvoi.

Annexe 9

(art. 18, al. 1, let. a et b, et 19, al. 3, let. c)

Banques et autres entreprises soumises à des restrictions sur les marchés monétaire et financier³¹⁸

³¹⁸ Le contenu de la présente annexe est publié dans le RO et le RS uniquement sous forme de renvoi. Il peut être consulté à l'adresse suivante:
<https://fedlex.data.admin.ch/eli/oc/2022/432> > Informations générales > Étendue de la publication > Publication d'une partie d'un texte sous la forme d'un renvoi.

Annexe 10
(art. 18, al. 2, let. a et b)

Banques et autres entreprises soumises à des restrictions sur les marchés monétaire et financier³¹⁹

³¹⁹ Le contenu de la présente annexe est publié dans le RO et le RS uniquement sous forme de renvoi. Il peut être consulté à l'adresse suivante:
<https://fedlex.data.admin.ch/eli/oc/2022/432> > Informations générales > Étendue de la publication > Publication d'une partie d'un texte sous la forme d'un renvoi.

*Annexe 11*³²⁰
(art. 18, al. 2, let. a et b)

Banques et autres entreprises soumises à des restrictions sur les marchés monétaire et financier³²¹

³²⁰ Mise à jour par le ch. II al. 1 de l'O du 25 mars 2022, en vigueur depuis le 25 mars 2022 à 23 heures (RO 2022 198).

³²¹ Le contenu de la présente annexe est publié dans le RO et le RS uniquement sous forme de renvoi. Il peut être consulté à l'adresse suivante:
<https://fedlex.data.admin.ch/eli/oc/2022/432> > Informations générales > Étendue de la publication > Publication d'une partie d'un texte sous la forme d'un renvoi.

Annexe 12
(art. 18, al. 3, let. a)

Banques et autres entreprises soumises à des restrictions sur les marchés monétaire et financier³²²

³²² Le contenu de la présente annexe est publié dans le RO et le RS uniquement sous forme de renvoi. Il peut être consulté à l'adresse suivante:
<https://fedlex.data.admin.ch/eli/oc/2022/432> > Informations générales > Étendue de la publication > Publication d'une partie d'un texte sous la forme d'un renvoi.

Annexe 13
(art. 18, al. 3, let. a)

Banques et autres entreprises soumises à des restrictions sur les marchés monétaire et financier³²³

³²³ Le contenu de la présente annexe est publié dans le RO et le RS uniquement sous forme de renvoi. Il peut être consulté à l'adresse suivante:
<https://fedlex.data.admin.ch/eli/oc/2022/432> > Informations générales > Étendue de la publication > Publication d'une partie d'un texte sous la forme d'un renvoi.

*Annexe I*³²⁴
(art. 27)

Banques et autres entités soumises à l'interdiction de fourniture de services spécialisés de messagerie financière³²⁵

³²⁴ Mise à jour par le ch. I al. 1 de l'O du DEFR du 10 juin 2022, en vigueur depuis le 10 juin 2022 à 18 heures (RO **2022** 347).

³²⁵ Le contenu de la présente annexe est publié dans le RO et le RS uniquement sous forme de renvoi. Il peut être consulté à l'adresse suivante:
<https://fedlex.data.admin.ch/eli/oc/2022/432> > Informations générales > Étendue de la publication > Publication d'une partie d'un texte sous la forme d'un renvoi.

*Annexe 15*³²⁶

(art. 15, al. 9^{bis}, 24a, al. 1, let. a, et 2, let. b et d, et 28b, al. 2^{bis})

Banques et autres entités soumises à des interdictions de transactions³²⁷

³²⁶ Introduite par le ch. II al. 2 de l'O du 25 mars 2022 (RO 2022 198). Mise à jour par le ch. II al. 1 de l'O du 23 nov. 2022 (RO 2022 708) et le ch. II al. 3 de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

³²⁷ Le contenu de la présente annexe est publié dans le RO et le RS uniquement sous forme de renvoi. Il peut être consulté à l'adresse suivante:
<https://fedlex.data.admin.ch/eli/oc/2022/708> > Informations générales > Étendue de la publication > Publication d'une partie d'un texte sous la forme d'un renvoi.

*Annexe I*³²⁸
(art. 9a, al. 1)

Biens et technologies de navigation maritime

Catégorie VI – Marine

X.A.VI.01 Navires, systèmes ou équipements marins, et leurs composants spécialement conçus à cette fin, composants et accessoires:

a) équipements de navigation:

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|---|
| ex 8526 | Appareils de radiodétection et de radiosondage (radar), appareils de radionavigation et appareils de radiotélécommande: |
| ex 8529 | Parties reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinées aux appareils des nos 8524 à 8528 |
| ex 9014 | Boussoles, y compris les compas de navigation; autres instruments et appareils de navigation (y compris parties et accessoires) |

b) équipements de radiocommunications:

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|---|
| ex 8517 | Postes téléphoniques d'usagers, y compris les téléphones intelligents et autres téléphones pour réseaux cellulaires et pour autres réseaux sans fil; autres appareils pour l'émission, la transmission ou la réception de la voix, d'images ou d'autres données, y compris les appareils pour la communication dans un réseau filaire ou sans fil (tel qu'un réseau local ou étendu), autres que ceux des nos 8443, 8525, 8527 ou 8528: (y compris parties) |

³²⁸ Introduite par le ch. II al. 2 de l'O du 25 mars 2022, en vigueur depuis le 25 mars 2022 à 23 heures (RO 2022 198).

Annexe 17329
(art. 14a, al. 1 et 2)

Produits sidérurgiques

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|--|
| 7206 | Fer et aciers non-alliés en lingots ou autres formes primaires, à l'exclusion du fer du n° 7203 |
| 7207 | Demi-produits en fer ou en aciers non alliés |
| 7208 | Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur de 600 mm ou plus, laminés à chaud, non plaqués ni revêtus |
| 7209 | Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur de 600 mm ou plus, laminés à froid, non plaqués ni revêtus |
| 7210 | Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur de 600 mm ou plus, plaqués ou revêtus |
| 7211 | Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur inférieure à 600 mm, non plaqués ni revêtus |
| 7212 | Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur inférieure à 600 mm, plaqués ou revêtus |
| 7213 | Fil machine en fer ou en aciers non alliés |
| 7214 | Barres en fer ou en aciers non alliés, simplement forgées, laminées ou filées à chaud ainsi que celles ayant subi une torsion après laminage |
| 7215 | Autres barres en fer ou en aciers non alliés |
| 7216 | Profilés en fer ou en aciers non alliés |
| 7217 | Fils en fer ou en aciers non alliés |
| 7218 | Aciers inoxydables en lingots ou autres formes primaires; demi-produits en aciers inoxydables |
| 7219 | Produits laminés plats en aciers inoxydables, d'une largeur de 600 mm ou plus |
| 7220 | Produits laminés plats en aciers inoxydables, d'une largeur inférieure à 600 mm |
| 7221 | Fil machine en aciers inoxydables |
| 7222 | Barres et profilés en aciers inoxydables |
| 7223 | Fils en aciers inoxydables |

³²⁹ Introduite par le ch. II al. 2 de l'O du 25 mars 2022 (RO 2022 198). Nouvelle teneur selon le ch. II al. 2 de l'O du 16 août 2023, en vigueur depuis le 16 août 2023 à 18 heures (RO 2023 452).

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|--|
| 7224 | Autres aciers alliés en lingots ou autres formes primaires; demi-produits en autres aciers alliés |
| 7225 | Produits laminés plats en autres aciers alliés, d'une largeur de 600 mm ou plus |
| 7226 | Produits laminés plats en autres aciers alliés, d'une largeur inférieure à 600 mm |
| 7227 | Fil machine en autres aciers alliés |
| 7228 | Barres et profilés en autres aciers alliés; barres creuses pour le forage en aciers alliés ou non alliés |
| 7229 | Fils en autres aciers alliés |
| 7301 | Palplanches en fer ou en acier, même percées ou faites d'éléments assemblés; profilés obtenus par soudage, en fer ou en acier |
| 7302 | Éléments de voies ferrées, en fonte, fer ou acier: rails, contre-rails et crémaillères, aiguilles, pointes de cœur, tringles d'aiguillage et autres éléments de croisement ou changement de voies, traverses, éclisses, coussinets, coins, selles d'assise, plaques de serrage, plaques et barres d'écartement et autres pièces spécialement conçues pour la pose, le jointement ou la fixation des rails |
| 7303 | Tubes, tuyaux et profilés creux, en fonte |
| 7304 | Tubes, tuyaux et profilés creux, sans soudure, en fer ou en acier |
| 7305 | Autres tubes et tuyaux (soudés ou rivés, par exemple), de section circulaire, d'un diamètre extérieur excédant 406,4 mm, en fer ou en acier |
| 7306 | Autres tubes, tuyaux et profilés creux (soudés, rivés, agrafés ou à bords simplement rapprochés, par exemple), en fer ou en acier |
| 7307 | Accessoires de tuyauterie (raccords, coudes, manchons, par exemple), en fonte, fer ou acier |
| 7308 | Constructions et parties de constructions (ponts et éléments de ponts, portes d'écluses, tours, pylônes, piliers, colonnes, charpentes, toitures, portes et fenêtres et leurs cadres, chambranles et seuils, rideaux de fermeture, balustrades, par exemple), en fonte, fer ou acier, à l'exception des constructions préfabriquées du n° 9406; tôles, barres, profilés, tubes et similaires, en fonte, fer ou acier, préparés en vue de leur utilisation dans la construction |
| 7309 | Réservoirs, foudres, cuves et récipients similaires pour toutes matières (à l'exception des gaz comprimés ou liquéfiés), en fonte, fer ou acier, d'une contenance excédant 300 litres, sans dispositifs mécaniques ou thermiques, même avec revêtement intérieur ou calorifuge |

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|---|
| 7310 | Réservoirs, fûts, tambours, bidons, boîtes et récipients similaires, pour toutes matières (à l'exception des gaz comprimés ou liquéfiés), en fonte, fer ou acier, d'une contenance n'excédant pas 300 litres, sans dispositifs mécaniques ou thermiques, même avec revêtement intérieur ou calorifuge |
| 7311 | Récipients pour gaz comprimés ou liquéfiés, en fonte, fer ou acier |
| 7312 | Torons câbles, tresses, élingues et articles similaires, en fer ou en acier, non isolés pour l'électricité |
| 7313 | Ronces artificielles en fer ou en acier; torsades, barbelées ou non, en fils ou en feuillard de fer ou d'acier, des types utilisés pour les clôtures |
| 7314 | Toiles métalliques (y compris les toiles continues ou sans fin), grillages et treillis, en fils de fer ou d'acier; tôles et bandes déployées, en fer ou en acier |
| 7315 | Chaînes, chaînettes et leurs parties, en fonte, fer ou acier |
| 7316 | Ancres, grappins et leurs parties, en fonte, fer ou acier |
| 7317 | Pointes, clous, punaises, crampons appointés, agrafes ondulées ou biseautées et articles similaires, en fonte, fer ou acier, même avec tête en autre matière à l'exclusion de ceux avec tête en cuivre |
| 7318 | Vis, boulons, écrous, tire-fond, crochets à pas de vis, rivets, goupilles, chevilles, clavettes, rondelles (y compris les rondelles destinées à faire ressort) et articles similaires, en fonte, fer ou acier |
| 7319 | Aiguilles à coudre, aiguilles à tricoter, passe-lacets, crochets, poinçons à broder et articles similaires, pour usage à la main, en fer ou en acier; épingles de sûreté et autres épingles en fer ou en acier, non dénommées ni comprises ailleurs |
| 7320 | Ressorts et lames de ressorts, en fer ou en acier |
| 7321 | Poêles, chaudières à foyer, cuisinières (y compris ceux pouvant être utilisés accessoirement pour le chauffage central), barbecues, braseros, réchauds à gaz, chauffe-plats et appareils non électriques similaires, à usage domestique, ainsi que leurs parties, en fonte, fer ou acier |
| 7322 | Radiateurs pour le chauffage central, à chauffage non électrique, et leurs parties, en fonte, fer ou acier; générateurs et distributeurs d'air chaud (y compris les distributeurs pouvant également fonctionner comme distributeurs d'air frais ou conditionné), à chauffage non électrique, comportant un ventilateur ou une soufflerie à moteur, et leurs parties, en fonte, fer ou acier |

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|--|
| 7323 | Articles de ménage ou d'économie domestique et leurs parties, en fonte, fer ou acier; paille de fer ou d'acier; éponges, torchons, gants et articles similaires pour le récurage, le polissage ou usages analogues, en fer ou en acier |
| 7324 | Articles d'hygiène ou de toilette, et leurs parties, en fonte, fer ou acier |
| 7325 | Ouvrages moulés en fonte, fer ou acier |
| 7326 | Ouvrages en fer ou en acier |

*Annexe 1*³³⁰
(art. 14*b*, al. 1 et 2, let. c)

Biens de luxe

Sauf indication contraire dans la présente annexe, l'interdiction prévue à l'art. 14*b* s'applique aux biens de luxe dont le coût unitaire est supérieur à 300 francs.

1. Chevaux

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|----------------------------|
| 0101 21 | Reproducteurs de race pure |
| 0101 29 | Autres |

2. Caviar et ses succédanés

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|----------------------|
| 1604 31 00 | Caviar |
| 1604 32 00 | Succédanés de caviar |

3. Truffes et préparations à base de truffes

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|---|
| 0709 56 00 | Truffes |
| ex 0710 80 90 | Autres |
| ex 0711 59 00 | Autres |
| ex 0712 39 00 | Autres |
| ex 2001 90 98 | Autres |
| 2003 90 10 | Truffes |
| ex 2103 90 00 | Autres |
| ex 2104 10 00 | Préparations pour soupes, potages ou bouillons; soupes, potages ou bouillons préparés |
| ex 2106 90 | Préparations alimentaires non dénommées ni comprises ailleurs |

³³⁰ Introduite par le ch. II al. 2 de l'O du 25 mars 2022 (RO 2022 198). Nouvelle teneur selon le ch. II al. 2 de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

4. Vins (y compris les mousseux), bières, eaux-de-vie et autres boissons spiritueuses

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|---|
| 2203 00 | Bières de malt |
| 2204 10 00 | Vin mousseux |
| 2204 21 | Autres vins, en récipients d'une contenance n'excédant pas 2 l |
| 2204 29 | Autres vins |
| 2205 | Vermouths et autres vins de raisins frais préparés à l'aide de plantes ou de substances aromatiques |
| 2206 00 | Autres boissons fermentées (cidre, poiré, hydromel, saké, par exemple); mélanges de boissons fermentées et mélanges de boissons fermentées et de boissons non alcooliques, non dénommés ni compris ailleurs |
| 2207 10 00 | Alcool éthylique non dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de 80 % vol ou plus |
| ex 2208 | Alcool éthylique non dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de moins de 80 % vol; eaux-de-vie, liqueurs et autres boissons spiritueuses |

5. Cigares et cigarillos

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|---|
| 2402 10 00 | Cigares (y compris ceux à bouts coupés) et cigarillos, contenant du tabac |
| 2402 90 00 | Autres |

6. Parfums, eaux de toilette et cosmétiques, y compris produits de beauté et de maquillage

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|---|
| 3303 00 00 | Parfums et eaux de toilette |
| 3304 | Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau, autres que les médicaments, y compris les préparations antisolaires et les préparations pour bronzer; préparations pour manucures ou pédicures |
| 3305 | Préparations capillaires |

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|---|
| 3307 | Préparations pour le prérasage, le rasage ou l'après-rasage, désodorisants corporels, préparations pour bains, dépilatoires, autres produits de parfumerie ou de toilette préparés et autres préparations cosmétiques, non dénommés ni compris ailleurs; désodorisants de locaux, préparés, même non parfumés, ayant ou non des propriétés désinfectantes |
| 6704 | Perruques, barbes, sourcils, cils, mèches et articles analogues en cheveux, poils ou matières textiles; ouvrages en cheveux non dénommés ni compris ailleurs |

7. Articles de maroquinerie, de sellerie et de voyage, sacs à main et articles similaires

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|---|
| 4201 00 00 | Articles de sellerie ou de bourrellerie pour tous animaux (y compris les traits, laisses, genouillères, muselières, tapis de selles, fontes, manteaux pour chiens et articles similaires), en toutes matières |
| 4202 | Malles, valises et mallettes, y compris les mallettes de toilette et les mallettes porte-documents, serviettes, cartables, étuis à lunettes, étuis pour jumelles, appareils photographiques, caméras, instruments de musique ou armes et contenants similaires; sacs de voyage, sacs isolants pour produits alimentaires et boissons, trousse de toilette, sacs à dos, sacs à main, sacs à provisions, portefeuilles, porte-monnaie, porte-cartes, étuis à cigarettes, blagues à tabac, trousse à outils, sacs pour articles de sport, boîtes pour flacons ou bijoux, boîtes à poudre, écrins pour orfèvrerie et contenants similaires, en cuir naturel ou reconstitué, en feuilles de matières plastiques, en matières textiles, en fibre vulcanisée ou en carton, ou recouverts, en totalité ou en majeure partie, de ces mêmes matières ou de papier |
| 4205 00 00 | Autres ouvrages en cuir naturel ou reconstitué |
| 9605 00 00 | Assortiments de voyage pour la toilette des personnes, la couture ou le nettoyage des chaussures ou des vêtements |

8. Vêtements, accessoires du vêtement et chaussures (indépendamment de leur matière)

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|---|
| 4203 | Vêtements et accessoires du vêtement en cuir naturel ou reconstitué |
| 4303 | Vêtements, accessoires du vêtement et autres articles en pelleteries |
| 6101 | Manteaux, cabans, capes, anoraks, blousons et articles similaires, en bonneterie, pour hommes ou garçonnets, à l'exclusion des articles du n° 6103 |
| 6102 | Manteaux, cabans, capes, anoraks, blousons et articles similaires, en bonneterie, pour femmes ou fillettes, à l'exclusion des articles du n° 6104 |
| 6103 | Costumes ou complets, ensembles, vestons, pantalons, salopettes à bretelles, culottes et shorts (autres que pour le bain), en bonneterie, pour hommes ou garçonnets |
| 6104 | Costumes tailleurs, ensembles, vestes, robes, jupes, jupes-culottes, pantalons, salopettes à bretelles, culottes et shorts (autres que pour le bain), en bonneterie, pour femmes ou fillettes |
| 6105 | Chemises et chemisettes, en bonneterie, pour hommes ou garçonnets |
| 6106 | Chemisiers, blouses, blouses-chemisiers et chemisettes, en bonneterie, pour femmes ou fillettes |
| 6107 | Slips, caleçons, chemises de nuit, pyjamas, peignoirs de bain, robes de chambre et articles similaires, en bonneterie, pour hommes ou garçonnets |
| 6108 | Combinaisons ou fonds de robes, jupons, slips, chemises de nuit, pyjamas, déshabillés, peignoirs de bain, robes de chambre et articles similaires, en bonneterie, pour femmes ou fillettes |
| 6109 | T-shirts et maillots de corps, en bonneterie |
| 6110 | Chandails, pull-overs, cardigans, gilets et articles similaires, y compris les sous-pulls, en bonneterie |
| 6111 | Vêtements et accessoires du vêtement, en bonneterie, pour bébés |
| 6112 | Survêtements de sport (trainings), combinaisons et ensembles de ski, maillots, culottes et slips de bain, en bonneterie |
| 6113 00 00 | Vêtements confectionnés en étoffes de bonneterie des n ^{os} 5903, 5906 ou 5907 |

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|--|
| 6114 | Autres vêtements, en bonneterie |
| 6115 | Collants (bas-culottes), bas, mi-bas, chaussettes et autres articles chaussants, y compris les collants (bas-culottes), bas et mi-bas à compression dégressive (les bas à varices, par exemple), en bonneterie |
| 6116 | Gants, mitaines et moufles, en bonneterie |
| 6117 | Autres accessoires confectionnés du vêtement, en bonneterie; parties de vêtements ou d'accessoires du vêtement, en bonneterie |
| 6201 | Manteaux, cabans, capes, anoraks, blousons et articles similaires, pour hommes ou garçonnets, à l'exclusion des articles du n° 6203 |
| 6202 | Manteaux, cabans, capes, anoraks, blousons et articles similaires, pour femmes ou fillettes, à l'exclusion des articles du n° 6204 |
| 6203 | Costumes ou complets, ensembles, vestons, pantalons, salopettes à bretelles, culottes et shorts (autres que pour le bain), pour hommes ou garçonnets |
| 6204 | Costumes tailleurs, ensembles, vestes, robes, jupes, jupes-culottes, pantalons, salopettes à bretelles, culottes et shorts (autres que pour le bain), pour femmes ou fillettes |
| 6205 | Chemises et chemisettes, pour hommes ou garçonnets |
| 6206 | Chemisiers, blouses, blouses-chemisiers et chemisettes, pour femmes ou fillettes |
| 6207 | Gilets de corps, slips, caleçons, chemises de nuit, pyjamas, peignoirs de bain, robes de chambre et articles similaires, pour hommes ou garçonnets |
| 6208 | Gilets de corps et chemises de jour, combinaisons ou fonds de robes, jupons, slips, chemises de nuit, pyjamas, déshabillés, peignoirs de bain, robes de chambre et articles similaires, pour femmes ou fillettes |
| 6209 | Vêtements et accessoires du vêtement pour bébés |
| 6210 | Vêtements confectionnés en produits des nos 5602, 5603, 5903, 5906 ou 5907: |
| 6211 | Survêtements de sport (trainings), combinaisons et ensembles de ski, maillots, culottes et slips de bain; autres vêtements |
| 6212 | Soutiens-gorge, gaines, corsets, bretelles, jarretelles, jarretières et articles similaires, et leurs parties, même en bonneterie |

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|---|
| 6213 | Mouchoirs et pochettes |
| 6214 | Châles, écharpes, foulards, cache-nez, cache-col, mantilles, voiles, voilettes et articles similaires |
| 6215 | Cravates, nœuds papillons et foulards cravates |
| 6216 00 00 | Gants, mitaines et moufles |
| 6217 | Autres accessoires confectionnés du vêtement; parties de vêtements ou d'accessoires du vêtement, autres que celles du n° 6212 |
| 6401 | Chaussures étanches à semelles extérieures et dessus en caoutchouc ou en matière plastique, dont le dessus n'a été ni réuni à la semelle extérieure par couture ou par des rivets, des clous, des vis, des têtes ou des dispositifs similaires, ni formé de différentes parties assemblées par ces mêmes procédés |
| 6402 20 00 | Chaussures à semelles extérieures en cuir naturel et dessus constitués par des lanières en cuir naturel passant sur le cou-de-pied et entourant le gros orteil |
| 6402 91 00 | Couvrant la cheville |
| 6402 99 00 | Autres |
| 6403 19 00 | Autres |
| 6403 20 00 | Chaussures à semelles extérieures en cuir naturel et dessus constitués par des lanières en cuir naturel passant sur le cou-de-pied et entourant le gros orteil |
| 6403 40 00 | Autres chaussures, comportant, à l'avant, une coquille de protection en métal |
| 6403 51 00 | Couvrant la cheville |
| 6403 59 00 | Autres |
| 6403 91 00 | Couvrant la cheville |
| 6403 99 00 | Autres |
| ex 6404 19 | Pantoufles et autres chaussures d'intérieur |
| 6404 20 00 | Chaussures à semelles extérieures en cuir naturel ou reconstitué |
| 6405 | Autres chaussures |
| 6504 | Chapeaux et autres coiffures, tressés ou fabriqués par l'assemblage de bandes en toutes matières, même garnis |
| 6505 00 00 | Chapeaux et autres coiffures en bonneterie ou confectionnés à l'aide de dentelles, de feutre ou d'autres produits textiles, en pièces (mais non en bandes), même garnis; résilles et filets à cheveux en toutes matières, même garnis |

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|---|
| 6506 99 00 | Autres chapeaux et coiffures, même garnis, en autres matières |
| 6601 91 00 | Parapluies, ombrelles et parasols, à mât ou manche télescopique |
| 6601 99 00 | Autres |
| 6602 00 00 | Cannes, cannes-sièges, fouets, cravaches et articles similaires |
| ex 9619 | Couches pour bébés |

9. Tapis et tapisseries, fabriqués à la main ou non

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|---|
| 5701 | Tapis en matières textiles, à points noués ou enroulés, même confectionnés |
| 5702 10 00 | Tapis dits «Kelim» ou «Kilim», «Schumacks» ou «Soumak», «Karamanie» et tapis similaires tissés à la main |
| 5702 20 00 | Revêtements de sol en coco |
| 5702 31 00 | Autres, à velours, non confectionnés, de laine ou de poils fins |
| 5702 32 00 | Autres, à velours, non confectionnés, de matières textiles synthétiques ou artificielles |
| 5702 39 00 | Autres, à velours, non confectionnés, d'autres matières textiles |
| 5702 41 00 | Autres, à velours, confectionnés, de laine ou de poils fins |
| 5702 42 00 | Autres, à velours, confectionnés, de matières textiles synthétiques ou artificielles |
| 5702 50 00 | Autres, sans velours, non confectionnés |
| 5702 91 00 | Autres, sans velours, confectionnés, de laine ou de poils fins |
| 5702 92 00 | Autres, sans velours, confectionnés, de matières textiles synthétiques ou artificielles |
| 5702 99 00 | Autres, sans velours, confectionnés, d'autres matières textiles |
| 5703 | Tapis et autres revêtements de sol en matières textiles (y compris le gazon), touffetés, même confectionnés |
| 5704 | Tapis et autres revêtements de sol, en feutre, non touffetés ni floqués, même confectionnés |
| 5705 00 00 | Autres tapis et revêtements de sol en matières textiles, même confectionnés |

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|---|
| 5805 00 00 | Tapisseries tissées à la main (genre Gobelins, Flandres, Aubusson, Beauvais et similaires) et tapisseries à l'aiguille (au petit point, au point de croix, par exemple), même confectonnées |

10. Perles, pierres gemmes précieuses ou fines, ouvrages en perles, bijouterie et joaillerie, articles d'orfèvrerie

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|---|
| 7101 | Perles fines ou de culture, même travaillées ou assorties mais non enfilées, ni montées ni serties; perles fines ou de culture, enfilées temporairement pour la facilité du transport |
| ex 7102 | Diamants, même travaillés, mais non montés ni sertis, sauf destinés à des usages industriels |
| 7103 | Pierres gemmes (précieuses ou fines) autres que les diamants, même travaillées ou assorties mais non enfilées, ni montées, ni serties; pierres gemmes (précieuses ou fines) autres que les diamants, non assorties, enfilées temporairement pour la facilité du transport |
| ex 7104 91 00 | Diamants, sauf destinés à des usages industriels |
| ex 7105 | Égrisés et poudres de pierres gemmes ou de pierres synthétiques, sauf destinés à des usages industriels |
| 7106 | Argent (y compris l'argent doré ou vermeil et l'argent platiné), sous formes brutes ou mi-ouvrées, ou en poudre |
| 7107 00 00 | Plaqué ou doublé d'argent sur métaux communs, sous formes brutes ou mi-ouvrées |
| 7108 | Or (y compris l'or platiné), sous formes brutes ou mi-ouvrées, ou en poudre |
| 7109 00 00 | Plaqué ou doublé d'or sur métaux communs ou sur argent, sous formes brutes ou mi-ouvrées |
| 7110 | Platine (y compris l'iridium, l'osmium, le palladium, le rhodium et le ruthénium) sous formes brutes ou mi-ouvrées, ou en poudre |
| 7111 00 00 | Plaqué ou doublé de platine sur métaux communs, sur argent ou sur or, sous formes brutes ou mi-ouvrées |
| 7113 | Articles de bijouterie ou de joaillerie et leurs parties, en métaux précieux ou en plaqués ou doublés de métaux précieux |
| 7114 | Articles d'orfèvrerie et leurs parties, en métaux précieux ou en plaqués ou doublés de métaux précieux |

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|---|
| 7115 | Autres ouvrages en métaux précieux ou en plaqués ou doublés de métaux précieux |
| 7116 | Ouvrages en perles fines ou de culture, en pierres gemmes ou en pierres synthétiques ou reconstituées |

11. Pièces de monnaie et billets n'ayant pas cours légal

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|--|
| ex 4907 | Billets de banque |
| 7118 10 00 | Monnaies n'ayant pas cours légal, autres que les pièces d'or |
| 7118 90 00 | Autres |

12. Couverts en métaux précieux ou en plaqué ou doublés de métaux précieux

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|---|
| ex 8214 | Autres articles de coutellerie (tondeuses, fendoirs, couperets, hachoirs de bouchers ou de cuisine et coupe-papier, par exemple); outils et assortiments d'outils de manucures ou de pédicures (y compris les limes à ongles) |
| ex 8215 | Cuillers, fourchettes, louches, écumoirs, pelles à tartes, couteaux spéciaux à poisson ou à beurre, pinces à sucre et articles similaires |
| ex 9307 | Sabres, épées, baïonnettes, lances et autres armes blanches, leurs parties et leurs fourreaux |

13. Articles pour le service de la table en porcelaine, en grès ou en faïence ou poterie fine

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|---|
| 6911 | Vaisselle, autres articles de ménage ou d'économie domestique et articles d'hygiène ou de toilette, en porcelaine |
| 6912 00 00 | Vaisselle, autres articles de ménage ou d'économie domestique et articles d'hygiène ou de toilette, en céramique, autres qu'en porcelaine |
| 6914 | Autres ouvrages en céramique |

14. Articles en cristal au plomb

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|--|
| ex 7009 91 | Miroirs en verre, non encadrés |
| ex 7009 92 | Miroirs en verre, encadrés |
| ex 7010 | Bonbonnes, bouteilles, flacons, bocaux, pots, emballages tubulaires, ampoules et autres récipients de transport ou d'emballage, en verre; bocaux à conserves en verre; bouchons, couvercles et autres dispositifs de fermeture, en verre |
| 7013 22 00 | Verres à boire à pied, en cristal au plomb |
| 7013 33 00 | Autres verres à boire, en cristal au plomb |
| 7013 41 00 | Objets pour le service de la table (autres que les verres à boire) ou pour la cuisine en cristal au plomb |
| 7013 91 00 | Autres objets en cristal au plomb |
| 7018 10 00 | Perles de verre, imitations de perles fines ou de culture, imitations de pierres gemmes et articles similaires de verroterie |
| ex 7018 90 00 | Autres |
| ex 7020 00 00 | Autres ouvrages en verre |
| ex 9405 50 00 | Luminaires et appareils d'éclairage non électriques |
| ex 9405 91 00 | Parties, en verre |

15. Articles électroniques à usage domestique d'une valeur dépassant 750 francs

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|--|
| 8414 51 00 | Ventilateurs de table, de sol, muraux, plafonniers, de toitures ou de fenêtres, à moteur électrique incorporé d'une puissance n'excédant pas 125 W |
| 8414 59 00 | Autres |
| 8414 60 00 | Hottes dont le plus grand côté horizontal n'excède pas 120 cm |
| 8415 10 00 | Machines et appareils pour le conditionnement de l'air comprenant un ventilateur à moteur et des dispositifs propres à modifier la température et l'humidité, y compris ceux dans lesquels le degré hygrométrique n'est pas réglable séparément, des types conçus pour être fixés sur une fenêtre, un mur, un plafond ou sur le sol, formant un seul corps ou du type «split-system» (systèmes à éléments séparés) |

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|--|
| 8418 10 00 | Réfrigérateurs, congélateurs-conservateurs et autres matériel, machines et appareils pour la production du froid, à équipement électrique ou autre; pompes à chaleur autres que les machines et appareils pour le conditionnement de l'air du numéro 8415, combinaison de réfrigérateurs et de congélateurs-conservateurs munis de portes ou de tiroirs extérieurs séparés, ou d'une combinaison de ces éléments |
| 8418 21 00 | Réfrigérateurs à compression |
| 8418 29 00 | Autres |
| 8418 30 00 | Meubles congélateurs-conservateurs du type coffre, d'une capacité n'excédant pas 800 l |
| 8418 40 00 | Meubles congélateurs-conservateurs du type armoire, d'une capacité n'excédant pas 900 l |
| 8419 81 00 | Autres appareils et dispositifs pour la préparation de boissons chaudes ou la cuisson ou le chauffage des aliments |
| 8422 11 00 | Machines à laver la vaisselle, de type ménager |
| 8423 10 00 | Pèse-personnes, y compris les pèse-bébés; balances de ménage |
| 8443 12 00 | Machines et appareils à imprimer offset de bureau, alimentés en feuilles dont un côté n'excède pas 22 cm et l'autre n'excède pas 36 cm, à l'état non plié |
| 8443 31 00 | Machines qui assurent au moins deux des fonctions suivantes: impression, copie ou transmission de télécopie, aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information ou à un réseau |
| 8443 32 00 | Autres, aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information ou à un réseau |
| 8443 39 00 | Autres |
| 8450 11 00 | Machines entièrement automatiques |
| 8450 12 00 | Autres machines à laver, avecessoreuse centrifuge incorporée |
| 8450 19 00 | Autres |
| 8451 21 00 | Machines à sécher, d'une capacité unitaire exprimée en poids de linge sec n'excédant pas 10 kg |
| 8452 10 00 | Machines à coudre de type ménager |
| 8470 10 00 | Calculatrices électroniques pouvant fonctionner sans source d'énergie électrique extérieure et machines de poche comportant une fonction de calcul permettant d'enregistrer, de reproduire et d'afficher des informations |
| 8470 21 00 | Autres machines à calculer électroniques, comportant un organe imprimant |

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|--|
| 8470 29 00 | Autres |
| 8470 30 00 | Autres machines à calculer |
| 8472 90 00 | Autres machines et appareils de bureau, autres |
| 8479 60 00 | Appareils à évaporation pour le rafraîchissement de l'air |
| 8508 11 00 | Aspirateurs à moteur électrique incorporé, d'une puissance n'excédant pas 1500 W et dont le volume du réservoir n'excède pas 20 l |
| 8508 19 00 | Autres |
| 8508 60 00 | Autres aspirateurs |
| 8509 80 00 | Appareils électromécaniques à moteur électrique incorporé, à usage domestique, autres que les aspirateurs du n° 8508; autres appareils que les broyeurs et mélangeurs pour aliments; presse-fruits et presse-légumes |
| 8516 31 00 | Sèche-cheveux |
| 8516 50 00 | Fours à micro-ondes |
| ex 8516 60 00 | Cuisinières |
| 8516 71 00 | Appareils pour la préparation du café ou du thé |
| 8516 72 00 | Grille-pain |
| 8516 79 00 | Autres |
| 8517 11 00 | Postes téléphoniques d'usagers par fil à combinés sans fil |
| 8517 13 00 | Téléphones intelligents |
| 8517 18 00 | Autres |
| ex 8529 10 00 | Antennes d'intérieur pour récepteurs de radiodiffusion et de télévision, y compris celles à incorporer |
| 8529 10 00 | Antennes et réflecteurs d'antennes de tous types; parties reconnaissables comme étant utilisées conjointement avec ces articles |
| 8531 10 00 | Avertisseurs électriques pour la protection contre le vol ou l'incendie et appareils similaires |
| ex 8543 70 | Machines électriques avec fonctions de traduction ou de dictionnaire |
| ex 8543 70 | Amplificateurs d'antennes |
| ex 8543 70 | Bancs et ciels solaires et appareils similaires pour le bronzage |
| ex 8543 70 | Autres |

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|---|
| 9504 50 00 | Consoles et machines de jeux vidéo, autres que celles du n° 9504.30 |
| 9504 90 00 | Autres |

16. Appareils électriques/électroniques ou optiques d'enregistrement et de reproduction du son et des images d'une valeur dépassant 1000 francs

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|--|
| 8519 | Appareils d'enregistrement du son; appareils de reproduction du son; appareils d'enregistrement et de reproduction du son |
| 8521 | Appareils d'enregistrement ou de reproduction vidéo-phoniques, même incorporant un récepteur de signaux vidéo-phoniques |
| 8527 | Appareils récepteurs pour la radiodiffusion, même combinés, sous une même enveloppe, à un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son ou à un appareil d'horlogerie |
| 8528 71 00 | Appareils récepteurs de télévision, même incorporant un appareil récepteur de radiodiffusion ou un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son ou des images, non conçus pour incorporer un dispositif d'affichage ou un écran vidéo |
| 8528 72 00 | Autres, en couleurs |
| 9006 | Appareils photographiques; appareils et dispositifs, y compris les lampes et tubes, pour la production de la lumière-éclair en photographie, à l'exclusion des lampes et tubes à décharge du n° 8539 |
| 9007 | Caméras et projecteurs cinématographiques, même incorporant des appareils d'enregistrement ou de reproduction du son |

17. Véhicules pour le transport de personnes par voie terrestre, aérienne ou maritime d'une valeur unitaire dépassant 50 000 francs; téléphériques, télésièges, remonte-pentes, mécanismes de traction pour funiculaires, motos d'une valeur unitaire dépassant 5000 francs, ainsi que leurs accessoires et pièces détachées

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|--|
| 4011 10 00 | Pneumatiques neufs, en caoutchouc, des types utilisés pour les voitures de tourisme (y compris les voitures du type «break» et les voitures de course) |
| 4011 40 00 | Pneumatiques neufs, en caoutchouc, des types utilisés pour motocycles |
| 4011 90 00 | Pneumatiques neufs, en caoutchouc, autres |
| 7009 10 00 | Miroirs rétroviseurs pour véhicules |
| 8407 | Moteurs à piston alternatif ou rotatif, à allumage par étincelles (moteurs à explosion) |
| 8409 | Parties reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinées aux moteurs des n ^{os} 8407 ou 8408 |
| 8428 60 00 | Téléphériques (y compris les télésièges et remonte-pentes); mécanismes de traction pour funiculaires |
| ex 8512 30 | Avertisseurs électriques pour la protection contre le vol des types utilisés pour véhicules automobiles |
| ex 8512 30 | Autres |
| 8512 40 | Essuie-glaces, dégivreurs et dispositifs antibuée |
| 8603 | Automotrices et autorails, autres que ceux du n ^o 8604 |
| 8605 00 00 | Voitures à voyageurs, fourgons à bagages, voitures postales et autres voitures spéciales, pour voies ferrées ou similaires (à l'exclusion des voitures du n ^o 8604) |
| 8607 | Parties de véhicules pour voies ferrées ou similaires |
| 8702 | Véhicules automobiles pour le transport de dix personnes ou plus, chauffeur inclus |
| 8706 | Châssis des véhicules automobiles des n ^{os} 8701 à 8705, équipés de leur moteur |
| 8707 | Carrosseries des véhicules automobiles des n ^{os} 8701 à 8705, y compris les cabines |
| 8708 | Parties et accessoires des véhicules des n ^{os} 8701 à 8705 |
| 8711 | Motocycles (y compris les cyclomoteurs) et cycles équipés d'un moteur auxiliaire, avec ou sans side-cars; side-cars |
| 8712 00 00 | Bicyclettes et autres cycles (y compris les triporteurs), sans moteur |

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|---|
| 8714 | Parties et accessoires des véhicules des nos 8711 à 8713 |
| 8716 10 00 | Remorques et semi-remorques pour l'habitation ou le camping, du type caravane |
| 8716 40 00 | Autres remorques et semi-remorques |
| 8716 90 00 | Parties |
| 8901 10 00 | Paquebots, bateaux de croisières et bateaux similaires principalement conçus pour le transport de personnes; transbordeurs |
| 8901 90 00 | Autres bateaux pour le transport de marchandises et autres bateaux conçus à la fois pour le transport de personnes et de marchandises |

18. Horloges et montres et leurs pièces

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|---|
| 9101 | Montres-bracelets, montres de poche et montres similaires (y compris les compteurs de temps des mêmes types), avec boîte en métaux précieux ou en plaqués ou doublés de métaux précieux |
| 9102 | Montres-bracelets, montres de poche et montres similaires (y compris les compteurs de temps des mêmes types), autres que celles du n° 9101 |
| 9103 | Réveils et pendulettes, à mouvement de montre |
| 9104 00 00 | Montres de tableaux de bord et montres similaires, pour automobiles, véhicules aériens, bateaux ou autres véhicules |
| 9105 | Réveils, pendules, horloges et appareils d'horlogerie similaires, à mouvement autre que de montre |
| 9108 | Mouvements de montres, complets et assemblés |
| 9109 | Mouvements d'horlogerie, complets et assemblés, autres que de montres |
| 9110 | Mouvements d'horlogerie complets, non assemblés ou partiellement assemblés (chablons); mouvements d'horlogerie incomplets, assemblés; ébauches de mouvements d'horlogerie |
| 9111 | Boîtes de montres des nos 9101 ou 9102 et leurs parties |
| 9112 | Cages et cabinets d'appareils d'horlogerie et leurs parties |
| 9113 | Bracelets de montres et leurs parties |
| 9114 | Autres fournitures d'horlogerie |

19. Instruments de musique d'une valeur dépassant 1500 francs

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|--|
| 9201 | Pianos, même automatiques; clavecins et autres instruments à cordes à clavier |
| 9202 | Autres instruments de musique à cordes (guitares, violons, harpes, par exemple) |
| 9205 | Instruments de musique à vent (orgues à tuyaux et à clavier, accordéons, clarinettes, trompettes, cornemuses, par exemple), autres que les orchestrons et les orgues de Barbarie |
| 9206 00 00 | Instruments de musique à percussion (tambours, caisses, xylophones, cymbales, castagnettes, maracas, par exemple) |
| 9207 | Instruments de musique dont le son est produit ou doit être amplifié par des moyens électriques (orgues, guitares, accordéons, par exemple) |

20. Objets d'art, de collection ou d'antiquité

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|--|
| ex 97 | Objets d'art, de collection ou d'antiquité |

21. Articles et équipements destinés à la pratique du sport, notamment du ski, du golf, de la plongée sous-marine et des sports nautiques

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|--|
| 4015 19 00 | Gants, mitaines et moufles, autres que ceux des types utilisés pour la médecine, la chirurgie, l'art dentaire ou l'art vétérinaire |
| 4015 90 00 | Vêtements et accessoires du vêtement (autres que les gants, mitaines et moufles) en caoutchouc vulcanisé non durci, pour tous usages |
| 6210 40 00 | Autres vêtements pour hommes ou garçonnets |
| 6210 50 00 | Autres vêtements, pour femmes ou fillettes |
| 6211 11 00 | Survêtements de sport (trainings), combinaisons et ensembles de ski, maillots, culottes et slips de bain; autres vêtements pour hommes ou garçonnets |

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|---|
| 6211 12 00 | Survêtements de sport (trainings), combinaisons et ensembles de ski, maillots, culottes et slips de bain; autres vêtements pour femmes ou fillettes |
| 6211 20 00 | Combinaisons et ensembles de ski |
| 6216 00 00 | Gants, mitaines et moufles |
| 6402 12 00 | Chaussures de ski et chaussures pour le surf des neiges |
| 6402 19 00 | Autres |
| 6403 12 00 | Chaussures de ski et chaussures pour le surf des neiges |
| 6403 19 00 | Autres |
| 6404 11 00 | Chaussures de sport; chaussures dites de tennis, de basket-ball, de gymnastique, d'entraînement et chaussures similaires |
| 6404 19 00 | Autres |
| 9004 90 00 | Lunettes (correctrices, protectrices ou autres) et articles similaires, autres que les lunettes solaires |
| 9020 00 00 | Autres appareils respiratoires et masques à gaz, à l'exclusion des masques de protection dépourvus de mécanisme et d'élément filtrant amovible |
| 9506 11 00 | Skis |
| 9506 12 00 | Fixations pour skis |
| 9506 19 00 | Autre matériel pour la pratique du ski de neige |
| 9506 21 00 | Planches à voile |
| 9506 29 00 | Skis nautiques, aquaplanes et autre matériel pour la pratique des sports nautiques autres que les planches à voile |
| 9506 31 00 | Clubs de golf complets |
| 9506 32 00 | Balles de golf |
| 9506 39 00 | Autre matériel pour le golf |
| 9506 40 00 | Articles et matériel pour le tennis de table |
| 9506 51 00 | Raquettes de tennis, même non cordées |
| 9506 59 00 | Raquettes de badminton ou similaires, même non cordées |
| 9506 61 00 | Balles de tennis |
| 9506 69 00 | Autres que les balles de tennis et les balles gonflables |
| 9506 70 00 | Patins à glace et patins à roulettes, y compris les chaussures auxquelles sont fixés des patins |
| 9506 91 00 | Articles et matériel pour la culture physique, la gymnastique ou l'athlétisme |

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|--|
| 9506 99 00 | Autres |
| 9507 | Cannes à pêche, hameçons et autres articles pour la pêche à la ligne; épuisettes pour tous usages; leurres (autres que ceux des nos 9208 ou 9705) et articles de chasse similaires |

22. Articles et équipements pour les billards, les jeux de quilles automatiques (bowlings, par exemple), les jeux de casino et les jeux fonctionnant par l'introduction d'une pièce de monnaie ou d'un billet de banque

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|--|
| 9504 20 00 | Billards de tout genre et leurs accessoires |
| 9504 30 00 | Autres jeux fonctionnant par l'introduction d'une pièce de monnaie, d'un billet de banque, d'une carte bancaire, d'un jeton ou par tout autre moyen de paiement, à l'exclusion des jeux de quilles automatiques (bowlings) |
| 9504 40 00 | Cartes à jouer |
| 9504 50 00 | Consoles et machines de jeux vidéo, autres que celles du n° 9504.30 |
| 9504 90 00 | Autres |

23. Articles et équipements optiques de toute valeur

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|---|
| 8525 83 00 | Autres, à vision nocturne, mentionnés dans la note 3 de sous-positions du chapitre 85 |
| ex 9013 80 00 | Viseurs point rouge |

*Annexe 19*³³¹
(art. 9b, al. 1, et 14f, al. 1)³³²)

Carburéacteurs et additifs pour carburants

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|--|
| | Carburéacteurs (autres que le kérosène): |
| ex 2710 12 19 | Carburéacteurs type essence (huiles légères) |
| ex 2710 19 19 | Autres que le kérosène (huiles moyennes) |
| ex 2710 19 19 | Carburéacteurs type kérosène (huiles moyennes) |
| ex 2710 20 10 | Carburéacteurs type kérosène mélangés avec du biodiesel: |
| | Inhibiteurs d'oxydation |
| | Inhibiteurs d'oxydation utilisés dans les additifs pour huiles lubrifiantes: |
| ex 3811 21 | – contenant des huiles de pétrole |
| ex 3811 29 | – autres inhibiteurs d'oxydation |
| ex 3811 90 | Inhibiteurs d'oxydation pour d'autres liquides utilisés aux mêmes fins que les huiles minérales: |
| | Additifs dissipateurs statiques |
| | Additifs dissipateurs statiques pour huiles lubrifiantes: |
| ex 3811 21 | – contenant des huiles de pétrole |
| ex 3811 29 | – Autres |
| ex 3811 90 | Additifs dissipateurs statiques pour d'autres liquides utilisés aux mêmes fins que les huiles minérales: |
| | Inhibiteurs de corrosion |
| | Inhibiteurs de corrosion pour huiles lubrifiantes: |
| ex 3811 21 | – contenant des huiles de pétrole |
| ex 3811 29 | – Autres |
| ex 3811 90 | Inhibiteurs de corrosion pour d'autres liquides utilisés aux mêmes fins que les huiles minérales: |
| | Additifs antiglace pour systèmes d'alimentation (additifs antigel) |
| | Additifs antiglace pour systèmes d'alimentation pour huiles lubrifiantes: |

³³¹ Introduite par le ch. II al. 3 de l'O du 27 avr. 2022 (RO 2022 260). Mise à jour par le ch. II al. 3 de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

³³² En vigueur depuis le 20 mars 2024.

| | Position tarifaire | Désignation |
|----|--------------------|--|
| ex | 3811 21 | – contenant des huiles de pétrole |
| ex | 3811 29 | – Autres |
| ex | 3811 90 | Additifs antiglace pour systèmes d'alimentation pour d'autres liquides utilisés aux mêmes fins que les huiles minérales: Désactivateurs de métaux Désactivateurs de métaux pour huiles lubrifiantes: |
| ex | 3811 21 | – contenant des huiles de pétrole |
| ex | 3811 29 | – Autres |
| ex | 3811 90 | Désactivateurs de métaux pour d'autres liquides utilisés aux mêmes fins que les huiles minérales: |
| ex | | Additifs biocides Additifs biocides pour huiles lubrifiantes: |
| ex | 3811 21 | – contenant des huiles de pétrole |
| ex | 3811 29 | – Autres |
| ex | 3811 90 | Additifs biocides pour d'autres liquides utilisés aux mêmes fins que les huiles minérales: |
| ex | | Additifs améliorant la stabilité thermique Améliorants de stabilité thermique pour huiles lubrifiantes: |
| ex | 3811 21 | – contenant des huiles de pétrole |
| ex | 3811 29 | – Autres |
| ex | 3811 90 | Améliorants de stabilité thermique pour d'autres liquides utilisés aux mêmes fins que les huiles minérales |

*Annexe 20*³³³
(art. 14c, al. 1)

Biens importants sur le plan économique

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|--|
| 0306 | Crustacés, même décortiqués, vivants, frais, réfrigérés, congelés, séchés, salés ou en saumure; crustacés, même décortiqués, fumés, même cuits avant ou pendant le fumage; crustacés non décortiqués, cuits à l'eau ou à la vapeur, même réfrigérés, congelés, séchés, salés ou en saumure |
| 1604 31 00 | Caviar |
| 1604 32 00 | Succédanés de caviar |
| 2208 | Alcool éthylique non dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de moins de 80 % vol; eaux-de-vie, liqueurs et autres boissons spiritueuses: |
| 2303 | Résidus d'amidonnerie et résidus similaires, pulpes de betteraves, bagasses de cannes à sucre et autres déchets de sucrerie, drêches et déchets de brasserie ou de distillerie, même agglomérés sous forme de pellets |
| 2402 | Cigares (y compris ceux à bouts coupés), cigarillos et cigarettes, en tabac ou en succédanés de tabac |
| 2523 | Ciments hydrauliques (y compris les ciments non pulvérisés dits «clinkers»), même colorés |
| 2701 | Houilles; briquettes, boulets et combustibles solides similaires obtenus à partir de la houille |
| 2702 | Lignite, même agglomérés, à l'exclusion du jais |
| 2703 00 00 | Tourbe (y compris la tourbe pour litière), même agglomérée |
| 2704 00 00 | Cokes et semi-cokes de houille, de lignite ou de tourbe, même agglomérés; charbon de cornue |
| 2705 00 00 | Gaz de houille, gaz à l'eau, gaz pauvre et gaz similaires, à l'exclusion des gaz de pétrole et autres hydrocarbures gazeux |
| 2706 00 00 | Goudrons de houille, de lignite ou de tourbe et autres goudrons minéraux, même déshydratés ou étêtés, y compris les goudrons reconstitués |

³³³ Introduite par le ch. II al. 3 de l'O du 27 avr. 2022 (RO 2022 260). Nouvelle teneur selon le ch. II al. 2 de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|--|
| 2707 | Huiles et autres produits provenant de la distillation des goudrons de houille de haute température; produits analogues dans lesquels les constituants aromatiques prédominent en poids par rapport aux constituants non aromatiques |
| 2708 | Brai et coke de brai de goudron de houille ou d'autres goudrons minéraux |
| 2711 12 | Propane, liquéfiés |
| 2711 13 | Butanes, liquéfiés |
| 2711 14 | Éthylène, propylène, butylène et butadiène, liquéfiés |
| 2711 19 | Hydrocarbures gazeux, liquéfiés - autres |
| 2712 | Vaseline; paraffine, cire de pétrole micro-cristalline, «slack wax», ozokérite, cire de lignite, cire de tourbe, autres cires minérales et produits similaires obtenus par synthèse ou par d'autres procédés, même colorés |
| 2713 | Coke de pétrole, bitume de pétrole et autres résidus des huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux |
| 2714 | Bitumes et asphaltes, naturels; schistes et sables bitumineux; asphaltites et roches asphaltiques |
| 2715 00 00 | Mélanges bitumineux à base d'asphalte ou de bitume naturels, de bitume de pétrole, de goudron minéral ou de brai de goudron minéral (mastics bitumineux, cut-backs, par exemple) |
| 2803 00 00 | Carbone (noirs de carbone et autres formes de carbone non dénommées ni comprises ailleurs) |
| 2811 | Autres acides inorganiques et autres composés oxygénés inorganiques des éléments non métalliques |
| 2818 | Corindon artificiel, chimiquement défini ou non; oxyde d'aluminium; hydroxyde d'aluminium |
| ex 2825 | Hydrazine et hydroxylamine et leurs sels inorganiques; autres bases inorganiques; autres oxydes, hydroxydes et peroxydes de métaux, à l'exclusion de ceux des n ^{os} 2825 20 et 2825 30 |
| 2834 | Nitrites; nitrates |
| ex 2835 | Phosphinates (hypophosphites), phosphonates (phosphites) et phosphates; polyphosphates, de constitution chimique définie ou non, à l'exclusion des phosphates du n ^o 2835 26 |
| 2836 | Carbonates; peroxocarbonates (percarbonates); carbonate d'ammonium du commerce contenant du carbamate d'ammonium |
| ex 2901 | Hydrocarbures acycliques, à l'exclusion du n ^o 2901 10 |
| 2902 | Hydrocarbures cycliques |

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|---|
| 2903 | Dérivés halogénés des hydrocarbures |
| 2905 | Alcools acycliques et leurs dérivés halogénés, sulfonés, nitrés ou nitrosés |
| 2907 | Phénols; phénols-alcools |
| 2909 | Éthers, éthers-alcools, éthers-phénols, éthers-alcools-phénols, peroxydes d'alcools, peroxydes d'éthers, peroxydes d'acétals et d'hémi-acétals, peroxydes de cétones (de constitution chimique définie ou non) et leurs dérivés halogénés, sulfonés, nitrés ou nitrosés |
| 2914 | Cétones et quinones, même contenant d'autres fonctions oxygénées, et leurs dérivés halogénés, sulfonés, nitrés ou nitrosés |
| 2915 | Acides monocarboxyliques acycliques saturés et leurs anhydrides, halogénures, peroxydes et peroxyacides; leurs dérivés halogénés, sulfonés, nitrés ou nitrosés |
| 2917 | Acides polycarboxyliques, leurs anhydrides, halogénures, peroxydes et peroxyacides; leurs dérivés halogénés, sulfonés, nitrés ou nitrosés |
| 2922 | Composés aminés à fonctions oxygénées |
| 2923 | Sels et hydroxydes d'ammonium quaternaire; lécithines et autres phosphoaminolipides, de constitution chimique définie ou non |
| 2931 | Autres composés organo-inorganiques |
| 2933 | Composés hétérocycliques à hétéroatome(s) d'azote exclusivement |
| 3104 20 00 | Chlorure de potassium |
| 3105 20 00 | Engrais minéraux ou chimiques contenant les trois éléments fertilisants: azote, phosphore et potassium |
| 3105 60 00 | Engrais minéraux ou chimiques contenant les deux éléments fertilisants phosphore et potassium |
| ex 3105 90 00 | Autres engrais contenant du chlorure de potassium |
| 3301 | Huiles essentielles (déterpénées ou non), y compris celles dites «concrètes» ou «absolues»; résinoïdes; oléorésines d'extraction; solutions concentrées d'huiles essentielles dans les graisses, les huiles fixes, les cires ou matières analogues, obtenues par enfleurage ou macération; sous-produits terpéniques résiduels de la déterpénation des huiles essentielles; eaux distillées aromatiques et solutions aqueuses d'huiles essentielles |

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|---|
| 3304 | Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau, autres que les médicaments, y compris les préparations antisolaires et les préparations pour bronzer; préparations pour manucures ou pédicures |
| 3305 | Préparations capillaires |
| 3306 | Préparations pour l'hygiène buccale ou dentaire, y compris les poudres et crèmes pour faciliter l'adhérence des dentiers; fils utilisés pour nettoyer les espaces interdentaires (fils dentaires), en emballages individuels de détail |
| 3307 | Préparations pour le prérasage, le rasage ou l'après-rasage, désodorisants corporels, préparations pour bains, dépilatoires, autres produits de parfumerie ou de toilette préparés et autres préparations cosmétiques, non dénommés ni compris ailleurs; désodorisants de locaux, préparés, même non parfumés, ayant ou non des propriétés désinfectantes |
| 3401 | Savons; produits et préparations organiques tensio-actifs à usage de savon, en barres, en pains, en morceaux ou en sujets frappés, même contenant du savon; produits et préparations organiques tensio-actifs destinés au lavage de la peau, sous forme de liquide ou de crème, conditionnés pour la vente au détail, même contenant du savon; papier, ouates, feutres et nontissés, imprégnés, enduits ou recouverts de savon ou de détergents |
| 3402 | Agents de surface organiques (autres que les savons); préparations tensio-actives, préparations pour lessives (y compris les préparations auxiliaires de lavage) et préparations de nettoyage, même contenant du savon, autres que celles du n° 3401 |
| 3404 | Cires artificielles et cires préparées |
| 3801 | Graphite artificiel; graphite colloïdal ou semi-colloïdal; préparations à base de graphite ou d'autre carbone, sous forme de pâtes, blocs, plaquettes ou d'autres demi-produits |
| 3811 | Préparations antidétonantes, inhibiteurs d'oxydation, additifs peptisants, améliorants de viscosité, additifs anticorrosifs et autres additifs préparés, pour huiles minérales (y compris l'essence) ou pour autres liquides utilisés aux mêmes fins que les huiles minérales |
| 3812 | Préparations dites «accélérateurs de vulcanisation»; plastifiants composites pour caoutchouc ou matières plastiques, non dénommés ni compris ailleurs; préparations antioxydantes et autres stabilisateurs composites pour caoutchouc ou matières plastiques |

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|---|
| 3817 | Alkylbenzènes en mélanges et alkylnaphtalènes en mélanges autres que ceux des numéros 2707 ou 2902 |
| 3819 00 00 | Liquides pour freins hydrauliques et autres liquides préparés pour transmissions hydrauliques, ne contenant pas d'huiles de pétrole ni de minéraux bitumineux ou en contenant moins de 70 % en poids |
| 3823 | Acides gras monocarboxyliques industriels; huiles acides de raffinage; alcools gras industriels |
| 3824 | Liants préparés pour moules ou noyaux de fonderie; produits chimiques et préparations des industries chimiques ou des industries connexes(y compris celles consistant en mélanges de produits naturels), non dénommés ni compris ailleurs |
| 3901 | Polymères de l'éthylène, sous formes primaires |
| 3902 | Polymères de propylène ou d'autres oléfines, sous formes primaires |
| 3903 | Polymères du styrène, sous formes primaires |
| 3904 | Polymères du chlorure de vinyle ou d'autres oléfines halogénées, sous formes primaires |
| 3907 | Polyacétals, autres polyéthers et résines époxydes, sous formes primaires; polycarbonates, résines alkydes, polyesters allyliques et autres polyesters, sous formes primaires |
| 3908 | Polyamides sous formes primaires |
| 3916 | Monofilaments dont la plus grande dimension de la coupe transversale excède 1 mm (monofils), joncs, bâtons et profilés, même ouvrés en surface mais non autrement travaillés, en matières plastiques |
| 3917 | Tubes et tuyaux et leurs accessoires (joints, coudes, raccords, par exemple), en matières plastiques |
| 3919 | Plaques, feuilles, bandes, rubans, pellicules et autres formes plates, auto-adhésifs, en matières plastiques, même en rouleaux |
| 3920 | Autres plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames, en matières plastiques non alvéolaires, non renforcées, ni stratifiées, ni munies d'un support, ni pareillement associées à d'autres matières |
| 3921 | Autres plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames, en matières plastiques |
| 3923 | Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques; bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques |

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|--|
| 3925 | Articles d'équipement pour la construction, en matières plastiques, non dénommés ni compris ailleurs |
| 3926 | Autres ouvrages en matières plastiques et ouvrages en autres matières des n ^{os} 3901 à 3914 |
| 4002 | Caoutchouc synthétique et factice pour caoutchouc dérivé des huiles, sous formes primaires ou en plaques, feuilles ou bandes; mélanges des produits du n ^o 4001 avec des produits de la présente position, sous formes primaires ou en plaques, feuilles ou bandes |
| 4011 | Pneumatiques neufs, en caoutchouc |
| 4107 | Cuirs préparés après tannage ou après dessèchement et cuirs et peaux parcheminés, de bovins (y compris les buffles) ou d'équidés, épilés, même refendus autres que ceux du n ^o 4114 |
| 4202 | Malles, valises et malles, y compris les malles de toilette et les malles porte-documents, serviettes, cartables, étuis à lunettes, étuis pour jumelles, appareils photographiques, caméras, instruments de musique ou armes et contenant similaires; sacs de voyage, sacs isolants pour produits alimentaires et boissons, trousse de toilette, sacs à dos, sacs à main, sacs à provisions, portefeuilles, porte-monnaie, porte-cartes, étuis à cigarettes, blagues à tabac, trousse à outils, sacs pour articles de sport, boîtes pour flacons ou bijoux, boîtes à poudre, écrins pour orfèvrerie et contenant similaires, en cuir naturel ou reconstitué, en feuilles de matières plastiques, en matières textiles, en fibre vulcanisée ou en carton, ou recouverts, en totalité ou en majeure partie, de ces mêmes matières ou de papier |
| 4301 | Pelleteries brutes (y compris les têtes, queues, pattes et autres morceaux utilisables en pelleteries), autres que les peaux brutes des n ^{os} 4101, 4102 ou 4103 |
| 44 | Bois, charbon de bois et ouvrages en bois |
| 4703 | Pâtes chimiques de bois, à la soude ou au sulfate, autres que les pâtes à dissoudre |
| 4705 00 00 | Pâtes de bois obtenues par la combinaison d'un traitement mécanique et d'un traitement chimique |
| 4801 00 00 | Papier journal, en rouleaux ou en feuilles |

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|---|
| 4802 | Papiers et cartons, non couchés ni enduits, des types utilisés pour l'écriture, l'impression ou d'autres fins graphiques, et papiers et cartons pour cartes ou bandes à perforer, non perforés, en rouleaux ou en feuilles de forme carrée ou rectangulaire, de tout format, autres que les papiers des n ^{os} 4801 ou 4803; papiers et cartons formés feuille à feuille (papiers et cartons à la main) |
| 4803 00 00 | Papiers des types utilisés pour papiers de toilette, pour serviettes à démaquiller, pour essuie-mains, pour serviettes ou pour papiers similaires à usages domestiques, d'hygiène ou de toilette, ouate de cellulose et nappes de fibres de cellulose, même crêpés, plissés, gaufrés, estampés, perforés, coloriés en surface, décorés en surface ou imprimés, en rouleaux ou en feuilles |
| 4804 | Papiers et cartons Kraft, non couchés ni enduits, en rouleaux ou en feuilles, autres que ceux des n ^{os} 4802 ou 4803 |
| 4805 | Autres papiers et cartons, non couchés ni enduits, en rouleaux ou en feuilles, n'ayant pas subi d'ouvrison complémentaire ou de traitements autres que ceux stipulés dans la note 3 du chapitre 48 |
| 4810 | Papiers et cartons couchés au kaolin ou à d'autres substances inorganiques sur une ou sur les deux faces, avec ou sans liants, à l'exclusion de tout autre couchage ou enduction, même coloriés en surface, décorés en surface ou imprimés, en rouleaux ou en feuilles de forme carrée ou rectangulaire, de tout format |
| 4811 | Papiers, cartons, ouate de cellulose et nappes de fibres de cellulose, couchés, enduits, imprégnés, recouverts, coloriés en surface, décorés en surface ou imprimés, en rouleaux ou en feuilles de forme carrée ou rectangulaire, de tout format autres que les produits décrits dans les libellés des n ^{os} 4803, 4809 et 4810 |
| 4818 | Papiers des types utilisés pour papiers de toilette et pour papiers similaires, ouate de cellulose ou nappes de fibres de cellulose, des types utilisés à des fins domestiques ou sanitaires, en rouleaux d'une largeur n'excédant pas 36 cm, ou coupés à format; mouchoirs, serviettes à démaquiller, essuie-mains, nappes, serviettes de table, draps de lit et articles similaires à usages domestiques, de toilette, hygiéniques ou hospitaliers, vêtements et accessoires du vêtement, en pâte à papier, papier, ouate de cellulose ou nappes de fibres de cellulose |
| 4819 | Boîtes, sacs, pochettes, cornets et autres emballages en papier, carton, ouate de cellulose ou nappes de fibres de cellulose; cartonnages de bureau, de magasin ou similaires |

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|---|
| 4823 | Autres papiers, cartons, ouate de cellulose et nappes de fibres de cellulose découpés à format; autres ouvrages en pâte à papier, papier, carton, ouate de cellulose ou nappes de fibres de cellulose |
| 5402 | Fils de filaments synthétiques (autres que les fils à coudre), non conditionnés pour la vente au détail, y compris les mono-filaments synthétiques de moins de 67 décitex |
| 5601 | Ouates de matières textiles et articles en ces ouates; fibres textiles d'une longueur n'excédant pas 5 mm (tontisses), nœuds et noppes (boutons) de matières textiles |
| 5603 | Nontissés, même imprégnés, enduits, recouverts ou stratifiés |
| 6204 | Costumes tailleurs, ensembles, vestes, robes, jupes, jupes-culottes, pantalons, salopettes à bretelles, culottes et shorts (autres que pour le bain), pour femmes ou fillettes |
| 6305 | Sacs et sachets d'emballage |
| 6403 | Chaussures à semelles extérieures en caoutchouc, matière plastique, cuir naturel ou reconstitué et dessus en cuir naturel |
| 6806 | Laine de laitier, de scories, de roche et laines minérales similaires; vermiculite expansée, argile expansée, mousse de scories et produits minéraux similaires expansés; mélanges et ouvrages en matières minérales à usage d'isolants thermiques ou sonores ou pour l'absorption du son, à l'exclusion de ceux des nos 6811, 6812 ou du chapitre 69 |
| 6807 | Ouvrages en asphalte ou en produits similaires (par exemple poix de pétrole, brais, par exemple) |
| 6808 00 00 | Panneaux, planches, carreaux, blocs et articles similaires, en fibres végétales, en paille ou en copeaux, plaquettes, particules, sciures ou autres déchets de bois, agglomérés avec du ciment, du plâtre ou d'autres liants minéraux |
| 6810 | Ouvrages en ciment, en béton ou en pierre artificielle, même armés |
| 6814 | Mica travaillé et ouvrages en mica, y compris le mica aggloméré ou reconstitué, même sur support en papier, carton ou en autres matières |
| 6815 | Ouvrages en pierre ou en autres matières minérales (y compris les fibres de carbone, les ouvrages en ces matières et en tourbe), non dénommés ni compris ailleurs |
| 6902 | Briques, dalles, carreaux et pièces céramiques analogues de construction, réfractaires autres que ceux en farines siliceuses fossiles ou en terres siliceuses analogues |

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|---|
| 6907 | Carreaux et dalles de pavement ou de revêtement, en céramique; cubes, dés et articles similaires pour mosaïques, en céramique, même sur un support; pièces de finition, en céramique |
| 7005 | Glace (verre flotté et verre douci ou poli sur une ou deux faces) en plaques ou en feuilles, même à couche absorbante, réfléchissante ou non réfléchissante, mais non autrement travaillée |
| 7007 | Verre de sécurité, consistant en verres trempés ou formés de feuilles contre-collées |
| 7010 | Bonbonnes, bouteilles, flacons, bocaux, pots, emballages tubulaires, ampoules et autres récipients de transport ou d'emballage, en verre; bocaux à conserves en verre; bouchons, couvercles et autres dispositifs de fermeture, en verre |
| 7019 | Fibres de verre (y compris la laine de verre) et ouvrages en ces matières (fils, stratifils (rovings), tissus, par exemple) |
| 7104 | Pierres synthétiques ou reconstituées, même travaillées ou assorties mais non enfilées ni montées ni serties; pierres synthétiques ou reconstituées non assorties, enfilées temporairement pour la facilité du transport |
| 7106 | Argent (y compris l'argent doré ou vermeil et l'argent platiné), sous formes brutes ou mi-ouvrées, ou en poudre |
| 7112 | Déchets et débris de métaux précieux ou de plaqué ou doublé de métaux précieux; autres déchets et débris contenant des métaux précieux ou des composés de métaux précieux du type de ceux utilisés principalement pour la récupération des métaux précieux autres que les produits du n° 8549 |
| 7115 | Autres ouvrages en métaux précieux ou en plaqués ou doublés de métaux précieux |
| 7201 | Fontes brutes et fontes spiegel en gueuses, saumons ou autres formes primaires |
| 7202 | Ferro-alliages |
| 7203 | Produits ferreux obtenus par réduction directe des minerais de fer et autres produits ferreux spongieux, en morceaux, boulettes ou formes similaires; fer d'une pureté minimale en poids de 99,94 %, en morceaux, boulettes ou formes similaires |
| 7205 | Grenailles et poudres de fonte brute, de fonte spiegel, de fer ou d'acier |
| 7408 | Fils de cuivre |
| 7604 | Barres et profilés en aluminium |

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|---|
| 7605 | Fils en aluminium |
| 7606 | Tôles et bandes en aluminium, d'une épaisseur excédant 0,2 mm |
| 7607 | Feuilles et bandes minces en aluminium (même imprimées ou fixées sur papier, carton, matières plastiques ou supports similaires) d'une épaisseur n'excédant pas 0,2 mm (support non compris) |
| 7608 | Tubes et tuyaux en aluminium |
| 7801 | Plomb sous forme brute |
| 8207 | Outils, interchangeables, pour outillage à main, mécanique ou non, ou pour machines-outils (à emboutir, à estamper, à poinçonner, à tarauder, à fileter, à percer, à aléser, à brocher, à fraiser, à tourner, à visser, par exemple), y compris les filières pour l'étirage ou le filage (extrusion) des métaux, ainsi que les outils de forage ou de sondage |
| 8212 | Rasoirs et leurs lames (y compris les ébauches en bandes) |
| 8302 | Garnitures, ferrures et articles similaires en métaux communs pour meubles, portes, escaliers, fenêtres, persiennes, carrosseries, articles de sellerie, malles, coffres, coffrets ou autres ouvrages de l'espèce; patères, porte-chapeaux, supports et articles similaires, en métaux communs; roulettes avec monture en métaux communs; ferme-portes automatiques en métaux communs |
| 8309 | Bouchons (y compris les bouchons-couronnes, les bouchons à pas de vis et les bouchons-verseurs), couvercles, capsules pour bouteilles, bondes filetées, plaques de bondes, scellés et autres accessoires pour l'emballage, en métaux communs |
| 8407 | Moteurs à piston alternatif ou rotatif, à allumage par étincelles (moteurs à explosion) |
| 8408 | Moteurs à piston, à allumage par compression (moteur diesel ou semi-diesel) |
| 8409 | Parties reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinées aux moteurs des n ^{os} 8407 ou 8408 |
| ex 8411 | Turboréacteurs, turbopropulseurs et autres turbines à gaz, à l'exclusion des parties de turboréacteurs et turbopropulseurs du n ^o 8411 91 00 |
| 8412 | Autres moteurs et machines motrices |
| 8413 | Pompes pour liquides, même comportant un dispositif mesureur; élévateurs à liquides (|

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|--|
| 8414 | Pompes à air ou à vide, (compresseurs d'air ou d'autres gaz et ventilateurs; hottes aspirantes à extraction ou à recyclage, à ventilateur incorporé, même filtrantes; enceintes de sécurité biologique étanches aux gaz, même filtrantes |
| 8418 | Réfrigérateurs, congélateurs-conservateurs et autres matériel, machines et appareils pour la production du froid, à équipement électrique ou autre; pompes à chaleur autres que les machines et appareils pour le conditionnement de l'air du n° 8415 |
| 8419 | Appareils, dispositifs ou équipements de laboratoire, même chauffés électriquement (à l'exclusion des fours et autres appareils du n° 8514), pour le traitement de matières par des opérations impliquant un changement de température telles que le chauffage, la cuisson, la torréfaction, la distillation, la rectification, la stérilisation, la pasteurisation, l'étuvage, le séchage, l'évaporation, la vaporisation, la condensation ou le refroidissement, autres que les appareils domestiques; chauffe-eau non électriques, à chauffage instantané ou à accumulation |
| 8421 | Centrifugeuses, y compris essoreuses centrifuges; appareils pour la filtration ou l'épuration des liquides ou des gaz |
| 8422 | Machines à laver la vaisselle; machines et appareils servant à nettoyer ou à sécher les bouteilles ou autres récipients; machines et appareils à remplir, fermer, boucher ou étiqueter les bouteilles, boîtes, sacs ou autres contenants; machines et appareils à capsuler les bouteilles, pots, tubes et contenants analogues; autres machines et appareils à emballer ou à emballer les marchandises (y compris les machines et appareils à emballer sous film thermorétractable); machines et appareils à gazéifier les boissons |
| 8424 | Appareils mécaniques (même à main) à projeter, disperser ou pulvériser des matières liquides ou en poudre; extincteurs, même chargés; pistolets aéroglyphes et appareils similaires; machines et appareils à jet de sable, à jet de vapeur et appareils à jet similaires |
| 8426 | Bigues; grues et blondins; ponts roulants, portiques de déchargement ou de manutention, ponts-grues, chariots-cavaliers et chariots-grues |
| 8431 | Parties reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinées aux machines ou appareils des n°s 8425 à 8430 |
| 8450 | Machines à laver le linge, même avec dispositif de séchage |
| 8455 | Laminaires à métaux et leurs cylindres |

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|--|
| 8466 | Parties et accessoires reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinés aux machines des n ^{os} 8456 à 8465, y compris les porte-pièces et porte-outils, les filières à déclenchement automatique, les dispositifs diviseurs et autres dispositifs spéciaux se montant sur ces machines; porte-outils pour outils ou outillage à main, de tous types |
| 8467 | Outils pneumatiques, hydrauliques ou à moteur (électrique ou non électrique) incorporé, pour emploi à la main |
| 8471 | Machines automatiques de traitement de l'information et leurs unités; lecteurs magnétiques ou optiques, machines de mise d'informations sur support sous forme codée et machines de traitement de ces informations, non dénommés ni compris ailleurs |
| 8474 | Machines et appareils à trier, cribler, séparer, laver, concasser, broyer, mélanger ou malaxer les terres, pierres, minerais ou autres matières minérales solides (y compris les poudres et les pâtes); machines à agglomérer, former ou mouler les combustibles minéraux solides, les pâtes céramiques, le ciment, le plâtre ou autres matières minérales en poudre ou en pâte; machines à former les moules de fonderie en sable |
| 8477 | Machines et appareils pour le travail du caoutchouc ou des matières plastiques ou pour la fabrication de produits en ces matières, non dénommés ni compris ailleurs dans le chapitre 84 |
| 8479 | Machines et appareils mécaniques ayant une fonction propre, non dénommés ni compris ailleurs dans le chapitre 84 |
| 8480 | Châssis de fonderie; plaques de fond pour moules; modèles pour moules; moules pour les métaux (autres que les lingotières), les carbures métalliques, le verre, les matières minérales, le caoutchouc ou les matières plastiques |
| 8481 | Articles de robinetterie et organes similaires pour tuyauteries, chaudières, réservoirs, cuves ou contenants similaires, y compris les détendeurs et les vannes thermostatiques |
| 8482 | Roulements à billes, à galets, à rouleaux ou à aiguilles |
| 8483 | Arbres de transmission (y compris les arbres à cames et les vilebrequins) et manivelles; paliers et coussinets pour machines; engrenages et roues de friction; broches filetées à billes ou à rouleaux; réducteurs, multiplicateurs et variateurs de vitesse, y compris les convertisseurs de couple; volants et poulies, y compris les poulies à moulles; embrayages et organes d'accouplement, y compris les joints d'articulation |

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|---|
| 8487 | Parties de machines ou d'appareils, non dénommées ni comprises ailleurs dans le chapitre 84, ne comportant pas de connexions électriques, de parties isolées électriquement, de bobinages, de contacts ni d'autres caractéristiques électriques |
| 8501 | Moteurs et machines génératrices, électriques, à l'exclusion des groupes électrogènes |
| 8502 | Groupes électrogènes et convertisseurs rotatifs électriques |
| 8503 00 00 | Parties reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinées aux machines des nos 8501 ou 8502 |
| 8504 | Transformateurs électriques, convertisseurs électriques statiques (redresseurs par exemple), bobines de réactance et selfs |
| 8511 | Appareils et dispositifs électriques d'allumage ou de démarrage pour moteurs à allumage par étincelles ou par compression (magnétos, dynamos-magnétos, bobines d'allumage, bougies d'allumage ou de chauffage, démarreurs, par exemple); génératrices (dynamos et alternateurs, par exemple) et conjoncteurs-disjoncteurs utilisés avec ces moteurs |
| 8516 | Chauffe-eau et thermoplongeurs électriques; appareils électriques pour le chauffage des locaux, du sol ou pour usages similaires; appareils électrothermiques pour la coiffure (sèche-cheveux, appareils à friser, chauffe-fers à friser, par exemple) ou pour sécher les mains; fers à repasser électriques; autres appareils électrothermiques pour usages domestiques; résistances chauffantes, autres que celles du n° 8545 |
| 8517 | Postes téléphoniques d'utilisateurs, y compris les téléphones intelligents et autres téléphones pour réseaux cellulaires et pour autres réseaux sans fil; autres appareils pour l'émission, la transmission ou la réception de la voix, d'images ou d'autres données, y compris les appareils pour la communication dans un réseau filaire ou sans fil (tel qu'un réseau local ou étendu); autres que ceux des nos 8443, 8525, 8527 ou 8528 |
| 8523 | Disques, bandes, dispositifs de stockage rémanent des données à base de semi-conducteurs, «cartes intelligentes» et autres supports pour l'enregistrement du son ou pour enregistrements analogues, même enregistrés, y compris les matrices et moules galvaniques pour la fabrication des disques, à l'exclusion des produits du chapitre 37 |

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|---|
| 8525 | Appareils d'émission pour la radiodiffusion ou la télévision, même incorporant un appareil de réception ou un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son; caméras de télévision, appareils photographiques numériques et caméscopes |
| 8526 | Appareils de radiodétection et de radiosondage (radar), appareils de radionavigation et appareils de radiotélécommande |
| 8531 | Appareils électriques de signalisation acoustique ou visuelle (sonneries, sirènes, tableaux annonciateurs, appareils avertisseurs pour la protection contre le vol ou l'incendie, par exemple) |
| 8535 | Appareillage pour la coupure, le sectionnement, la protection, le branchement, le raccordement ou la connexion des circuits électriques (interrupteurs, commutateurs, coupe-circuit, parafoudres, limiteurs de tension, parasurtenseurs, prises de courant et autres connecteurs, boîtes de jonction, par exemple), pour une tension excédant 1000 volts |
| 8536 | Appareillage pour la coupure, le sectionnement, la protection, le branchement, le raccordement ou la connexion des circuits électriques (interrupteurs, commutateurs, relais, coupe-circuit, parasurtenseurs, fiches et prises de courant, douilles pour lampes et autres connecteurs, boîtes de jonction, par exemple), pour une tension n'excédant pas 1000 volts; connecteurs pour fibres optiques, faisceaux ou câbles de fibres optiques |
| 8537 | Tableaux, panneaux, consoles, pupitres, armoires et autres supports comportant plusieurs appareils des n ^{os} 8535 ou 8536, pour la commande ou la distribution électrique, y compris ceux incorporant des instruments ou appareils du chapitre 90 ainsi que les appareils de commande numérique, autres que les appareils de commutation du n ^o 8517 |
| 8538 | Parties reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinées aux appareils des n ^{os} 8535, 8536 ou 8537 |
| 8539 | Lampes et tubes électriques à incandescence ou à décharge, y compris les articles dits «phares et projecteurs scellés» et les lampes et tubes à rayons ultraviolets ou infrarouges; lampes à arc; sources lumineuses à diodes émettrices de lumière (LED) |
| 8541 | Dispositifs à semi-conducteur (par exemple, diodes, transistors, transducteurs à semi-conducteur); dispositifs photosensibles à semi-conducteur, y compris les cellules photovoltaïques même assemblées en modules ou constituées en panneaux; diodes émettrices de lumière (LED), même assemblées avec d'autres diodes émettrices de lumière (LED); cristaux piézo-électriques montés |

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|---|
| 8542 | Circuits intégrés électroniques |
| 8543 | Machines et appareils électriques ayant une fonction propre, non dénommés ni compris ailleurs au chapitre 85 |
| 8544 | Fils, câbles (y compris les câbles coaxiaux) et autres conducteurs isolés pour l'électricité (même laqués ou oxydés anodiquement), munis ou non de pièces de connexion; câbles de fibres optiques, constitués de fibres gainées individuellement, même comportant des conducteurs électriques ou munis de pièces de connexion |
| 8545 | Électrodes en charbon, balais en charbon, charbons pour lampes ou pour piles et autres articles en graphite ou en autre carbone, avec ou sans métal, pour usages électriques |
| 8603 | Automotrices et autorails, autres que ceux du n° 8604 |
| 8606 | Wagons pour le transport sur rail de marchandises |
| 8701 | Tracteurs (à l'exclusion des chariots-tracteurs du n° 8709) |
| 8703 | Voitures de tourisme et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport de personnes (autres que ceux du n° 8702), y compris les voitures du type «break» et les voitures de course |
| 8704 | Véhicules automobiles pour le transport de marchandises |
| 8716 | Remorques et semi-remorques pour tous véhicules; autres véhicules non automobiles; leurs parties |
| 8802 | Autres véhicules aériens (hélicoptères et avions, par exemple), à l'exception des véhicules aériens sans pilote du n° 8806; véhicules spatiaux (y compris les satellites) et leurs véhicules lanceurs et véhicules sous-orbitaux |
| 8901 | Paquebots, bateaux de croisières, transbordeurs, cargos, péniches et bateaux similaires pour le transport de personnes ou de marchandises |
| 8903 | Yachts et autres bateaux et embarcations de plaisance ou de sport; bateaux à rames et canoës |
| 8904 | Remorqueurs et bateaux-pousseurs |
| 8905 | Bateaux-phares, bateaux-pompes, bateaux-dragueurs, pontons-grues et autres bateaux pour lesquels la navigation n'est qu'accessoire par rapport à la fonction principale; docks flottants; plates-formes de forage ou d'exploitation, flottantes ou submersibles |

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|---|
| 9001 | Fibres optiques et faisceaux de fibres optiques; câbles de fibres optiques autres que ceux du n° 8544; matières polarisantes en feuilles ou en plaques; lentilles (y compris les verres de contact), prismes, miroirs et autres éléments d'optique en toutes matières, non montés, autres que ceux en verre non travaillé optiquement |
| 9006 | Appareils photographiques, appareils et dispositifs, y compris les lampes et tubes, pour la production de la lumière-éclair en photographie, à l'exclusion des lampes et tubes à décharge du n° 8539 |
| 9013 | Dispositifs à cristaux liquides ne constituant pas des articles repris plus spécifiquement ailleurs; lasers, autres que les diodes laser; autres appareils et instruments d'optique, non dénommés ailleurs au chapitre 90 |
| 9014 | Boussoles, y compris les compas de navigation; autres instruments et appareils de navigation |
| 9026 | Instruments et appareils pour la mesure ou le contrôle du débit, du niveau, de la pression ou d'autres caractéristiques variables des liquides ou des gaz (débitmètres, indicateurs de niveau, manomètres, compteurs de chaleur, par exemple), à l'exclusion des instruments et appareils des nos 9014, 9015, 9028 ou 9032 |
| 9027 | Instruments et appareils pour analyses physiques ou chimiques (polarimètres, réfractomètres, spectromètres, analyseurs de gaz ou de fumées, par exemple); instruments et appareils pour essais de viscosité, de porosité, de dilatation, de tension superficielle ou similaires ou pour mesures calorimétriques, acoustiques ou photométriques (y compris les indicateurs de temps de pose); microtomes |
| 9030 | Oscilloscopes, analyseurs de spectre et autres instruments et appareils pour la mesure ou le contrôle de grandeurs électriques; instruments et appareils pour la mesure ou la détection des radiations alpha, bêta, gamma, X, cosmiques ou autres radiations ionisantes |
| 9031 | Instruments, appareils et machines de mesure ou de contrôle, non dénommés ailleurs au chapitre 90; projecteurs de profils |
| 9032 | Instruments et appareils pour la régulation ou le contrôle automatiques |
| 9401 | Sièges (à l'exclusion de ceux du n° 9402), même transformables en lits, et leurs parties |
| 9403 | Autres meubles et leurs parties |

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|--|
| 9404 | Sommiers; articles de literie et articles similaires (matelas, couvre-pieds, édredons, coussins, poufs, oreillers, par exemple) comportant des ressorts ou bien rembourrés ou garnis intérieurement de toutes matières, y compris ceux en caoutchouc alvéolaire ou en matières plastiques alvéolaires, recouverts ou non |
| 9405 | Luminaires et appareils d'éclairage (y compris les projecteurs) et leurs parties, non dénommés ni compris ailleurs; lampes-réclames, enseignes lumineuses, plaques indicatrices lumineuses et articles similaires, possédant une source d'éclairage fixée à demeure, et leurs parties non dénommés ni compris ailleurs |
| 9406 | Constructions préfabriquées |

*Annexe 21*³³⁴
(art. 14c, al. 3 et 4)

Quotas de volume d'importation de certains biens

1. Biens inclus dans l'annexe avant le 29 mars 2023

| Position tarifaire | Désignation | Quantité | Durée de validité |
|---------------------------------|---|---------------------------------|--|
| 3104 20 | Chlorure de potassium | 1720 tonnes métriques | du 29 juillet d'une année donnée au 28 juillet de l'année suivante |
| 3105 20, 3105 60, 3105 90 | Engrais minéraux ou chimiques contenant les trois éléments fertilisants: azote, phosphore et potassium Engrais minéraux ou chimiques contenant les deux éléments fertilisants: phosphore et potassium Autres engrais contenant du chlorure de potassium | 1636 tonnes métriques combinées | du 29 juillet d'une année donnée au 28 juillet de l'année suivante |

2. Biens inclus dans l'annexe après le 29 mars 2023

| Position tarifaire | Désignation | Quantité | Durée de validité |
|--------------------|---|-----------------------|---------------------------------|
| 2803 | Carbone (noirs de carbone et autres formes de carbone non dénommées ni comprises ailleurs) | 42 tonnes métriques | Du 29 mars 2023 au 24 juin 2024 |
| 4002 | Caoutchouc synthétique et factice pour caoutchouc dérivé des huiles, sous formes primaires ou en plaques, feuilles ou bandes; mélanges des produits du n° 4001 avec des produits de la présente | 4072 tonnes métriques | Du 29 mars 2023 au 24 juin 2024 |

³³⁴ Introduite par le ch. II al. 3 de l'O du 27 avr. 2022 (RO 2022 260). Nouvelle teneur selon le ch. II al. 3 de l'O du 29 mars 2023, en vigueur depuis le 29 mars 2023 à 20 heures (RO 2023 168).

| Position tarifaire | Désignation | Quantité | Durée de validité |
|--------------------|--|----------|-------------------|
| | position, sous formes primaire- sou en plaques, feuilles ou bandes | | |

Annexe 22³³⁵

³³⁵ Introduite par le ch. II al. 3 de l'O du 27 avr. 2022 (RO **2022** 260). Abrogée par le ch. II al. 3 de l'O du 16 août 2023, avec effet au 16 août 2023 à 18 heures (RO **2023** 452).

*Annexe 23*³³⁶
(art. 11a, al. 1)

Biens destinés au renforcement de l'industrie³³⁷

³³⁶ Introduite par le ch. II al. 3 de l'O du 27 avr. 2022 (RO **2022** 260). Mise à jour par le ch. I al. 1 de l'O du DEFR du 28 juil. 2022 (RO **2022** 432), le ch. I de l'O du DEFR du 8 sept. 2022 (RO **2022** 500), le ch. II al. 1 des O du 23 nov. 2022 (RO **2022** 708), du 25 janv. 2023 (RO **2023** 31), du 29 mars 2023 (RO **2023** 168), du 16 août 2023 (RO **2023** 452) et du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO **2024** 51).

³³⁷ Le contenu de la présente annexe est publié dans le RO et le RS uniquement sous forme de renvoi. Il peut être consulté à l'adresse suivante: <https://fedlex.data.admin.ch/eli/oc/2024/51> > Informations générales > Étendue de la publication > Publication d'une partie d'un texte sous la forme d'un renvoi.

*Annexe 23a*³³⁸
(art. 11a, al. 1^{bis})

Biens destinés au renforcement de l'industrie selon l'art. 11a, al. 1^{bis}

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|---|
| 8409 99 00 | Parties reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinées aux moteurs des nos 8407 ou 8408 – autres |
| 8412 21 00 | Moteurs hydrauliques à mouvement rectiligne (cylindres) |
| 8413 50 00 | Autres pompes volumétriques alternatives pour liquides |
| 8421 23 00 | Appareils pour la filtration des huiles minérales dans les moteurs à allumage par étincelles ou par compression |
| 8421 31 00 | Filtres d'entrée d'air pour moteurs à allumage par étincelles ou par compression |
| 8428 39 00 | Autres appareils élévateurs, transporteurs ou convoyeurs, à action continue, pour marchandises – autres |
| 8429 59 00 | Excavateurs, chargeuses et chargeuses-pelleteuses, autopropulsés (à l'exception des engins dont la superstructure peut effectuer une rotation de 360° et chargeuses à chargement frontal) |
| 8431 39 00 | Parties reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinées aux autres appareils élévateurs, transporteurs ou convoyeurs, à action continue, pour marchandises autres |
| 8471 30 00 | Machines automatiques de traitement de l'information, portatives, d'un poids n'excédant pas 10 kg, comportant au moins une unité centrale de traitement, un clavier et un écran |
| 8471 70 00 | Unités de mémoire pour machines automatiques de traitement de l'information |
| 8481 20 00 | Valves pour transmissions oléohydrauliques ou pneumatiques |
| 8502 20 00 | Groupes électrogènes à moteur à piston à allumage par étincelles (moteurs à explosion) |
| 8507 10 00 | Accumulateurs au plomb, des types utilisés pour le démarrage des moteurs à piston |
| 8705 10 00 | Camions-grues |

³³⁸ Introduite par le ch. II al. 4 de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

*Annexe 24*³³⁹
(art. 12a, al. 1 à 3, 12b, al. 1, 3 et 5, et 12c, al. 1)

Pétrole brut et produits pétroliers

| Numéro du tarif | Désignation |
|-----------------|---|
| ex 2709 00 | Huiles brutes de pétrole ou de minéraux bitumineux, autres que condensats de gaz naturel provenant d'usines de production de gaz naturel liquéfié |
| 2710 | Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux, autres que les huiles brutes; préparations non dénommées ni comprises ailleurs, contenant en poids 70 % ou plus d'huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux et dont ces huiles constituent l'élément de base; déchets d'huiles |

³³⁹ Introduite par le ch. II de l'O du 29 juin 2022 (RO 2022 381). Nouvelle teneur selon le ch. II al. 2 de l'O du 25 janv. 2023 (RO 2023 31). Mise à jour par le ch. II al. 3 de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

*Annexe 25*³⁴⁰
(art. 29*b*)

Médias russes³⁴¹

³⁴⁰ Introduite par le ch. II de l'O du 29 juin 2022 (RO 2022 381). Mise à jour par le ch. II al. 1 de l'O du 15 fév. 2023 (RO 2023 71), le ch. I des O du DEFR du 19 avr. 2023 (RO 2023 188) et du 9 oct. 2023, en vigueur depuis le 10 oct. 2023 à 18 heures (RO 2023 575).

³⁴¹ Le contenu de la présente annexe est publié dans le RO et le RS uniquement sous forme de renvoi. Il peut être consulté à l'adresse suivante:
<https://fedlex.data.admin.ch/eli/oc/2023/575> > Informations générales > Étendue de la publication > Publication d'une partie d'un texte sous la forme d'un renvoi.

*Annexe 26*³⁴²
(art. 14*d*, al. 1 et 2)

Or

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|---|
| 7108 | Or (y compris l'or platiné), sous formes brutes ou mi-ouvrées, ou en poudre |
| 7112 91 | Déchets et débris d'or, même de plaqué ou doublé d'or, à l'exclusion des cendres d'orfèvre contenant d'autres métaux précieux |
| ex 7118 90 | Pièces d'or |

³⁴² Introduite par le ch. II al. 2 de l'O du 3 août 2022, en vigueur depuis le 3 août 2022 à 18 heures (RO 2022 436).

*Annexe 27*³⁴³
(art. 14*d*, al. 3)

Produits contenant de l'or

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|--|
| ex 7113 | Articles de bijouterie ou de joaillerie et leurs parties, en métaux précieux ou en plaqués ou doublés de métaux précieux |
| ex 7114 | Articles d'orfèvrerie et leurs parties, en métaux précieux ou en plaqués ou doublés de métaux précieux |

³⁴³ Introduite par le ch. II al. 2 de l'O du 3 août 2022 (RO 2022 436). Mise à jour par le ch. II al. 3 de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

*Annexe 27a*³⁴⁴
(art. 14e, al. 1 à 4 et 6)

Diamants et produits avec des diamants

1. Diamants naturels

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|---|
| 7102 10 00 | Diamants, non triés |
| 7102 31 00 | Diamants, bruts ou simplement sciés, clivés ou débrutés (autres que diamants industriels) |
| 7102 39 00 | Diamants, même travaillés, mais non montés ni sertis (autres que diamants industriels) |

2. Diamants synthétiques

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|---|
| 7104 21 00 | Diamants synthétiques ou reconstitués, bruts ou simplement sciés ou dégrossés |
| 7104 91 00 | Diamants synthétiques ou reconstitués, travaillés différemment |

3. Produits avec des diamants

| | Position tarifaire | Désignation |
|----|--------------------|--|
| ex | 7113 | Articles de bijouterie ou de joaillerie et leurs parties, en métaux précieux ou en plaqués ou doublés de métaux précieux, en combinaison avec des diamants |
| ex | 7114 | Articles d'orfèvrerie et leurs parties, en métaux précieux ou en plaqués ou doublés de métaux précieux, en combinaison avec des diamants |
| ex | 7115 90 00 | Autres ouvrages en métaux précieux ou en plaqués ou doublés de métaux précieux, diamants |
| ex | 7116 20 00 | Ouvrages en métaux précieux ou en pierres gemmes (naturelles, synthétiques ou reconstituées), en combinaison avec des diamants |

³⁴⁴ Introduite par le ch. II al. 4 de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

| Position tarifaire | Désignation |
|--------------------|---|
| ex 9101 | Montres-bracelets, montres de poche et montres similaires (y compris les compteurs de temps des mêmes types, en combinaison avec des diamants), avec boîte en métaux précieux ou en plaqués ou doublés de métaux précieux |

Annexe 28³⁴⁵(art. 12*b*, al. 3 et 4, let. b, et 35, al. 25, let. c à e)**Prix-plafond du pétrole et des produits pétroliers**

| Position tarifaire | Désignation | Prix du baril (USD) |
|--------------------|---|---------------------|
| 2709 00 | Huiles brutes de pétrole ou de minéraux bitumineux | 60 |
| | Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux, autres que les huiles brutes; préparations non dénommées ni comprises ailleurs, contenant en poids 70 % ou plus d'huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux et dont ces huiles constituent l'élément de base; déchets d'huiles | |
| 2710 12 | Huiles légères et préparations destinées à être utilisées comme carburant | |
| 2710 12 11 | essence et ses fractions | 100 |
| 2710 12 12 | white spirit | 100 |
| 2710 12 19 | autres destinées à d'autres usages | 100 |
| 2710 12 91 | essence et ses fractions | 45 |
| 2710 12 92 | white spirit | 45 |
| 2710 12 99 | autres | 45 |
| 2710 19 | autres destinées à être utilisées comme carburant | |
| 2710 19 11 | pétrole | 100 |
| 2710 19 12 | huile diesel | 100 |
| 2710 19 19 | autres destinées à d'autres usages | 100 |
| 2710 19 91 | pétrole | 100 |
| 2710 19 92 | huiles pour le chauffage | 45 |
| 2710 19 93 | distillats d'huiles minérales dont moins de 20 % vol distillent avant 300 °C, non mélangés | 45 |
| 2710 19 94 | distillats d'huiles minérales dont moins de 20 % vol distillent avant 300 °C, mélangés | 45 |

³⁴⁵ Introduite par le ch. II al. 4 de l'O du 23 nov. 2022 (RO 2022 708). Nouvelle teneur selon le ch. II al. 2 de l'O du 15 fév. 2023, en vigueur depuis le 15 fév. 2023 à 18 heures (RO 2023 71).

| Position tarifaire | Désignation | Prix du baril (USD) |
|--------------------|---|---------------------|
| 2710 19 95 | graisses minérales de graissage | 45 |
| 2710 19 99 | autres distillats et produits | 45 |
| | Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux (autres que les huiles brutes) et préparations non dénommées ni comprises ailleurs, contenant en poids 70 % ou plus d'huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux et dont ces huiles constituent l'élément de base, contenant du biodiesel, autres que les déchets d'huiles | |
| 2710 20 10 | destinées à être utilisées comme carburant | 100 |
| 2710 20 90 | destinées à d'autres usages | 45 |
| | déchets d'huiles | |
| 2710 91 00 | contenant des diphényles polychlorés (PCB), des terphényles polychlorés (PCT) ou des diphényles polybromés (PBB) | 45 |
| 2710 99 00 | autres | 45 |

*Annexe 29*³⁴⁶
(art. 12*b*, al. 4, let. c)

Transport autorisé de pétrole brut et de dérivés du pétrole dans des États tiers

| Objet | Lieu de destination (État tiers) | Durée de validité |
|--|----------------------------------|---------------------------------------|
| Pétrole brut relevant du numéro tarifaire 2709 00, mélangé à des condensats originaires du projet Sakhalin-2 | Japon | Du 5 décembre 2022 au 28 juin 2024 |

³⁴⁶ Introduite par le ch. II al. 4 de l'O du 23 nov. 2022 (RO 2022 708). Nouvelle teneur selon le ch. II al. 2 de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).

*Annexe 30*³⁴⁷
(art. 28*b*, al. 3)

Matériaux du secteur minier

Aluminium, y compris la bauxite

Chrome

Cobalt

Cuivre

Minerais de fer

Engrais minéraux, y compris le potassium et le phosphate naturel

Molybdène

Nickel

Palladium

Rhodium

Scandium

Terres rares légères (cérium, lanthane, néodyme, praséodyme et samarium)

Terres rares lourdes (dysprosium, erbium, europium, gadolinium, holmium, lutétium, terbium, thulium, ytterbium, yttrium)

Titane

Vanadium

³⁴⁷ Introduite par le ch. II al. 3 de l'O du 25 janv. 2023, en vigueur depuis le 25 janv. 2023 à 18 heures (RO 2023 31).

*Annexe 31*³⁴⁸
(art. 14*f*, al. 1³⁴⁹)

Biens hautement prioritaires³⁵⁰

³⁴⁸ Introduite par le ch. II al. 4 de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO **2024** 51).

³⁴⁹ En vigueur depuis le 20 mars 2024.

³⁵⁰ Le contenu de la présente annexe est publié dans le RO et le RS uniquement sous forme de renvoi. Il peut être consulté à l'adresse suivante; <https://fedlex.data.admin.ch/eli/oc/2024/51> > Informations générales > Étendue de la publication > Publication d'une partie d'un texte sous la forme d'un renvoi.

Annexe 3²³⁵¹
(art. 28e, al. 1^{quater})

Logiciels de gestion d'entreprise et logiciels de conception et de fabrication

1. Logiciels de gestion d'entreprise

Systèmes servant à représenter et à piloter numériquement tous les processus se déroulant dans une entreprise, tels que:

- a. la planification des ressources de l'entreprise (*enterprise resource planning, ERP*);
- b. la gestion de la relation client (*customer relationship management, CRM*);
- c. la veille économique (*business intelligence, BI*);
- d. la gestion de la chaîne d'approvisionnement (*supply chain management, SCM*);
- e. l'entrepôt de données d'entreprise (*enterprise data warehouse, EDW*);
- f. le système informatisé de gestion de l'entretien (*computerised maintenance management system, CMMS*);
- g. la gestion de projets;
- h. la gestion du cycle de vie des produits (*product lifecycle management, PLM*);
- i. les composants typiques des suites visées aux let. a à h, y compris les logiciels de comptabilité, de gestion de flotte, de logistique et de ressources humaines.

2. Logiciels de conception et de fabrication

Logiciels de conception et de fabrication utilisés dans les domaines de l'architecture, de l'ingénierie, de la construction, de la fabrication, des médias, de l'éducation et du divertissement, tels que:

- a. la modélisation des informations du bâtiment (*building information modelling, BIM*);
- b. la conception assistée par ordinateur (CAO);
- c. la fabrication assistée par ordinateur (FAO);
- d. la gestion par affaire (*engineer-to-order, ETO*);
- e. les composants typiques des suites visées aux let. a à d.

³⁵¹ Introduite par le ch. II al. 4 de l'O du 31 janv. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 2024 (RO 2024 51).